

# Promotio Iustitiae

**Le nouveau Supérieur Général de la Compagnie de Jésus**  
Les dernières années du Père Nicolás au Japon : Isamu

**La 35<sup>ème</sup> Congrégation Générale**  
Identité, mission et gouvernement : vue générale par Corkery,  
Recolons, D'Souza  
Une expérience de la 35<sup>ème</sup> CG : Franco

**Atelier sur la collecte de fonds**  
Salutations : Père Peter-Hans Kolvenbach  
Synthèse de l'atelier et conclusions

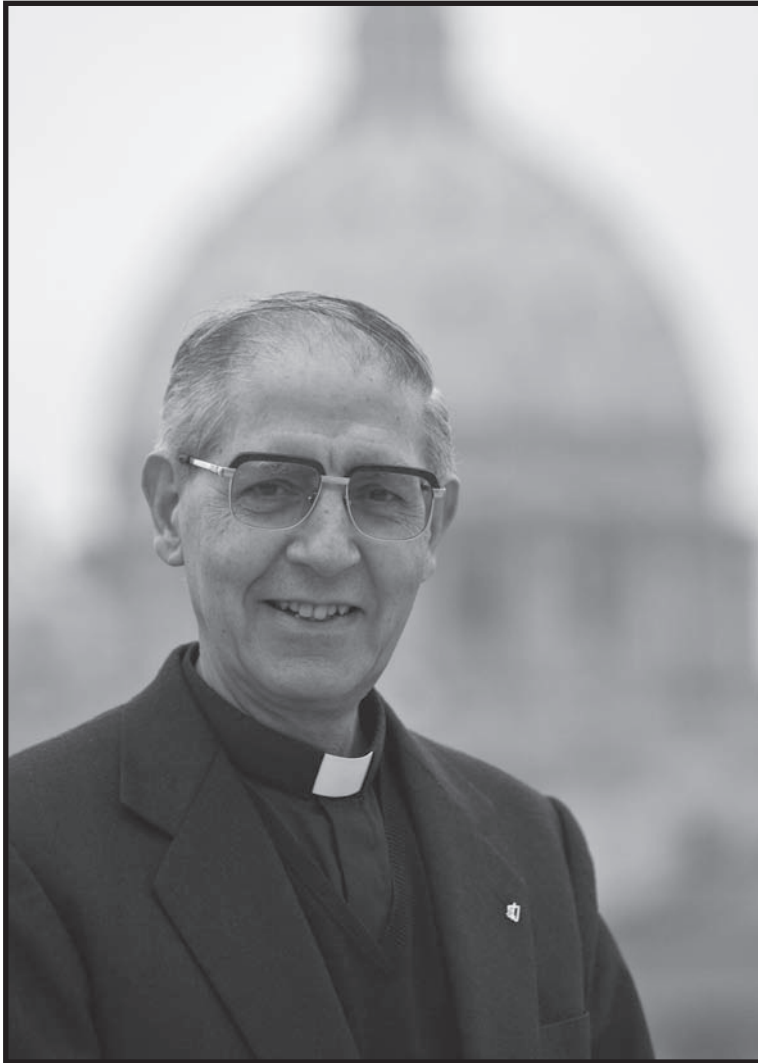
**Documents**  
Une déclaration d'Haïti, le néolibéralisme en Amérique Latine,  
la pauvreté religieuse en Afrique, les exploitations minières en  
République Démocratique du Congo et la liberté religieuse en Inde

**Expériences et lettres**





**Une cordiale salutation  
au nouveau Supérieur général  
de la Compagnie de Jésus**



**Père Adolfo Nicolás SJ**

Éditeur : **Fernando Franco SJ**  
Éditrice adjointe : **Elisabeth Frolet**  
Rédactrice : **Uta Sievers**  
Coordinatrice de Rédaction : **Liliana Carvajal**  
Production: **Stefano Maero**

*Promotio Iustitiae*, publié par le Secrétariat pour la Justice Sociale de la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome, paraît en français, anglais, espagnol et italien et est imprimé sur papier sans chlore (TCF). *Promotio Iustitiae* est disponible sur Internet à l'adresse suivante : [www.sjweb.info/sjs](http://www.sjweb.info/sjs), d'où vous pouvez télécharger les articles ou la publication complète.

Si vous souhaitez recevoir *Promotio Iustitiae*, il suffit de communiquer votre adresse à l'éditeur (en indiquant la langue préférée).

Si une idée vous a frappé dans ce numéro, n'hésitez pas à nous adresser brièvement votre réaction. Pour envoyer une lettre à *Promotio Iustitiae* à publier dans un prochain numéro, veuillez utiliser l'adresse, le numéro de fax ou l'adresse électronique indiquée au dos de la publication.

La reproduction d'articles est encouragée; merci de citer *Promotio Iustitiae* comme source, ainsi que notre adresse et de nous envoyer une copie de la reproduction.

## Les dernières années du Père Nicolás au Japon

### Ando Isamu SJ

Quand le Père Nicolás a été élu nouveau Supérieur Général en janvier dernier, les médias occidentaux l'ont acclamé comme un jésuite des pauvres et des marginaux. D'une certaine manière, cela a été une surprise. Je voudrais néanmoins présenter un historique des faits pour expliquer cette affirmation. En 1997, alors que le Père Nicolás arrivait au terme de son mandat en tant que Provincial du Japon, il eut l'occasion de quitter la maison provinciale tandis qu'une nouvelle résidence était en construction dans le centre de la ville de Tokyo, à côté de deux grandes institutions jésuites, l'Université Sophia et l'Église St Ignace. Puis il s'adressa à moi pour me demander s'il y avait un endroit où lui et moi pourrions vivre ensemble dans un petit appartement en location en périphérie de Tokyo où je vivais, afin de pouvoir servir les communautés marginalisées, pour la plupart des travailleurs étrangers vivant et travaillant dans cette région. Plus tard, je compris que le choix du Provincial avait surpris de nombreux jésuites.

Tokyo, grande ville riche, a tout ce que l'on peut imaginer, et puisque nous habitons à côté du Palais Impérial, la présence des jésuites la plus manifeste se trouve être au cœur même de cette richesse. Mais Tokyo a aussi des zones de pauvreté et des régions loin du centre où des familles de travailleurs vivent dans une situation difficile. Le plus évident est probablement l'arrondissement d'Adachi, qui accueille environ 640 000 personnes. Il s'agit d'une région ouvrière où il y a de nombreux commerces et petites entreprises. La grande majorité des familles de Tokyo vivant de l'aide sociale habite là ; plus de 40 pour cent de la totalité des enfants qui vont à l'école secondaire reçoivent là une aide financière publique pour continuer leur scolarité obligatoire. Il n'y a que neuf lycées dans le district pour les élèves venant de plus de 30 collèges, et Tokyo compte 127 universités et 58 écoles spécialisées (cursus de 2 ans), alors qu'il n'y a pas une seule université dans tout le district d'Adachi, et peut-être deux écoles supérieures au maximum. Traditionnellement, les étrangers venant de la péninsule coréenne vivent dans la région, et pendant les dix dernières années, Adachi a accueilli des milliers de travailleurs principalement des Philippines. Des centaines d'entre eux fréquentaient une église diocésaine où le Père Nicolás et moi-même avions l'habitude de donner un coup de main durant les week-ends.

Le Père Nicolás a réalisé que vivre dans cette région avait une signification particulière pour nous, jésuites, nous donnant la possibilité de suivre au premier rang les rapides changements qui bousculent le Japon. Alors que les Japonais font face à des changements drastiques dans les contrats de travail, les jeunes travailleurs philippins sont souvent maltraités de façon

inhumaine. Il est très douloureux de rencontrer les victimes réelles des ces mauvais traitements. Nous les écoutons mais que pouvons-nous faire ? D'un autre côté, tout le monde sait que la grande majorité (plus de 450 000 ?) des églises japonaises sont fréquentées par des travailleurs étrangers essayant de vivre au Japon, mais c'est bien autre chose de vivre à leurs côtés, de leur fournir des services pastoraux et autres, de donner un coup de main dans une paroisse diocésaine avec une communauté locale japonaise pratiquante d'environ 90 personnes et de plus de 400 fidèles philippins. Alors que le Père Nicolás vivait dans cette partie de Tokyo, nous avons souvent discuté des particularités de ce nouveau phénomène pour l'église japonaise, ainsi que des besoins pastoraux d'un type de communauté différent.

Aussitôt que le Père Nicolás eut fini son mandat de Provincial, il offrit de travailler à plein temps dans un centre spécial (CTIC) fondé par le diocèse de Tokyo pour l'assistance pastorale et sociale des travailleurs migrants étrangers. Ce centre, dont le personnel est principalement laïque, sert les travailleurs étrangers, leur fournissant soutien et assistance légale. Alors qu'il travaillait là, le Père Nicolás s'occupa de différents programmes pastoraux, en grande partie pour les catholiques philippins. Il a continué ses services pastoraux pour eux à l'église diocésaine d'Umeda, faisant des visites aux familles et dans les prisons. Il devint en particulier une sorte d'aumônier pour El Shaddai, une communauté philippine charismatique florissante dont plusieurs centaines de ses membres fréquentaient l'église d'Umeda. Cette grande communauté n'avait pu trouver d'autre église dans le diocèse de Tokyo qui l'acceptât. Le Père Nicolás s'était efforcé de négocier différents sites autour de Tokyo pour les offices du dimanche, quand la paroisse d'Umeda où la communauté avait l'habitude de se retrouver chaque dimanche, limita elle aussi l'utilisation du lieu à une fois par mois seulement.

Alors qu'il était Provincial au Japon, le Père Nicolás travailla en coulisse avec d'autres Congrégations Catholiques pour encourager un plus grand engagement des institutions ecclésiastiques envers les « travailleurs migrants » vivant et travaillant au Japon. Il a toujours invité les jésuites à être disponibles pour un engagement apostolique envers la population migrante, le service le plus nécessaire au Japon aujourd'hui.

Ando Isamu SJ  
Jesuit Social Center  
Kawada-cho 7-14, Shinjuku-ku  
Tokyo 162-0054 - JAPON  
<selasj@kiwi.ne.jp>

*Original anglais*  
*Traduit par Anne-Hélène Cauwel*

# TABLE DES MATIÈRES

<b>LE NOUVEAU SUPÉRIEUR GÉNÉRAL DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS</b>	
<b>Les dernières années du Père Nicolás au Japon</b> Ando Isamu SJ	<b>3</b>
<b>ÉDITORIAL</b> Fernando Franco SJ	<b>7</b>
<b>CONGREGATION GÉNÉRALE 35<sup>ÈME</sup></b>	
<b>Identité - Coup d'œil sur le nouveau décret</b> James Corkery SJ	<b>9</b>
<b>Qu'apporte de nouveau le décret sur la mission ?</b> Marcos Recolons SJ	<b>14</b>
<b>Un nouveau style de gouvernance ?</b> Lisbert D'Souza SJ	<b>21</b>
<b>Il nous conduit vers l'inconnu</b> Fernando Franco SJ	<b>26</b>
<b>Souvenir de la 35<sup>ème</sup> CG</b>	<b>32</b>
<b>ATELIER INTERNATIONAL SUR LA COLLECTE DE FONDS</b>	
<b>Ouverture</b> Père Peter-Hans Kolvenbach SJ	<b>46</b>
<b>Partager les meilleures pratiques de collecte de fonds</b> Uta Sievers	<b>48</b>
<b>Conclusions de la Rencontre sur la collecte de fonds</b>	<b>54</b>

## **DOCUMENTS**

- Jésuites en Haïti - Déclaration** 56
- Néolibéralisme en Amérique Latine - Après dix ans** 58  
Michael J. Gent
- Pauvreté religieuse dans le contexte africain** 65  
Michel Kamanzi SJ
- Le secteur minier et l'Église en République Démocratique  
du Congo** 68  
Muhigirwa R. Ferdinand SJ
- La Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion  
ou de conviction achève sa visite en Inde** 74  
Nations Unies - Communiqué pour la presse

## **EXPÉRIENCES**

- Rencontre internationale des prêtres ouvriers** 78  
Ramiro Pampols SJ
- Envisager le conflit à partir des plus vulnérables** 83  
Mauricio Burbano A. SJ

- LETTRES** 84



Ce double numéro de *Promotio* est le résultat du travail que la 35<sup>ème</sup> Congrégation Générale a comporté durant les mois de janvier et de février 2008. Une importante raison du retard et de la sortie de deux numéros en même temps a été le besoin d'inclure dans la revue une réflexion préliminaire sur ce qui s'est passé à la Congrégation.

Le numéro s'ouvre avec une photographie du Père Adolfo Nicolás et une brève contribution d'Ando Isamu SJ qui nous offre un aperçu du ministère pastoral du nouveau Père Général parmi les réfugiés au Japon. C'est l'occasion pour nous d'offrir nos prières au Père Nicolás et d'exprimer notre désir de l'aider à accomplir la mission que le Seigneur et la Compagnie lui ont confiée.

Ce numéro double a trois thèmes principaux : une série d'articles sur la 35<sup>ème</sup> Congrégation Générale qui s'est achevée récemment ; une partie concernant « l'atelier sur la collecte de fonds » organisé par la Secrétariat pour la Justice Sociale et tenu en novembre 2007 à la Curie ; et la partie habituelle de « documentation » comprenant une série d'articles qui portent sur les thèmes internationaux urgents auxquels sont confrontées la Compagnie de Jésus et l'Église toute entière.

La partie sur la Congrégation tout juste achevée contient quatre articles. Trois membres de la Congrégation, dont deux sont aussi membres du Conseil Général, ont analysé brièvement les éléments principaux et les nouveautés des décrets sur l'identité, la mission et la gouvernance, les décrets en plus étroite relation avec notre mission. Le quatrième article est une réflexion plus personnelle sur les moments clés vécus à la 35<sup>ème</sup> CG. Il y a aussi une présentation des réponses de quelques participants à la 35<sup>ème</sup> CG qui ont répondu à un petit questionnaire.

La partie sur la collecte de fonds contient le discours du Père Peter-Hans Kolvenbach aux participants, un résumé des débats et l'ensemble des recommandations finales. Nous espérons fortement que cela pourra servir, de manière impartiale, à augmenter la prise de conscience des Jésuites sur la nécessité de mettre en place des procédures pour la collecte de fonds si nous voulons réussir à remplir notre mission.

La partie sur la « documentation » est d'une importance particulière. Nous avons publié la déclaration du rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de religion et de croyance faite le 20 mars 2008 à Delhi à la fin de sa visite en Inde. C'est un document crucial pour comprendre l'urgence de s'occuper du fondamentalisme religieux politique. Nous avons aussi deux contributions importantes de l'Afrique. L'une considère le thème de la « pauvreté religieuse » d'un point de vue africain, et l'autre offre un exemple d'activité jésuite d'*advocacy* sur le problème brûlant de la réglementation des contrats

des compagnies transnationales avec le gouvernement de la RDC. De plus, cette partie propose une analyse de la fameuse lettre sur le néolibéralisme écrite par les Provinciaux d'Amérique Latine. Bien qu'elle ait été fortement contestée à l'époque de sa publication, la position prise alors, dit l'auteur, s'est révélée être juste.

Cette partie contient aussi, comme à l'accoutumée, des expériences sur le terrain et quelques lettres. Comme à notre habitude, avec l'arrivée de la nouvelle année, nous avons changé la couleur de la couverture et introduit d'autres changements de style.

Fernando Franco SJ

*Original anglais*  
*Traduit par Anne-Hélène Cauwel*

## Identité - Coup d'œil sur le nouveau décret

James Corkery SJ

**E**n grandissant dans une petite ville du sud-ouest de l'Irlande dans les années 1960, il ne m'est jamais venu à l'idée de demander qui j'étais, ou qui nous étions. Dans une société sans diversité (apparente), dans une communauté aux valeurs partagées et aux liens étroits (trop étroits parfois), il n'est pas venu à l'esprit de beaucoup d'entre nous de nous interroger sur notre identité. Quarante ans plus tard, c'est l'inverse qui se passe. Notre époque est une époque de multiples images et stimuli ; de reprises et de changements de styles ; de communautés, religions et langues diverses ; de fréquents voyages aériens ; de la conscience d'avoir des possibilités infinies de choix (si bien que choisir devient notre principal problème). Ce contexte du multiforme et du multiple pose aujourd'hui la question de l'identité pour chacun : qui suis-je et qui sommes-nous ? Les jésuites, qui ne sont pas à l'abri des tempêtes de l'époque où nous vivons, ont dès lors eu à parler de nouveau de notre identité et à plonger dans les profondeurs de la vie et de la tradition jésuites afin de dire, dans un contexte mondial complètement nouveau, ce qu'est l'identité jésuite aujourd'hui.

En outre, comme les lecteurs de *Promotio Iustitiae* le savent, les trois Congrégations Générales qui ont précédé la 35<sup>ème</sup> CG ont pris beaucoup de soin à décrire et à éclaircir la *mission* de la Compagnie dans le monde contemporain. Mais une préoccupation s'était manifestée dernièrement voulant que nous parlions non seulement de ce que nous faisons et de la façon dont nous le faisons, mais aussi que nous disions *pourquoi* nous accomplissons notre mission telle que présentée dans les 32-34<sup>èmes</sup> Congrégations. Qui sommes-nous, jésuites, pour que nous agissions de cette manière, pour que, avec nos nombreux compagnons dans la grande famille ignatienne, nous travaillions à rendre le règne de Dieu, le règne de Dieu, plus proche du monde ? Bien avant que la 35<sup>ème</sup> CG ne commence, on avait déjà observé que nous avions de beaux documents, mais que nous avions besoin d'un élan nouveau pour les mettre en œuvre de façon plus aboutie. Dans un contexte de sécularisation et d'éloignement religieux, beaucoup de voix demandaient que l'on définît ce qui  *motive*  notre mission. Les jésuites rapportaient que souvent les gens disent : « Vous pouvez faire bien des choses que vous faites – travailler pour la justice, l'éducation, la recherche intellectuelle, le ministère des *Exercices spirituels* – sans être jésuites ; alors quelle est la spécificité jésuite, votre identité ? » Dans le dernier numéro de *Promotio Iustitiae*, l'éditeur notait : « Nous sentons partout dans le monde le désir d'enraciner notre engagement social dans notre foi ; de mettre au premier plan notre engagement pour la

justice dans notre identité en tant que personnes qui croient en la présence active de notre Seigneur dans notre monde »<sup>1</sup>. Et voilà le mot *identité*, avant la Congrégation ! Une préoccupation semblable consistant à lier notre travail pour la justice avec la foi se trouve dans le même numéro de *Promotio* où le théologien jésuite irlandais, Gerry O'Hanlon observe que « nous perdons l'objectif si notre collaboration en faveur de la justice n'est pas nourrie et irriguée par la foi »<sup>2</sup>. Ainsi, le désir d'exprimer plus vivement le lien entre la mission que nous accomplissons et la foi dans laquelle elle est enracinée était déjà là avant la 35<sup>ème</sup> CG. Ce lien est la clé de l'Identité jésuite et le décret sur l'identité cherche à lui donner une expression créative pour notre temps.

### **Le décret lui-même : Quelle nouveauté apporte-t-il ?**

Le décret sur l'identité essaie de relater l'histoire, l'expérience de Dieu, la vision ignatienne de la foi qui est au cœur de la mission jésuite. Ce qui est nouveau par rapport aux Congrégations qui l'ont immédiatement précédé c'est que ce sont les jésuites eux-mêmes qui sont décrits et qu'une lumière est pour ainsi dire jetée sur ce qui fait palpiter un cœur jésuite. Le moteur, le propulseur, le feu qui nous fait bouger et nous projette en avant, voilà ce que le décret cherche, avant tout, à illustrer. Bien entendu, la mission n'en est pas absente – en vérité, il y a toute une section vers la fin du décret qui s'ouvre sur la mission d'aujourd'hui et qui annonce les documents sur la mission qui suivent le décret dans les textes de la Congrégation<sup>3</sup>. Toutefois, la principale préoccupation dans le décret sur l'identité consiste à savoir ce qui rend la mission spécifiquement jésuite, ignatienne et centrée sur l'appel du Christ, le Seigneur, auquel nous souhaitons ne pas rester sourds, mais répondre avec enthousiasme<sup>4</sup>.

L'expérience de Dieu faite par Saint Ignace ainsi que sa manière de procéder (qui naît de cette expérience) sont au cœur du texte, qui déclare qu'il en sera de notre vie de la même manière qu'il en a été de la sienne – même si notre contexte est différent. Ainsi, l'histoire qui a commencé avec Ignace et les premiers compagnons et qui a conduit à la fondation de la Compagnie de Jésus est ce que l'on pourrait appeler le récit plus large, l'histoire collective, dans laquelle les histoires de ceux qui le rencontrent ultérieurement peuvent être insérées et peuvent trouver sens et orientation. Il s'agit, pour des histoires individuelles, de trouver un 'foyer' dans ce qui est devenu l'histoire de la Compagnie, sans perdre leur individualité, et ce 'foyer' les envoie à l'extérieur, en leur offrant des possibilités plus larges et une participation à une aventure qui continue, dans un esprit de compagnonnage, aventure de

<sup>1</sup> Fernando Franco SJ, « Éditorial », *Promotio Iustitiae* 97 (2007/4), p. 5.

<sup>2</sup> Gerald O'Hanlon SJ. « L'espoir », *ibid.*, p. 41.

<sup>3</sup> Voir « *Un feu qui en engendre d'autres – Redécouvrir notre charisme* » (ci-après « *Un feu* »), paragraphes 20-24.

<sup>4</sup> Voir *Exercices spirituels*, n. 91, et « *Un feu* », paragraphe 2.

la rencontre de Dieu dans le Christ agissant au cœur du monde<sup>5</sup>. Ceux qui sont appelés à cette aventure doivent s’attendre à être façonnés par Dieu seul comme Ignace l’a été. Ainsi, le texte rappelle la manière douce, mais ferme, dont Dieu a façonné Ignace sur son lit de malade, à Manresa et surtout sur les bords de la Cardoner, et à La Storta sur le chemin de Rome. Il souligne ensuite les développements qui ont suivi la vision de La Storta, qui ont vu les premiers compagnons centrer leur vie sur le projet de suivre le Seigneur portant sa croix, et ce dans l’Église et pour le monde en un seul et même corps apostolique. Ainsi, le façonnement de la personne d’Ignace pour la mission qui allait conduire à la fondation de la Compagnie, pour ‘le bien des âmes’, est rappelé pour que ceux qui lisent le texte soient à nouveau sensibles à leur propre façonnement par Dieu pour la mission – afin de devenir, comme nous disons depuis la 34<sup>ème</sup> CG, serviteurs de la mission du Christ.

On voit déjà que identité et mission sont inséparables. Le décret cherche à souligner ce point de manière saisissante en montrant qu’il ne suffit pas d’aller en mission – d’observer, même généreusement, tout ce que les 32-34<sup>èmes</sup> Congrégations nous ont enseigné – à moins d’aller en mission comme Ignace l’a fait : embrasé par l’amour de Dieu qui l’a envoyé dans le monde, pour l’aimer avec ce même amour. À une époque où les gens admirent fréquemment ce que les jésuites font, bien que sans en comprendre les raisons, il est important de montrer qu’aucune de nos écoles et universités jésuites, ni aucun de nos centres pastoraux, sociaux ou spirituels, ni même le Service jésuites des réfugiés, ne peut être compris à moins d’exprimer et de rendre visible à leurs yeux la polarité d’être avec le Christ et d’être en même temps actifs dans le monde. Vivre les ‘polarités’ est essentiel à l’identité jésuite. Le décret en illustre un certain nombre qui sont enracinées dans l’expérience de saint Ignace<sup>6</sup>.

### Le défi du décret sur l’Identité

L’appel à être créativement fidèles aux ‘polarités ignatiennes’ est le défi principal que ce nouveau décret nous adresse. Il est très difficile d’être contemplatif et actif en même temps, sans favoriser un côté aux dépens de l’autre. Pourtant, c’est là, insiste le décret, qu’est le cœur de l’identité jésuite : être tout le temps à la fois complètement enraciné en Dieu et simultanément présent dans le monde. Idéalement, les jésuites vivent par une étonnante grâce qui nous pousse à voir le monde avec les yeux du Christ, à l’aimer avec son cœur et à le servir avec compassion. Il ne s’agit pas *seulement* de répondre aux besoins, de faire le bien, d’agir de manière juste. Il ne s’agit pas non plus *seulement* d’avoir la foi, de prier, de vivre contemplativement. Il s’agit plutôt de faire les deux *ensemble*. Tout comme dans les paragraphes du décret sur

<sup>5</sup> Voir « *Un feu* », paragraphe 3 et 4.

<sup>6</sup> *Ibid.*, paragraphes 8-10.

les polarités ignatiennes, dans les paragraphes qui traitent explicitement de suivre le Christ, il est montré que quand nous sommes avec lui nous sommes actifs dans le monde et que quand nous sommes actifs dans le monde, nous sommes avec lui<sup>7</sup>. Le défi est de ne jamais laisser se dissoudre cette tension entre la prière et le service. Le décret offre un rappel encourageant de la fécondité de cette tension en montrant comment, depuis l'option explicite de la Compagnie pour les pauvres dans la 32<sup>ème</sup> CG, notre service parmi les pauvres a approfondi notre foi aussi bien sur le plan individuel que sur le plan collectif<sup>8</sup>. Le défi des polarités ignatiennes est réalisé ici : dans les pauvres nous trouvons Dieu, en Dieu nous trouvons les pauvres. Ici la foi et la justice se rencontrent : la prière et l'action, Dieu et le monde, la mystique et le service. Le cœur de l'identité jésuite se laisse trouver dans le maintien de la féconde tension entre ces 'couples'.

Le décret sur l'identité comporte d'autres défis – qui sont eux aussi des polarités – qu'on ne saurait examiner en détail ici. Il y a le défi d'aller aux frontières, tout en restant au cœur de l'Église. La mission jésuite est reçue dans l'Église, accomplie en obéissance au Pape et avec une créative fidélité au Magistère. Ceci demande de vivre de manière féconde les tensions qui opposent tradition et innovation, vivre de ce qui est reçu et le communiquer en de nouveaux endroits et en de nouvelles manières<sup>9</sup>. En réfléchissant à cela, on se rend compte qu'il y a là plus que des mots ! Imaginez – comme une récente expérience à la 35<sup>ème</sup> CG nous l'a fait faire – le défi de parler du Christ dans des cultures où sa présence a de profondes racines alors que son visage n'est plus reconnu aujourd'hui, et *aussi* le défi de parler de lui là où la religion chrétienne est le fait d'une minuscule minorité et où il ne peut être annoncé en ignorant la foi profonde de ceux qui nous entourent. Ou bien imaginez comment notre option pour les pauvres signifie s'opposer à la pauvreté dans beaucoup d'endroits, mais ni de façon réductionniste matérialiste, comme si nous pensions que le seul pain suffit, ni de façon réductionniste et spiritualisante, comme si on pouvait se permettre d'ignorer l'obligation de partager les biens de la terre. Le décret sur l'identité illustre toutes ces polarités au cœur de notre mission jésuite non pour les rendre plus faciles à vivre, mais pour les rendre d'un abord plus facile. Car si nous ne les abordons pas, nous compromettons notre mission d'être avec Dieu dans son Église et, en même temps, d'aller vers le monde entier.

### **Le décret et l'avenir : Comment peut-il nous faire avancer ?**

Aujourd'hui, il existe plusieurs marques d'identités, que les gens affichent de plusieurs manières. Afin de dire qui nous sommes, nous usons de signes, de

<sup>7</sup> *Ibid.*, paragraphes 12-15.

<sup>8</sup> *Ibid.*, paragraphe 15.

<sup>9</sup> *Ibid.*, paragraphes 18, et aussi 16-18 et 23-24.

symboles et de logos dans ce monde submergé par l’image. Les caractéristiques d’une identité exigent que l’on s’exprime dans ce type de contexte d’une manière qui n’était pas nécessaire autrefois. Le décret sur l’identité donne un visage aux jésuites, un visage à la fois traditionnel et contemporain. Il insiste à la fois sur l’être et le faire, là où ce dernier était le point d’attention de la plupart des écrits de nos institutions et de ce que nous disons habituellement de nous-mêmes. Nous avons raison d’accorder de l’attention à la mission et non à nous mêmes. Cependant, nous voulons attirer d’autres personnes à la mission – des jésuites, mais aussi des hommes et des femmes que la manière ignatienne intéresse – et nous espérons mieux faire cela en ayant exprimé ce qui est gravé sur notre cœur et qui est au cœur de notre être : l’amour de Dieu rendu visible par Jésus-Christ, image unique de Dieu<sup>10</sup>.

Le sous-titre du décret est « Redécouvrir notre charisme ». Il ne cherche pas à insinuer que ce charisme a été perdu dans la vie des jésuites, mais on peut le prendre comme une prise de conscience que certains de ses aspects étaient parfois moins bien articulés. Les jésuites prient beaucoup mais nous ne sommes pas des moines ; les jésuites font beaucoup de travail social mais nous ne sommes pas des travailleurs sociaux ; ce qui nous fera vraiment avancer – fidèles à notre riche héritage comme flammes issues de cette première flamme<sup>11</sup> – c’est la prière *et* le service : dévouement complet envers Dieu *et* dévouement complet envers le monde de Dieu. Nous – et nos chers compagnons en mission – ne saurions faire cela seuls, mais seulement par la grâce divine. Ce n’est pas nous qui embraserons le monde, mais plutôt la chaleur de l’amour de Dieu, toujours exprimé de manière préférentielle pour ceux qui sont marginalisés et rejetés. Sur leurs visages, nous trouverons celui de Dieu ; sur le visage de Dieu nous trouverons les leurs ; et tel est le chemin de l’avenir.

James Corkery SJ  
27 Leinster Road  
Rathmines  
Dublin 6, IRLANDE  
<jcorkery@jesuit.ie>

*Original anglais*  
*Traduit par Christian Uwe*

<sup>10</sup> *Ibid.*, voir paragraphes 2, 3 et 26.

<sup>11</sup> *Ibid.* voir le titre du décret (expression du saint jésuite chilien, Alberto Hurtado, canonisé en 2005).



## Qu'apporte de nouveau le décret sur la mission ?

Marcos Recolons SJ

### Introduction

**L**e Secrétariat pour la Justice sociale m'a demandé de commenter le décret de la 35<sup>ème</sup> Congrégation Générale (CG 35<sup>ème</sup>) « *Défis pour notre mission aujourd'hui. Envoyés aux frontières* », à partir de mon expérience apostolique et en soulignant la nouveauté de ce décret.

Je le fais avec joie et crainte. Joie, parce que je voudrais transmettre ma conviction selon laquelle les dernières Congrégations Générales, à raison d'une par décennie, ont su discerner adéquatement les signes des temps en remettant à jour la formulation de la mission de la Compagnie universelle. Crainte, parce que mon expérience apostolique est très particulière, très locale, et je ne sais pas dans quelle mesure il peut être significatif de la confronter avec le décret de mission de la CG 35<sup>ème</sup> et des CG précédentes dans un va et vient entre ce qui est universel et particulier. Telle sera ma tentative dans ce commentaire, et telle sera ma façon d'expliquer la conviction que j'ai mentionnée plus haut. Je dois dire que mon expérience apostolique a été vécue la plupart du temps dans le cadre de mon travail avec les paysans indigènes de Bolivie, avec d'autres compagnons jésuites et d'autres religieux et laïcs (hommes et femmes).

Le décret commence par rendre grâce au Seigneur « *pour le processus continu de rénovation et d'adaptation de notre mission et de notre manière de procéder* », concrétisé dans les Congrégations Générales postérieures au Concile Vatican II.

L'action de grâce n'est pas ici un formalisme. En voyant ce processus tout au long des quatre dernières décennies, nous ne pouvons pas douter que malgré toutes nos erreurs, « *l'Esprit a conduit toute la Compagnie* », en nous indiquant comment comprendre, à chaque moment de l'histoire, la mission qu'Ignace a exprimée dans la Formule de l'Institut. Le discernement des Congrégations Générales n'est pas parti de zéro pour renouveler et adapter notre mission. Il a recueilli ce que l'Esprit Saint a suscité dans le travail apostolique de toute la Compagnie et qui est arrivé à la Congrégation Générale par diverses voies. La voie principale fut celle de l'expérience et de la connaissance personnelle de tous les congréganistes, mais l'apport des postulats et des travaux des commissions préparatoires a été aussi important.

### Confirmation des Congrégations Générales précédentes

Le décret que nous commentons confirme les options de notre mission, qu'ont adoptée les CG 32 et 34.



## La CG 32<sup>ème</sup> : Foi et Justice

Dans les années soixante-dix, la CG 32<sup>ème</sup> a établi que « *la mission de la Compagnie Jésus aujourd'hui est le service de la foi, dont la promotion de la justice constitue une exigence absolue en tant qu'elle appartient à la réconciliation des hommes demandée par leur réconciliation avec Dieu* »<sup>1</sup>.

En Amérique Latine cette option nous est parvenue à un moment très opportun. Elle rassemblait l'expérience ecclésiale que nous vivions intensément à partir de la Conférence générale de l'Épiscopat latino-américain (CELAM), qui a eu lieu à Medellin en 1968, dont le premier engagement a été « *d'inspirer, encourager et demander expressément un ordre nouveau de justice, qui incorpore tous les hommes dans la gestion des communautés elles-mêmes* »<sup>2</sup>. Les encycliques papales nous demandaient expressément d'aller dans la même direction.<sup>3</sup>

Dans la période suivante, les dictatures militaires s'étaient généralisées en Amérique Latine, en implantant, avec la doctrine de la « Sécurité Nationale », des régimes antidémocratiques répressifs, qui niaient des droits humains indiscutables. Ils ont endetté nos pays dans des conditions financières désavantageuses ; la corruption et l'incompétence de ces régimes ont eu pour conséquence de dilapider les ressources dont disposent nos pays.

Dans le petit cadre de notre communauté jésuite, la déclaration de la CG 32<sup>ème</sup> est arrivée à un moment où deux d'entre nous, pendant notre quatrième année de sacerdoce, travaillions comme enseignants ruraux de l'État dans deux petites écoles fonctionnant avec un unique professeur au service de communautés campagnardes guarani-chiriguano. Nous vivions dans une grande pauvreté, avec beaucoup de travail, au milieu des gens, dans des lieux très isolés. La plupart des hommes allaient travailler pour récolter la canne à sucre pendant huit mois, dans une sorte d'esclavage à cause de l'endettement dont jamais ils ne pouvaient sortir, et ils laissaient leurs terres à la merci de l'avidité des éleveurs, qui envahissaient les terres en plantant des clôtures.

Nous nous rendions compte communautairement que notre style de vie et de travail très inséré, fruit d'un long discernement, accompagnait le peuple dans son agonie, mais ne l'aidait pas à sortir de celle-ci. Avec les autorités du peuple guarani de la zone (Isoso) nous avons entamé un processus de recherche d'alternatives. Les communautés d'autres zones nous demandaient de l'aide pour récupérer leurs terres usurpées par leurs voisins éleveurs. L'option pour la justice de la CG nous a donné l'élan pour faire un pénible changement de style de vie et de travail qui a suscité la création

<sup>1</sup> CG 32<sup>ème</sup>, décret 4, n. 2.

<sup>2</sup> Seconde conférence Générale de l'Épiscopat latino-américain, *Message aux peuples de l'Amérique latine*.

<sup>3</sup> Voir *Evangeli Nuntiandi* (décembre 1975) n. 31. « *Entre l'évangélisation et la promotion humaine - développement et libération - existent effectivement des liens très forts. Liens d'ordre anthropologique, parce que l'homme à évangéliser n'est pas un être abstrait, mais un être soumis à des problèmes sociaux et économiques. Liens d'ordre théologiques, puisqu'on ne peut pas dissocier le plan de la création du plan de la Rédemption qui arrive* » jusqu'à des situations très concrètes d'injustice qu'il faut combattre et de justice qu'il faut restaurer.

d'un centre social pour soutenir le peuple guarani. Ce centre travaillerait en coordination avec l'action pastorale de la paroisse. Cette option nous a extraordinairement compliqué la vie, mais, 33 ans après ce discernement, il ne fait pas de doute que ce fut l'Esprit qui l'a conduit, puisque, malgré toutes nos erreurs, ce centre social a joué un rôle significatif dans la remarquable histoire récente du peuple guarani de Bolivie.

Nous n'étions pas seuls dans ce processus de changement, tous les secteurs apostoliques de la Compagnie évoluaient grandement dans la direction indiquée par la CG 32<sup>ème</sup>, tant avant qu'après la conclusion de cette Congrégation. Toutes les œuvres et tous les secteurs apostoliques n'évoluaient pas au même rythme, ni avec les mêmes options politiques implicites ou explicites, et ces différences provoquaient de fortes tensions, mais ce qui est certain, c'est que tous les secteurs créaient de nouvelles façons de concrétiser la mission reçue au service de l'Église et de la société.

### *La CG 33<sup>ème</sup> : la confirmation*

Dans les années quatre-vingt, la CG 33<sup>ème</sup> a confirmé la mission de la Compagnie exprimée dans les décrets 2 et 4 de la CG 32<sup>ème</sup> avec ces mots : « Ces décrets constituent une application moderne de la Formule de l'Institut et du charisme de notre Père saint Ignace ; ils expriment notre mission d'aujourd'hui avec une telle profondeur et dans une telle lumière qu'il nous faudra les avoir à l'avenir présents à l'esprit dans le choix de nos ministères » (CG 33<sup>ème</sup>, d.1 n.38).

Pendant cette décennie le monde a vu la chute du communisme en Union Soviétique et en Europe. En Amérique Latine, une grande avancée politique s'est produite avec le rétablissement de la démocratie dans la plus grande partie des pays, mais elle a produit des conflits et de la violence institutionnalisée qui ont généré beaucoup de victimes. La Compagnie a aussi payé le prix fort en recherchant la promotion de la justice : 12 jésuites ont été assassinés en Amérique Latine entre 1976 et 1989. Dans le secteur économique cette décennie a été appelée la « décennie perdue » à cause de la récession et « des ajustements structurels » imposés par le Fond Monétaire International, avec des conséquences sociales tragiques.

Dans le petit monde de notre équipe apostolique, notre centre social, constitué en bureau régional d'une grande institution sociale de la Province, a accompagné la naissance de la courageuse Assemblée du Peuple Guarani (APG), qui, pour la première fois dans l'histoire, a obtenu d'intégrer et d'organiser les différents groupes guarani-chiriguano. Avec l'APG, au Vicariat Apostolique et dans d'autres institutions publiques et privées, nous prenons part très activement à un ambitieux programme de développement social pour les Communautés guaranies. Notre centre publie des recherches linguistiques, anthropologiques, sociologiques et historiques des guaranis-chiriguanos. Les mots de la CG 33<sup>ème</sup> confirmant le service de la foi et la pro-

motion de la justice comme expression profonde et claire de notre mission, interprétaient bien l'expérience apostolique que nous vivions et simultanément, nous stimulaient à continuer dans cette voie.

### *La CG 34<sup>ème</sup> : dialogue et culture*

La CG 34<sup>ème</sup>, dans les années 90, a présenté deux dimensions indispensables au service de la foi et à la promotion de la justice : « *le dialogue avec des membres d'autres traditions religieuses et l'attention à la culture, indispensable pour une présentation effective de l'Évangile* » (CG 34<sup>ème</sup>, d.2 n.15).

Le choc des civilisations, la globalisation, la déchristianisation de l'Occident et la perte d'identité de minorités culturelles, rendent tellement évidente la pertinence et la justesse de la vision du futur proposée par la CG présentant ces deux dimensions de notre mission, qu'il n'est pas nécessaire d'insister sur cela.

En Amérique Latine règne le néo-libéralisme et celui-ci commence à décredibiliser la démocratie représentative, pour laquelle tant de personnes ont combattu, parce qu'elle ne remédie pas à la situation de pauvreté dégradante et parce qu'elle s'est compromise dans des scandales de corruption qui privent de crédibilité les politiciens. Se préparait ainsi le bouillon de culture qui favorisera l'émergence d'alternatives plus ou moins populistes de la décennie suivante.

Revenons à notre expérience locale. D'une part, nous développons durant cette décennie un dialogue intense avec les traditions religieuses indigènes. Sept séminaires sur la théologie guaranie, convoqués par notre équipe ont réuni les *ipayes* (chamanes). Nous découvrons tant de richesses théologiques que nous nous sommes exclamés admiratifs : « *dans la tradition religieuse guaranie nous ne pouvons pas seulement déjà parler de 'semences du Verbe', parce que ces semences ont germé et forment des plantes, arbres, forêts...* ». Dans la partie andine de la Bolivie aymara se développait depuis longtemps un dialogue fécond entre la théologie chrétienne et la tradition religieuse aymara. D'une part, travailler coude à coude avec des personnes et des institutions qui vivent avec authenticité un humanisme solidaire, agnostique ou athée, nous interroge fortement sur la façon de présenter notre foi dans ce contexte culturel. D'autre part, nous adoptons la pratique de groupe d'influence (*advocacy*) dans nos programmes institutionnels, avec des approches chaque fois plus vastes sur les changements nécessaires en vue d'incorporer activement les majorités indigènes de la Bolivie (62% de la population) à la vie nationale.

De nouveau nous nous sentons en accord spirituel et apostolique avec les deux dimensions intégrées à la formulation de notre mission, que nous présente la Congrégation Générale.

## Qu'apporte de nouveau la CG 35<sup>ème</sup>

Puisque la CG 35<sup>ème</sup> réaffirme la formulation de la mission de la Compagnie qui a été faite pendant les CCGG 32 et 34, il convient de s'interroger sur la nouveauté de la CG de la première décennie du millénaire. Je préciserai mon point de vue selon quatre aspects : une nouvelle analyse centrée sur la réconciliation, un nouveau concept de frontière, une nouvelle forme de relation avec la création, et une planification apostolique à tous les niveaux du gouvernement.

### *Une analyse nouvelle : la réconciliation*

D'abord la CG apporte une analyse nouvelle qui unifie la mission. Le service de la foi et la promotion de la justice, le dialogue avec la culture et avec d'autres traditions religieuses, doivent se faire depuis la perspective de la réconciliation. Les relations des hommes avec Dieu, entre eux et avec la création doivent être orientées vers la réconciliation. Nous, jésuites, nous sommes appelés à être « *des instruments de Dieu qui a réconcilié le monde avec lui-même en Christ* »<sup>4</sup>. L'union foi/justice et réconciliation a été présente depuis la première formulation de ces éléments de notre mission. Comme nous l'indiquons déjà, il y a 33 ans, la CG 32<sup>ème</sup> formulait notre mission comme « *le service de la foi dont la promotion de la justice constitue une exigence absolue en tant qu'elle appartient à la réconciliation des hommes demandée par leur réconciliation avec Dieu* »<sup>5</sup>. Mais dans notre imaginaire collectif le thème de la réconciliation a alors été obscurci par la vigueur avec laquelle on affirmait la lutte pour la justice.

### *Un nouveau concept de frontière*

Deuxièmement, le décret que nous commentons nous apporte un nouveau concept de frontière. Depuis que je suis jésuite, j'ai entendu dire que nous sommes appelés à aller aux frontières et à combattre sur des thèmes frontaliers, mais le décret que je commente rassemble une nouvelle vision du concept de frontière. La frontière est une référence géographique, qui a été analogiquement utilisée en parlant de frontières intellectuelles, scientifiques, idéologiques, etc. Mais dans notre village global, la frontière comme terme géographique a maintenant changé de référence. Dans un monde globalisé, les idées, l'information, les marchandises, la technologie, les capitaux circulent librement, ainsi que les personnes mais avec davantage de restrictions. Les frontières sont devenues perméables et dans beaucoup de cas elles ont disparu. Le monde est devenu pluri-religieux et pluri-culturel. Aujourd'hui il n'y a plus de chrétienté avec des frontières délimitées que franchiraient les missionnaires.

<sup>4</sup> CG 35<sup>ème</sup>, *Défis pour notre mission aujourd'hui – Envoyés aux frontières*, n. 16.

<sup>5</sup> CG 32<sup>ème</sup>, décret 4, n. 2.

Les nouvelles frontières sont partout et on nous envoie aux frontières avec la mission très concrète de tracer des chemins, de « *construire des ponts* » entre ceux qui vivent d'un côté et de l'autre de la frontière. Plus encore, on nous demande d'arriver nous-mêmes à « *être des ponts dans un monde fragmenté* »<sup>6</sup>. Il me semble qu'il en résulte une image très suggestive : dans un monde cassé, crevassé, fracturé, notre mission consiste à créer des ponts pour que ces fractures ne continuent pas à isoler des groupes sociaux et des personnes, pour que ceux-ci puissent entrer en communion avec Dieu, avec d'autres personnes et groupes et avec la création.

Quelles sont ces fractures ? Parmi celles qui nous séparent de Dieu, le décret indique « *celles qui ont été ouvertes entre la foi et la raison, la culture et la religion, entre la culture et la morale, entre la foi et la société. On mentionne expressément le subjectivisme, le relativisme moral, l'hédonisme, le matérialisme pratique, et aussi le fondamentalisme religieux, qui utilise la foi en Dieu pour diviser des peuples et des communautés. En citant le discours du Pape, nous devrions construire le pont entre 'une vision erronée ou superficielle de Dieu et de l'homme' et la connaissance de la 'véritable face du Seigneur, qui pour tant d'hommes 'reste aujourd'hui caché ou méconnaissable' »*<sup>7</sup>.

Parmi les fractures ouvertes entre les groupes humains, le décret indique d'abord le gouffre croissant entre riches et pauvres, tant à l'intérieur des pays, que sur le plan international<sup>8</sup>. Ici, on nous invite à regarder le monde depuis la perspective des pauvres et des marginalisés en réaffirmant, avec le Pape, l'option préférentielle pour les pauvres. Parmi ces fractures, qui empêchent les justes relations des uns avec les autres, nous pouvons citer la perte de souveraineté de beaucoup d'États ressentie comme une marginalisation globale, le pillage de ressources naturelles par des intérêts transnationaux en marge des lois, la violence, la guerre et le trafic d'armes.

### ***Une nouvelle forme de relation avec la création***

Nous avons reçu 41 postulats des Congrégations Provinciales de tous les continents à propos de l'écologie. C'est le sujet qui a reçu le plus de postulats, ce qui indique que c'est un sujet qui préoccupe très justement la Compagnie. Comme l'a dit un congréganiste, si nous ne nous préoccupons pas de la préservation de l'environnement, nous serons comme des personnes qui réparaient des chaises dans la menuiserie du Titanic alors que le bateau est en train de couler. Le mérite de ce décret est d'intégrer cette préoccupation d'une manière très naturelle et harmonieuse dans la formulation de notre mission, en l'enracinant bien dans notre spiritualité et en insistant sur la perspective des pauvres, qui fréquemment sont les plus immédiatement affectés par la dégradation de l'environnement et par le changement climatique.

<sup>6</sup> CG 35<sup>ème</sup>, *Défis pour notre mission aujourd'hui - Envoyés aux frontières*, n. 17.

<sup>7</sup> *Ibid.*, n. 20.

## ***Une planification apostolique à tous les niveaux du gouvernement***

Bien qu'elle ne se réfère pas à la formulation de la mission de la Compagnie, mais à la manière de l'effectuer, il me paraît important de signaler que la Congrégation « a souligné l'importance de structures de planification apostolique, de la mise en pratique et de la responsabilisation, à tous les niveaux du gouvernement, requis pour faire avancer aujourd'hui notre mission »<sup>9</sup>. On maintient en outre les cinq préférences globales, qu'a défini le Père Kolvenbach : l'Afrique, la Chine, l'apostolat intellectuel, les institutions interprovinciales de Rome, et les migrants et réfugiés. On invite le Père Général à « continuer le discernement des préférences apostoliques de la Compagnie ; à réviser les actuelles préférences, à mettre à jour leur contenu spécifique et à développer des plans et des programmes qui peuvent être contrôlés et évalués »<sup>10</sup>.

### **La nouvelle formulation vu dans la perspective locale**

Dans notre horizon apostolique latino-américain sont apparues de nouvelles façons de faire de la politique qui s'affrontent aux précédentes en créant une situation de crispation, de tension et de polarisation. La pollution des eaux, de la terre et de l'air, la dégradation continue de l'environnement a maintenant des effets graves et vérifiés sur la santé de la population, spécialement dans les secteurs les plus pauvres<sup>11</sup>. La déforestation des grandes zones forestières de l'Amérique latine, spécialement de l'Amazonie, est déjà un problème de dimension mondiale.

En Bolivie, les indigènes ont acquis le pouvoir des urnes et veulent imposer de nouvelles règles de coexistence fortement contestées par d'autres groupes qui veulent imposer leurs propres règles. Dans notre équipe apostolique, il nous semble clair que nous ne pouvons pas travailler seulement avec les indigènes, du côté le plus fragile du pont, mais que nous devons aller de l'autre côté, vers ceux qui détiennent le pouvoir jusqu'à présent, pour appeler à la réconciliation entre tous, pour établir des carrefours de dialogue qui permettent de créer une nouvelle forme de coexistence respectueuse, juste, harmonieuse et constructive. Il y a déjà longtemps que nous travaillons à la création de modèles de développement rural durable, qui préservent l'environnement et offrent à la population indigène des possibilités d'avoir une vie de qualité, sans devoir abandonner le milieu rural.

La CG, une fois de plus, interprète nos inquiétudes apostoliques et nous oriente avec lucidité sur les chemins qu'indique l'Esprit pour notre mission.

<sup>8</sup> *Ibid.*, n. 25.

<sup>9</sup> *Ibid.*, n. 37.

<sup>10</sup> *Ibid.*, n. 40.

<sup>11</sup> Voir l'étude de l'Université de Saint Louis de Missouri School of Public Health, *Environmental Contamination in the Homes of La Oroya and Concepción and its Effect in the Health of Community Residents*, <<http://tinyurl.com/6hc8gd>>.



## Conclusion

Ma conclusion est que la CG 35<sup>ème</sup> a réfléchi sur notre mission avec humilité, avec sincérité et avec clairvoyance. Elle a accepté avec un esprit renouvelé les orientations du Pape et s'est laissé conduire par l'Esprit. En ce moment historique, le résultat de la CG 35 consiste à avoir indiqué le chemin à suivre pour comprendre la mission aujourd'hui telle qu'elle s'est exprimée dans la Formule de l'Institut au XVI<sup>ème</sup> siècle.

Marcos Reolons SJ

Curia Generalizia

C.P. 6139

00195 Roma-Prati - ITALIE

<recolons@sjcuria.org>

*Original espagnol*

*Traduit par Benoît Coppeaux SJ*

## Un nouveau style de gouvernance ?

Lisbert D'Souza SJ

Ce titre, présenté sous forme de question, mérite une réponse affirmative, même s'il n'est pas tout à fait facile d'identifier de nouveaux éléments dans le décret *Un gouvernement au service de la mission universelle* de la 35<sup>ème</sup> CG. Sa nouveauté réside, peut-être, plus dans l'appel à la nouveauté de pensée et d'action qui traverse le texte que dans des directives qui sont totalement nouvelles ; c'est plus une invitation à ce que la Compagnie dépasse ce que la 34<sup>ème</sup> CG demandait déjà qu'une requête de législation nouvelle.

La 35<sup>ème</sup> CG, particulièrement dans ce décret, s'est efforcée du mieux qu'elle pouvait à naviguer entre le Scylla de la prescription minutieuse et le Charybde des généralisations et exhortations vagues. La Congrégation voulait insister sur certains aspects de la gouvernance pour répondre à ce qu'elle percevait comme étant la réalité dynamique d'un monde globalisé et qui change à toute vitesse, mais elle a reconnu que la Congrégation n'avait ni le temps ni la compétence requise pour fournir une législation concrète. D'où les mandats adressés au Général concernant la révision de la législation et la révision des structures de gouvernance ; quant à la manière de le faire, cela a été laissé à son meilleur jugement.

## Un nouveau style

La Congrégation présente trois perspectives, qu'elle appelle *principes*, sous-tendant le décret : une *gouvernance* facilitant une réponse dont *l'envergure et l'impact universels* sont essentiels dans un monde globalisé ; des *structures simples et flexibles* qui favorisent des décisions rapides mais bien informées, tirant profit des *moyens de communication modernes et de l'action de collaboration* ; et des *clarifications* pour que notre manière de gouverner dans des situations changeantes demeure véritablement ignatienne.

## La gouvernance au niveau central

À commencer par le sommet, la Congrégation a prôné une **révision** et non un simple examen, de la législation concernant **la constitution, l'organisation et la conduite des Congrégations générales, des Congrégations des Procureurs et des Congrégations provinciales**. Ceci ouvre la voie à une façon nouvelle, voire radicalement nouvelle, de constituer ces corps, de faire le travail, de le préparer et le gérer. Il est possible de développer plus efficacement l'agenda de ces réunions à travers une plus grande implication et contribution de la base ; les Congrégations provinciales pourraient effectuer un examen sérieux de la réponse de la Province à la mission ; la Congrégation des Procureurs, qui est composée de représentants élus pourrait avoir un impact plus fort et plus significatif sur la vie et la mission jésuites. Une révision intelligente et créative pourrait aboutir à une meilleure préparation de telles réunions, une meilleure focalisation, plus brève, tirant plus de profit du temps, de l'énergie et des moyens financiers investis.

Déjà avant l'élection du Père Général, et beaucoup plus tard, le désir de la Congrégation était d'élire non seulement un Général **mais une équipe** qui lui apporterait le soutien dont il a besoin pour guider et gouverner la Compagnie en ces temps complexes. Ce désir a trouvé son expression dans la directive énoncée par le Général, dans le but de recevoir « le soutien le plus efficace pour assumer ses responsabilités ... d'entreprendre une révision complète de la gouvernance centrale de la Compagnie, en vue d'une **réorganisation** pour le service de la mission » (n.9). Le Général est encouragé lors de cet examen, à avoir recours à « **la meilleure assistance professionnelle** disponible au sein et hors de la Compagnie » (n.14).

Certains se demandaient si la structure actuelle du gouvernement central, qui a été créée par la 34<sup>ème</sup> CG et qui comprend un Conseil général composé de 12 membres, dont 10 sont des Conseillers généraux et également Assistants régionaux, chacun ayant la charge de présider une des dix Assistances de la Compagnie, était adaptée pour gérer adéquatement les questions plus générales de mission qui s'étendent au-delà des frontières de l'Assistance. On avait l'impression que ce que cette structure gagnait en profondeur grâce au contact plus étroit au niveau de l'Assistance, elle le perdait au niveau des questions mondia-



les. La Congrégation a confirmé la 34<sup>ème</sup> CG sur ce point mais voulait souligner que le Général et son Conseil devraient profiter le plus possible des interactions avec les Secrétariats apostoliques, les Présidents des Conférences et les unités *ad hoc* que le Général pourrait créer si nécessaire. Là encore, la Congrégation n'a pas créé une nouvelle structure ni donné des directives spécifiques sur la manière dont le gouvernement central devrait être modifié. La nouveauté réside dans le **clair appel à une étude complète** qui permettrait au gouvernement central de répondre davantage aux besoins de la mission, dans l'espoir qu'une telle étude déclencherait des processus, des systèmes, et des structures de gouvernance nouveaux et de plus en plus pertinents. Dans ce contexte, le décret demande qu'« une stratégie professionnelle et compréhensive ... soit élaborée pour améliorer la communication interne et externe, afin de faciliter la gouvernance, renforcer la coopération, et accroître l'efficacité de la mission universelle » (n.13).

### Conférences des Supérieurs majeurs

Toutefois, en évoquant les **Conférences des Supérieurs majeurs**, la Congrégation donne des directives concrètes, ce qu'elle n'avait pas fait jusque-là. Ici on a plus qu'une carte routière ou des panneaux indiquant comment concevoir et développer le gouvernement. La Conférence des Supérieurs majeurs ne doit pas être considéré comme « un nouveau niveau de gouvernance entre le Général et les Provinciaux » (n. 18b) mais comme une **structure de facilitation** qui peut permettre aux Provinciaux de mieux s'impliquer dans et de traiter des aspects de la mission qui vont au-delà de la Province ou même de l'Assistance, tout en donnant au Supérieur général un moyen efficace d'identifier les questions mondiales et d'avoir accès aux ressources humaines et financières par la médiation du Président de la Conférence.

Les Conférences des Supérieurs majeurs avaient été recommandées par la 31<sup>ème</sup> CG comme moyen structurel de promouvoir la coopération inter et supra-provinciale. La 34<sup>ème</sup> CG a réaffirmé avec force ces Conférences et proposé des suggestions clarifiant leur nature, leur portée et leur manière de procéder. La 34<sup>ème</sup> CG a également insisté sur le fait que le Modérateur de la Conférence doit avoir l'autorité nécessaire pour aider la Conférence à atteindre ses objectifs, en particulier ses responsabilités à l'égard des institutions et des programmes communs à toutes les unités de l'Assistance. La 35<sup>ème</sup> CG, comme la 34<sup>ème</sup>, note que le fonctionnement de la conférence et l'autorité du Président de la Conférence doivent être clairement définis dans ses Statuts approuvés par le Supérieur général. Comme la 34<sup>ème</sup> CG, la 35<sup>ème</sup> CG note que les statuts ne seront pas uniformes mais refléteront les différences régionales et culturelles. Toutefois, la grande avancée est que la 35<sup>ème</sup> CG a demandé que « chaque Conférence adapte ses Statuts conformément aux orientations de la 35<sup>ème</sup> CG » (n.18.c.2). Ainsi, malgré des différences dues à plusieurs facteurs, **certaines orientations doivent constituer le fondement** de toutes les Conférences. Il s'agit, entre autres,

de planification apostolique au niveau de la Conférence, pour que, toutes choses étant égales par ailleurs, les **besoins de la Conférence aient la priorité** sur les besoins d'une Province ; dans ses domaines de responsabilité, le **Président**, après une consultation appropriée, **prend des décisions** ; cela s'applique aussi à la nomination des hommes aux **œuvres communes**. S'il n'y a pas d'accord entre le Président et un Supérieur majeur quant à la nomination de quelqu'un à une œuvre commune, l'affaire doit être référée au Père Général. Le Président devrait aussi s'impliquer, de façon appropriée, dans les discernements apostoliques des Provinces et des Régions. À travers ces orientations, le décret vise à mieux clarifier le fait que « les provinciaux et les Supérieurs régionaux sont engagés dans une **nouvelle forme d'interconnexion et d'interdépendance, et sont orientés vers la coopération** » (n.20.c.1) et « rendent des comptes au Président dans le domaine précis de sa compétence » (n.20.c.2).

### Le niveau provincial

Un dicton souvent répété dit que nous entrons dans la Compagnie, non dans une Province. Malgré ce dicton, dans les esprits et les comportements de plusieurs jésuites, la Province reste l'unité principale. Cette Congrégation, comme on peut s'y attendre vu la forte dimension universelle qui sous-tend le Décret sur le Gouvernement, **relativise la place de la Province**. La Province est centrale en matière d'insertion, de formation et de création de liens entre compagnons. Mais aujourd'hui, le monde globalisé exige que nous pensions et agissions au-delà des frontières de la Province et même de la Conférence (n. 25). Elle demande même que le Général **crée une commission** chargée de réfléchir sur les Provinces et sur les structures et l'organisation de Provinces ; sa tâche inclurait « un examen complet des critères de création, de reconfiguration et de suppression des Provinces et Régions » (n. 26).

Toutefois, puisqu'il y a des Provinces et qu'elles resteront des unités importantes de la vie et de la mission jésuites, le décret situe au niveau du gouvernement provincial certains sujets très importants : le compte de conscience comme un outil d'envoi en mission, et le besoin de poursuivre de bonnes relations avec l'évêque et le clergé local. Il souligne l'importance d'« **une approche participative** et sage à la prise de décision à tous les niveaux » (n.28), tout en insistant en même temps sur l'idée que le gouvernement jésuite n'est pas démocratique. C'est au Supérieur que revient la décision finale mais à travers un processus de discernement approprié, ce qui veut aussi dire que la Consulte et d'autres structures de facilitation telles que les commissions doivent fonctionner comme il faut et avoir la possibilité de jouer leur propre rôle. Sans doute un élément nouveau dans le décret est le fait qu'il assigne un rôle spécifique à **la formation à la direction d'un gouvernement**, affirmant non seulement le besoin d'une telle formation dans le monde complexe dans lequel nous vivons et œuvrons, en prenant en considération les attentes

justifiées de nos collaborateurs en matière de direction efficace, mais aussi **indiquant les aspects** qu'une telle formation doit prendre en compte.

### La gouvernance locale

La dernière partie traite de la gouvernance locale en soulignant le rôle du Supérieur local. L'impression générale qui se dégageait était que les Supérieurs locaux hésitent à assumer leur mission de guides dans toutes ses dimensions en raison du manque de clarté qui entoure cette charge, de leur manque de compétence ou de confiance en eux-mêmes, d'un manque de soutien voir de l'interférence de la part du Supérieur majeur, de la nature complexe de plusieurs communautés où le vieux modèle de communauté avec des œuvres apostoliques de la communauté ne fonctionne plus, et des relations problématiques avec les directeurs qui sont de plus en plus des laïcs. Le décret tente d'être compréhensif à l'égard des complexités et des défis qui se présentent. Les recommandations rappellent à toutes les personnes concernées que les supérieurs « feront passer **avant toutes les autres affaires** le gouvernement des Nôtres, communautés et individus » (NC 351), rappel qui tire toute sa pertinence d'un thème qui a été très présent lors de la Congrégation à savoir que « la communauté jésuite n'existe pas seulement pour la mission : elle est elle-même mission » (35<sup>ème</sup> CG, Décret sur la Mission n. 41).

### Conclusion

Le décret ne dit pas beaucoup de choses qui n'aient été dites par les Congrégations précédentes, mais il insuffle un nouvel esprit en exigeant de sérieuses études qui devraient aboutir à des changements majeurs aux différents niveaux de nos structures de gouvernance ; il assigne à chaque niveau de gouvernance des tâches relatives à la planification apostolique, à la mise en œuvre et à l'évaluation des procédures, et à la formation à la gouvernance. Comme l'a dit un des présentateurs : « Il est très probable que la plupart des jésuites ne lisent pas ce décret. Mais il n'y a aucun doute que chaque jésuite en sera affecté » Notre fervent espoir et prière est qu'ils en soient affectés d'une façon qui promeuve vraiment la plus grande gloire de Dieu et le bien de son peuple.

Lisbert D'Souza SJ

Curia Generalizia

C.P. 6139

00195 Roma-Prati - ITALIE

<indiadesk@sjcuria.org>

*Original anglais*

*Traduit par Christian Uwe*

## Il nous conduit vers l'inconnu

### Fernando Franco SJ

**L**e titre de cette réflexion – « Il nous conduit vers l'inconnu » – décrit assez bien ce que j'ai ressenti – ce qu'Ignace appelle les mouvements intérieurs – au cours de la 35<sup>ème</sup> Congrégation Générale (CG) qui vient de se terminer. Une congrégation marquée par des moments inoubliables. Je pense que certains sont du domaine personnel et subjectif et ce qui les rend difficiles à partager. D'autres, toutefois, semblent avoir été expérimentés par un grand nombre de participants : ils sont nés d'une émotion partagée ; ils ont surgi des moments partagés dans la salle où se tenait la congrégation.

Ces expériences communes auxquelles je fais allusion sont comparables à des tsunamis bouleversant le rivage de notre conscience et emportant le corps entier de la Compagnie vers l'avant pour une nouvelle course vers un destin inconnu. Dans la bonne tradition ignatienne, il y a eu des moments empreints de pathos, de souffrance et de résistance. Le mouvement vers l'inconnu s'est toujours accompagné de doute, de peur d'être manipulé, mais aussi d'une certaine appréhension à l'idée d'entrer dans un monde complexe sur lequel nous n'avons aucun contrôle. En fin de compte, ces moments ont toujours débouché sur la joie, même s'ils ont été vécus tout du long dans le combat et dans l'opacité. Nous avons tous ressenti que quelque chose de nouveau était en train de naître, que nous étions engagés dans la volonté de faire changer le cours des choses, mais nous ne pouvions clairement envisager tous les détails pas plus qu'imaginer toutes les implications.

Penser à ces moments et les mettre en mots est un moyen, tout imparfait et subjectif qu'il soit, de décrire les avancées et la direction prises par la 35<sup>ème</sup> CG. J'en ai choisi quatre, mais j'aurais pu en choisir trois ou cinq. Même si le nombre choisi est arbitraire, chacun de ces moments pointe un choix définitif, un pas décisif de la 35<sup>ème</sup> CG. J'espère qu'un grand nombre de ceux qui ont vécu ces moments se souviendront des vagues d'énergie qui ont saisi l'assemblée. Je suis heureux de transmettre un peu de cette énergie pleine d'émotion et de défi, à ceux qui n'étaient pas présents à la 35<sup>ème</sup> CG.

### 1. L'élection d'Adolfo Nicolás

J'ai entendu le père Adolfo Nicolás dire qu'à son arrivée à la CG il ne s'attendait pas à être élu. Les choses se sont passées différemment. Il a été élu un samedi matin aux alentours de midi. Cet instant est gravé dans ma mémoire. J'étais assis dans la salle de la Congrégation en face de lui de l'autre côté du court espace entre les deux rangées qui se font face dans le passage central de la salle. De chaque côté de l'allée centrale, il y a cinq rangées de chaises.

L'angle étant relativement fermé, il est difficile de voir la personne assise en face. Mais j'ai eu de la chance. Le père Nicolàs était assis au dernier rang, juste en face de moi. Son siège était proche des escaliers qui descendent dans l'allée centrale. D'où j'étais, j'avais une vue imprenable.

Vers la fin du comptage des bulletins de vote, j'ai noté qu'il se recueillait et qu'il devenait très attentif. Lorsque le décompte fut terminé et son nom prononcé, l'assemblée a fortement applaudi. Il venait d'être élu Supérieur général de la Compagnie de Jésus. Il est resté immobile pendant quelques secondes, puis nous avons été témoins de quelque chose d'extraordinaire. Il s'est levé calmement, et à la manière japonaise, il nous a salués tous, ainsi, que le Seigneur je pense. Je ne peux pas décrire ce qu'a produit ce doux salut, les mains sur les côtés et son corps se baissant lentement jusqu'à devenir parallèle au sol. Au cours d'une récente interview<sup>1</sup>, il a expliqué que la culture asiatique, et plus particulièrement la culture japonaise, l'a complètement changé, en mettant l'accent sur le fait que ce changement s'est fait lentement, doucement et respectueusement, comme le salut dont il nous a tous gratifiés.

À ce moment, j'ai eu le sentiment que Dieu nous conduisait en territoire inconnu. Cette élection n'est ni une conclusion passéiste ni le résultat d'une stratégie politique soigneusement pensée. La période de quatre jours qui a précédé l'élection et qui a été marquée par les consultations interpersonnelles, les célèbres '*murmuratio*', m'a convaincu que nous étions tous pris par la main et entraînés dans un processus que nous ne contrôlions pas. Je dois reconnaître que je n'étais pas préparé à cette expérience. En moyenne, chaque jour, chaque membre de la 35<sup>ème</sup> CG a parlé à une dizaine de personnes. Si l'on considère que nous étions 220, chaque jour il y a eu quelques 2 220 rencontres personnelles, ce qui fait un total de 8 000 pour les quatre jours. De mon point de vue, les réflexions échangées ont été très pertinentes et parfois confidentielles. Personne n'a refusé de donner une information et je n'ai jamais hésité à dire ce que je savais.

L'élection du nouveau Général de la Compagnie a renforcé l'ensemble du groupe et nous a donné le sentiment que Dieu nous guidait.

## 2. Placés au cœur de l'Église

Les relations entre les Jésuites et le Saint-Siège, tout comme celles entre une famille élargie, passent par des moments heureux et moins heureux. Après avoir reçu la démission du père Peter-Hans Kolvenbach, le Saint Père nous a envoyé une lettre chaleureuse dans laquelle il pointait quelques éléments importants. Le discernement nécessaire à la réponse à la lettre du Saint Père nous a tous affectés et remués, au sens ignatien. Nous étions confrontés à des

<sup>1</sup> Interview d'Adolfo Nicolás, Supérieur général de la Compagnie de Jésus, « Les Jésuites Aujourd'hui. Missionnaires au-delà des frontières », *L'Osservatore Romano*, 16 mars 2008.

questions fondamentales concernant la nature du quatrième vœu et l'interprétation correcte du principe d'Ignace « *sentire cum ecclesia* » ; une phrase difficile à traduire, que la 34<sup>ème</sup> CG avait interprété de la manière suivante : « pour une juste attitude de service au sein de l'Église »<sup>2</sup>. En fin de compte, la Congrégation a fait un pas historique, une fois encore sous la conduite du Seigneur.

L'examen des relations entre la Compagnie et le Saint Siège et la recherche d'une réponse à sa lettre ont été aussi dramatiques que l'élection du nouveau Supérieur général. Le moment le plus fort fut l'audience avec le Saint Père, au palais du Vatican.

Un événement qui a commencé avec la longue queue des Jésuites passant devant la machine à rayons X qui filtre les visiteurs entrant à Saint-Pierre. La matinée était fraîche et grise. Il y avait beaucoup de monde, ce qui ralentissait le rythme de passage devant la machine. Mais nous avons supporté tout, tant était grande notre impatience de voir le pape. Les conversations au sein des petits groupes allaient bon train tandis que nous montions les marches qui nous conduisaient à l'intérieur du palais du Vatican. Le palais est situé sur le versant oriental de la Colline du Vatican et on y arrive par une route qui contourne Saint Pierre, passe par la Scala Pia, et va du Portone di Bronzo à la Cour de Saint Damase. La longue file des Jésuites a traversé la célèbre cour, entourée d'un imposant édifice à trois ailes, la partie ouverte de la cour regardant vers Rome. J'ai remarqué la voiture d'un ambassadeur qui attendait paisiblement le retour de son maître.

Au fur et à mesure que nous nous approchions de la Sala Clémentina, où devait se tenir l'audience papale, les voix se faisaient de plus en plus feutrées. Nous sommes enfin entrés dans la Sala Clémentina où nous avons pris place sur des chaises, derrière les conseillers du père Général, les sortants et ceux qui venaient d'être élus. Je revois le pape entrant d'un pas vif, j'entends encore les applaudissements, la courte allocution du Supérieur général, et le discours du pape en italien. Le discours du pape Benoît XVI marque un tournant en matière de discours papal. Pour la première fois, le pape a mis l'accent sur les éléments qui sont au cœur de notre vocation : notre engagement envers la foi traduite en terme de justice, et vécue aux frontières des cultures et des religions. Deux passages ont été particulièrement significatifs. Le long paragraphe dédié à notre « engagement social » a débuté par ces mots :

*« Je vous encourage à continuer et à renouveler votre mission parmi les pauvres et pour les pauvres »<sup>3</sup>.*

Le pape a terminé par un extrait de son intervention devant les Évêques d'Amérique Latine réunis au sanctuaire brésilien d'Apparecida :

<sup>2</sup> CG 34<sup>ème</sup>, décret 11.

<sup>3</sup> Benoît XVI, *Discours à la 35<sup>ème</sup> Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus*, Rome, 21 février 2008.



*« L'option préférentielle pour les pauvres fait partie de la foi christologique en un Dieu qui s'est fait pauvre pour nous, afin de nous enrichir de sa pauvreté (2 Co 8,9). Dès lors, quiconque souhaite devenir compagnon de Jésus doit partager son amour pour les pauvres. Le choix des pauvres n'est pas une question d'idéologie, il s'enracine dans l'Évangile »<sup>4</sup>.*

En entendant ces mots, les larmes me sont venues aux yeux. Une émotion qui n'a peut-être pas été ressentie par ceux qui ne comprennent pas l'italien. Le discours du Saint Père a généré une atmosphère de dialogue entre lui et la Compagnie, une atmosphère de confiance mutuelle. Et c'est dans ce contexte unique d'affection et de confiance que le Saint Père a clairement demandé à la Compagnie de « renouveler notre intérêt pour la promotion et la défense de la doctrine catholique, et plus particulièrement en ce qui concerne les points névralgiques » qu'il avait nommés dans sa dernière lettre.

Nous avons écouté et nous avons entrepris de préparer une réponse à sa demande. À nouveau j'ai eu le sentiment que nous étions conduits par le Seigneur. La congrégation a pris le temps de parler de ces questions et de considérer diverses réponses. L'échange a été respectueux, ouvert et libre. Si pour un certain nombre, le fait de donner une réponse à la fois honnête et humble a pu être difficile, d'autres l'ont reçu comme un pas historique et un signe de réconciliation.

Permettez-moi de me répéter : nous nous sommes laissé conduire par Dieu, en toute connaissance de cause. Nous avons fait un pas, et nous nous sommes placés dans une attitude de fidélité créative au cœur de l'Église. Le Supérieur général l'a traduit en ces termes :

*« Nous ne sommes ni une église parallèle ni une église dans l'Église : nous faisons partie de l'Église, nous sommes un petit groupe qui cherche à servir l'Église. Nous avons décidé de réaffirmer cette vérité. C'est essentiel à notre propre vocation »<sup>5</sup>.*

### **3. Différence et identité : un corps universel**

La préparation du rapport sur l'état de la Compagnie par le comité élu à cette intention, nous a fourni une première occasion de travailler avec des Jésuites venant des différents points du globe, en petits groupes linguistiques.

Et ceci en dépit de grandes différences. Je me rappelle, en effet, la manière dont notre petit groupe a parlé du phénomène de « sécularisation ». Pour un grand nombre d'entre nous, il était clair que la sécularisation est la plaie de l'Europe. Voulant par là traduire le phénomène de déchristianisation qui

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Interview du père Adolfo Nicolás, *op.cit.*

affecte le vieux continent. Le terme de « séculier » est alors connoté de façon négative. Par contre, je me suis vite rendu compte qu'en Asie, ce même terme avait un sens positif, en particulier lorsqu'on le considère à la lumière du fondamentalisme religieux. Quelques uns ont même fait remarquer que dans d'autres cultures et d'autres contextes religieux, il était nécessaire d'avoir plutôt moins de religion que plus dans la vie publique.

Ce type de différence est plutôt sans conséquences. D'autres différences plus importantes sont apparues au cours de notre discussion, par exemple : les effets de la globalisation, notre souhait en matière de type de structure décentralisée, le ton du document sur l'obéissance. Ces différences ne sont pas uniquement l'expression d'un désaccord intellectuel. Elles représentent des réponses de foi émergeant des contextes socioculturels et religieux dans lesquels vivent les Jésuites aujourd'hui. Dans ce cas, on peut se poser une question : comment peut-on parler d'une mission unique ? Est-ce que derrière la façade de la politesse, nous partageons une vision commune ? La 35<sup>ème</sup> CG a donné une réponse affirmative à ces questions. Le document sur l'identité est un bon exemple des enjeux auxquels nous avons décidé de répondre.

En plus de nos différences, nous nous sommes confrontés à notre fort « provincialisme ». Nous avons besoin de prendre conscience qu'en gros nous avons été éduqués dans cette culture provinciale. Pendant de nombreuses années, et ce dans de nombreuses parties du monde, la province a représenté l'espace géographique dans lequel nous avons habité physiquement et culturellement. Parfois, ce fut le résultat de l'approche d'inculturation qui a marqué l'expérience missionnaire de par le monde. Un certain isolationnisme a été parfois promu pour soutenir les cultures locales, certaines formes de nationalisme et d'estime personnelle. Le manque de ressources économiques et les difficultés de transport ont entravé les déplacements des Jésuites. Nous avons été et nous sommes encore des hommes de « province », et jusqu'à ce jour nous en sommes à la fois heureux et satisfaits.

Ayant dit tout cela, je me dois d'ajouter que la 35<sup>ème</sup> CG marque un tournant. Le niveau local demeurera important : l'identité a besoin d'enracinement. Pourtant, le monde d'aujourd'hui fonctionne sur le modèle du cosmopolitisme et non du provincialisme. La capacité d'agir avec des Jésuites de culture et de langue différentes est de plus en plus perçue comme un élément nécessaire à notre formation, et non plus comme un trait héroïque de notre vocation de missionnaire.

Nous avons également pris conscience qu'une réponse apostolique efficace doit prendre en compte tous les niveaux d'engagement : du provincial au national, du régional à l'international. Et quand bien même certains ont eu leur dose du mot « universel », je crois fermement que la 35<sup>ème</sup> CG a fait un pas important en nous demandant de vivre notre vocation et notre mission comme un corps ayant reçu une vocation universelle.



#### 4. Envoyés aux frontières

Encore une expression qui risque de mal vieillir. Elle a été reprise parce que le Saint Père en a fait un large usage pour décrire notre vocation dans la lettre qu'il a adressée à la 35<sup>ème</sup> CG. De plus, elle apparaît dans le décret sur la mission. Un certain nombre de Jésuites pensent que le mot « frontière » ne traduit pas notre vie. Au cours d'une rencontre, j'ai entendu des personnes déclarer que ce mot faisait pompeux. « Soyons honnêtes, a déclaré le Jésuite en question, la majorité de nos compagnons jésuites ne vivent pas sur une frontière ; ils vivent dans des communautés urbaines relativement confortables ! »

Une fois de plus, nous sommes sur un terrain miné, un terrain sur lequel la congrégation a décidé de s'aventurer et d'avancer. Il était clair, dès le départ, que le terme frontière ne se limite pas à une signification géographique. En fait, c'est bien souvent au niveau du culturel et du religieux que nous vivons à la frontière du conflit et du débat. Il y a des questions et des problèmes qui traitent de la vie et de la mort, du rôle des religions dans la vie publique, et de la possibilité d'un dialogue significatif entre la foi, la science et la raison. Nous avons également pris conscience que nos « problèmes » viennent du fait que tant intellectuellement, que culturellement et religieusement, nous avons choisi de nous engager dans ces domaines.

Je suis convaincu qu'en choisissant le mot « frontière » comme titre du décret sur la mission, la 35<sup>ème</sup> CG a été conduite par le Seigneur vers l'inconnu. Je suis également convaincu que le chemin sur lequel nous nous engageons est risqué : notre discours risque d'être mal interprété, notre vie risque de se bâtir sur des bases peu solides, et notre foi risquera d'être confrontée au doute. Nous avons pris la route, en nous appuyant sur l'audace de la 32<sup>ème</sup> CG.

La vie « à la frontière » nous permet d'exprimer les efforts de la Compagnie de Jésus pour comprendre la culture post-moderne dans laquelle vivent les jeunes d'aujourd'hui, et d'où viennent un grand nombre de jeunes Jésuites. Relever ce défi implique un effort honnête et continu ; ce qui aura des implications sur la compréhension d'une foi liée à la justice. Blâmer les jeunes, y compris les jeunes Jésuites, pour leur manque de conscience sociale serait fortement déplacé. La congrégation a été amenée à s'engager dans cette voie sans savoir où cela la mènera.

#### En conclusion

Au cours d'une rencontre avec la Communauté jésuite de la Curie, une fois la 35<sup>ème</sup> CG terminée, le père Peter-Hans Kolvenbach a partagé son point de vue, avant de partir pour Beyrouth. En guise de conclusion, je reprendrai les paroles qu'il a prononcées avant de partir. À la fin de la rencontre, il a pris le thème du *magis* des Jésuites et il l'a placé dans le contexte du discernement – un autre sujet très important pour la congrégation. Notre vie doit être un

effort constant, guidé et soutenu par la grâce du Seigneur, pour mieux discerner ce qu'Il veut de nous. Et il a ajouté : cet effort soutenu par la grâce, ce *magis*, résume notre vie individuelle et collective. Je l'ai regardé et j'ai réalisé qu'il venait de décrire sa propre vie.

Fernando Franco SJ

*Original anglais*  
*Traduit par Edith Castel*

## Souvenir de la 35<sup>ème</sup> CG<sup>1</sup>

Cet article propose quelques témoignages recueillis auprès de ceux qui ont fait l'expérience de la 35<sup>ème</sup> CG. Le critère de représentativité géographique et culturelle est de ceux qui nous ont inspiré le choix des interlocuteurs. Toutefois, un grand nombre des personnes interviewées ont en commun une certaine familiarité et affinité à l'égard des questions sociales.

L'urgence de publier ce numéro de *Promotio* le plus rapidement possible après la clôture de la 35<sup>ème</sup> CG a fait que nous n'avons pas été en mesure de préparer la liste des interlocuteurs avec suffisamment de soin et de loisir. La majorité de nos interlocuteurs étaient membres de la 35<sup>ème</sup> CG ; l'un d'entre eux y a pris part en qualité de traducteur et un autre comme assistant auprès du service d'information. On trouvera à la fin de cet article une liste de tous ceux qui ont généreusement répondu à notre questionnaire. Nous leur avons posé trois questions :

- (1) Quelles étaient vos consolations et désolations durant la 35<sup>ème</sup> CG ?
- (2) Qu'avez-vous appris à propos de la Compagnie ?
- (3) Où estimez-vous que Dieu nous appelle ?

Cet article a été envisagé comme un cadre permettant de présenter les réponses à ces trois questions en trois parties, dont chacune est consacrée à chaque question et aux réponses qu'elle a reçues. Les contraintes liées à la longueur de l'article ont fait que seuls certains passages significatifs extraits des réponses de chaque participant ont été repris. Nous avons évité les répétitions, privilégié la nouveauté des perspectives et essayé de respecter la vision centrale de chaque participant. Nous espérons que nos choix éditoriaux n'en décevront aucun.

<sup>1</sup> Cet article a été mis en forme par Fernando Franco et Uta Sievers à partir des réponses reçues.

Les passages en italiques sont tous extraits des contributions des participants. Bien qu'aucune « conclusion statistique » ne soit visée, en termes par exemple de pourcentages, nous pensons que les réponses présentées ci-après brossent un riche tableau, qui dépeint les « motions » et expériences du participant moyen à la 35<sup>ème</sup> CG. Rappelant l'esprit de Foucauld, nous soulignons une fois encore que le processus de « classification » et d'« ordonnancement » engagé dans ce résumé des réponses pourraient représenter un ensemble spécifique d'idées et d'approches. Cette mise en garde faite, nous pouvons commencer.

## 1. CONSOLATIONS ET DÉSOLOGATIONS

Même si nous avons séparé les expériences de consolations et de désolations, nous sommes conscients du fait que dans la vie réelle elles s'entremêlent. Les éléments communs venant de plusieurs interlocuteurs ont été choisis comme titre des sous-parties. Une analyse des réponses révèle que les consolations étaient plus importantes en nombre et en intensité que les désolations. Nous avons regroupé les réponses autour de certaines causes.

### Consolations

#### (1) *L'élection du Père Adolfo Nicolás*

*Le processus a été une expérience d'honnête recherche de la volonté de Dieu pour savoir qui était l'homme le plus apte aujourd'hui pour guider la Compagnie. La paix qui accompagna les délibérations et la joie qui les a suivies ont été un signe clair. En outre, je crois qu'avec l'élection, la CG a envoyé un puissant signal à la Compagnie et à l'Église : nous avons élu un homme capable de dialoguer avec les autres cultures, ouvert d'esprit, profondément humain et, partant, profondément religieux. Un homme ouvert, engagé dans la mission et étranger aux intrigues vaticanes. Cela a été un signe de liberté et une profession de foi en ce que nous, jésuites, nous sentons appelés à être : hommes de Dieu dans le monde, dans le dialogue, aussi bien qu'hommes d'Église sans pour autant être conformistes. (Rafael Velasco)*

*C'était émouvant de voir les larmes de tous les délégués embrassant le Père Nicolás après son élection comme Général, claire confirmation du fait que, au-delà des différences de sensibilité et de culture, la Compagnie peut et veut être **un seul corps** à l'écoute de l'Esprit. (Daniel Villanueva)*

*Sans candidatures, sans campagnes politiques, sans les médiations présentes dans plusieurs organisations démocratiques, nous nous sommes mis à l'écoute les uns des autres, à la lumière de ce que nous savions de la situation actuelle de la Compagnie de Jésus et du profil du Général qu'il nous fallait. **Petit à petit un consensus s'est fait** autour du nom choisi, ce qui nous a remplis tous de joie et de consolation, signes visibles du fait que le Seigneur nous avait guidés. (Geraldo De Mori)*

Chacun a certainement vécu cette démarche avec confiance, mais aussi avec étonnement, reconnaissant qu'à travers nos moyens humains, **Dieu travaillait avec nous**. Le choix du père Nicolás nous a semblé être à la fois celui des électeurs et celui de Dieu. Ce choix nous a remplis de joie et d'espérance et a eu pour effet de souder davantage les liens qui commençaient à s'établir entre les membres de la Congrégation. (Jean Marc Biron)

Le nom du Père Adolfo Nicalás circulait au cours des murmurations et il était le seul que je n'avais pas vu jusqu'à la veille de l'élection. « C'est un saint homme », m'avait dit quelqu'un peu avant, et quand j'ai vu Adolfo, je me suis dit : « Il est l'élu de Dieu ». (Joseph Marianus Kujur)

Enfin, je garde comme un trésor l'opportunité de cette première conversation avec le Père Nicolás, pendant presque une demi-heure par un dimanche matin ensoleillé. Je n'oublierai pas comment il nous a ouvert son cœur et relativisait son parcours personnel, pour se laisser découvrir par tant de compagnons désireux d'en savoir plus sur la vie discrète du nouveau Père Général. **Il était expressif, radieux et joyeux**, comme quelqu'un qui connaît la Compagnie et ses possibilités pleines d'espérance. (Daniel Villanueva)

## (2) La démission du Père Peter-Hans Kolvenbach

Il faut avouer assez vite que la démission du Père Kolvenbach nous a laissés avec le sentiment d'une crampe dans les veines. La présentation de sa démission par des mots très simples et brefs, l'examen de cette démission par les membres de la CG, son acceptation unanime et rapide, la communication de cette décision aux personnes concernées et la réaction mêlée d'humour au milieu des acclamations des congrégati faisaient surgir en moi des sentiments intérieurs difficiles à exprimer. On perdait une perle précieuse avec le départ de Kolvenbach qui a marqué très positivement la vie et la mission de la Compagnie et en même temps on ressentait la nécessité d'un souffle nouveau dans la vie et la mission de la Compagnie après plus de 24 ans de généralat. (Augustin Kalubi)

Le deuxième moment intense concernait le Père Kolvenbach. L'acceptation de sa démission et, plus tard, l'au revoir que lui réserva la CG témoignaient de **l'esprit et du dynamisme intérieurs de la Compagnie**. Comme l'a dit Karl Rahner : la force de la Compagnie réside dans les labeurs invisibles de beaucoup de jésuites inconnus, âgés et malades qui vivent dans le silence, et non les plus notables et les plus visibles. Le Père Kolvenbach illustre la force intérieure de la Compagnie. (George Pattery)

## (3) L'audience papale

[C'est une consolation] d'avoir été présent à l'audience papale à l'occasion de laquelle le Pape Benoît XVI a tendu une chaleureuse main amicale à la Compagnie de Jésus, **nous invitant à travailler avec lui « aux frontières »** de la recherche et de la publication théologiques, particulièrement à propos de certains sujets névralgiques tels que le dialogue interreligieux, le rôle du Christ dans le salut de tous ainsi que les questions éthiques concernant la sexualité, l'homosexualité, le mariage et la famille. (David Schultenover)

Une autre grande consolation a été d'entendre le Pape dire que **L'Église a besoin de nous** et compte sur nous, tandis qu'il nous confirmait dans notre appel aux frontières reprenant l'exemple du travail avec les réfugiés comme intuition prophétique d'Arrupe. (Daniel Villanueva)

Dans cette atmosphère de liberté intérieure, nous avons découvert en nous-mêmes le **désir fort non seulement de servir l'Église, mais aussi de grandir dans notre amour pour elle dans le véritable esprit ignatien**. En cela, nous avons été aidés par le ton explicitement encourageant mais porteur d'un défi de la lettre que le Pape a adressée à la Congrégation au cours de sa première semaine, plus tard confirmée au-delà de mes espérances par l'audience papale accordée aux membres de la Congrégation. Je suis entré dans la Compagnie à la fin des années 70, juste après les bouleversements de la 32<sup>ème</sup> CG, et au moment de l'affaire Dezza j'étais scolastique à Rome, si bien que je m'étais sans doute habitué aux invitations papales à la prudence dans nos initiatives. Mais cette fois j'étais profondément ému du défi lancé par les mots du Pape : le Saint-Père nous a vivement encouragés à suivre « avec une profonde motivation de foi... avec passion » les traces de Ricci, de Nobili et les fondateurs des Reduccionnes, et à nous aventurer dans ces lieux géographiques et spirituels où d'autres ne peuvent pas aller. Je suis convaincu que la généreuse réponse de la Congrégation à cette invitation sera source de bénédiction pour toute la Compagnie dans les années à venir. (Paul Pace)

#### (4) *Expérience d'unité et d'universalité*

Cette Congrégation a été l'expérience la plus intense et universelle de la Compagnie que j'aie jamais faite. Je suis entré dans la Compagnie après la 34<sup>ème</sup> CG, pour cela je n'ai pas d'autres expériences avec lesquelles la comparer, mais au cours de ces deux mois j'ai eu la certitude de vivre un moment historique. C'était une grande consolation de vivre avec plus de deux cents jésuites de grande qualité, signe privilégié d'une Compagnie désireuse de relever des défis et de s'engager de manière créative dans les carrefours de notre temps. Partageant le rêve commun de ce groupe, il est difficile de ne pas se sentir encouragé et joyeux vis-à-vis de l'avenir. (Daniel Villanueva)

Au cours de nos réflexions et délibérations **nous avons affirmé la richesse de notre tradition** avec une grande fierté ; nous avons partagé le patrimoine de nos prédécesseurs, nous avons exprimé notre appréciation et soutien à nos compagnons œuvrant pour la mission du Seigneur. Avec un seul cœur et un seul esprit nous avons cherché la volonté de Dieu pour la Compagnie durant ces jours, avec le vif désir de nous ancrer dans la mission de notre Seigneur. Nous brûlons de la flamme qui nous a été transmise et nos cœurs aspirent à allumer encore plus de feux. (Henry Pattarumadathil)

Je n'ai jamais visité l'Afrique, l'Asie ou l'Inde. **Tous ces continents sont venus à moi**. Chaque matin, au cours de notre prière je voyais tant de visages différents venus de ces continents. Alors que je les observais depuis le fond de l'aula, la richesse des histoires partagées avec Chepe, Isaac et Jerry a rempli mon cœur de joie. D'avoir senti l'étroite connexion avec le corps universel de la Compagnie m'a donné tant de consolation au point que j'ai senti que je ferais tout pour Celui qui nous a réunis au cours de ces deux mois. (Michael Kennedy)

*Je crois que mes principales consolations au cours de la 35<sup>ème</sup> CG viennent du fait de voir **un corps diversifié et pluriel, mais uni par une même spiritualité**. En d'autres termes, du fait de pouvoir reconnaître l'unité dans la diversité. Cela est très important, d'autant que je viens d'un pays très diversifié, où des gens de plusieurs cultures et religions vivent ensemble. Pour cette raison, faire l'expérience de la possibilité de sentir un même esprit au sein d'une grande diversité m'a rempli de beaucoup de consolation. (René Cardozo)*

*Mis à part ces événements clés, l'expérience la plus consolante fut **l'interaction avec tant de jésuites** venus de tous les coins du monde. Ce fut particulièrement important pour moi de voir à quel point des hommes intelligents issus de cultures si variées savent aussi écouter humblement, chacun à sa manière. (José Magadia)*

### **(5) Notre attitude de discernement**

*D'une certaine façon, c'est principalement l'attitude de discernement qui a suscité les consolations vécues. Nous avons vécu cette disposition intérieure tout au long de ces neuf semaines, bien au-delà du temps de l'élection, durant l'élaboration des décrets. Nous avons été témoins d'une grande capacité de conciliation, une grande confiance dans l'ensemble de la Congrégation, c'est-à-dire, dans son bon sentiment et jugement, un désir d'écouter l'Esprit et de le suivre. Mais tout bon discernement suppose également la capacité d'abandonner les fausses attentes et d'assumer ses limites. Et nous avons tous eu à vivre quelque chose de cet ordre, qui exige des renoncements personnels. (Patxi Alvarez)*

### **(6) Réaffirmation de notre mission**

*Une autre source majeure de consolation a été la réitération de la **forte foi en notre mission** de promotion de la foi et de lutte pour la justice. Ce grand appel lancé par la 32<sup>ème</sup> CG reste le principe directeur, le principe englobant, le principe intégrateur de notre mission. Nous sommes certes engagés dans des ministères différents mais c'est cela notre mission. Avec la foi et la justice, l'accent mis par la 34<sup>ème</sup> CG sur le dialogue avec les cultures et les religions était un signe bienvenu. Allant plus loin, la 35<sup>ème</sup> CG a insisté sur notre mission pour une conscience mondiale et environnementale. (Prakash Louis)*

## **Désolations**

### **(1) Notre manière de procéder**

*J'ai connu des moments de tension et de nervosité mais non de désolation. Le rhume et le froid récurrents étaient une gêne. Plus sérieusement, il se peut que la 35<sup>ème</sup> CG n'ait pas su tirer le meilleur parti de toutes les intuitions rassemblées au cours de sa préparation. Mais pour être réaliste, il n'y a pas de temps pour tout. À l'avenir, les langues non européennes pourraient et devraient avoir leur place dans les prières et la liturgie. (Frantisek Hylmar)*

*[C'était une désolation] que de ne pas avoir eu plus de temps pour permettre à toutes ces grâces de porter leur fruit. (Dominic Robinson)*



*Des désolations ? Honnêtement, je n'en ai pas connu beaucoup. Toutefois, certaines **interventions hors de propos** dans l'aula ne m'ont pas donné beaucoup de paix intérieure. (Henry Pattarumadathil)*

*Être assis au fond de l'aula et entendre des commentaires sans fin m'a fait remarquer que le discernement communautaire avec deux cent vingt jésuites peut conduire à **un certain niveau de passivité**. Avec un si grand nombre de personnes, toute conversation reste réservée à ceux qui se sentent à l'aise pour parler devant une si intimidante assemblée. Beaucoup ont pratiqué l'ascétisme de l'écoute. (Michael Kennedy)*

*Il est bien évident qu'il y a eu aussi des expériences de désolation. Première d'entre elles, la confirmation du fait que la Compagnie manque de jeunesse : d'abord eu égard à l'âge des congregati et des élus, mais surtout eu égard à **un manque certain d'audace créative** pour affronter certaines questions ou tâches relatives aux frontières. Il manquait de la confrontation dans l'aula... La méthode prescrite par la Formule de la Congrégation a été une source de désolation. Je l'ai sentie obsolète et souvent formelle. Elle n'est plus utile à l'heure de la cybernétique. Elle ne tenait pas compte du poids des régions, des moyens plus efficaces d'élaborer les décrets, des procédures plus participatives des élections et des moyens plus efficaces de conduire une assemblée si nombreuse. Surtout dans la tenue des débats sur le Gouvernement ordinaire, il m'a semblé que la Compagnie a besoin d'une nouvelle manière de procéder. (Jesus M. Sariego)*

## **(2) Les jésuites, les pauvres et la communauté**

*Constater que nous autres jésuites avons toujours **de sérieuses réticences à retourner vers les pauvres** sans excuses, et à retourner vers les frères, a été une source de désolation. C'est-à-dire que nous avons du mal à regarder en face le vrai visage de Dieu. Tout le monde n'était pas d'accord pour dire que le service de la Foi et la promotion de la justice sont les principes intégrateurs de notre Mission. Avec l'excuse (et vision idéologique) que cela est un fait « sociologique », d'aucuns ont tenté d'escamoter la radicalité de cette option. D'un autre côté, le refus de la CG de rédiger un décret sur notre vie communautaire révèle qu'il y a encore beaucoup de gens qui, au fond d'eux-mêmes, ne croient pas que la communauté est une mission et qu'elle n'existe pas seulement pour la mission. L'excuse était que l'on a déjà beaucoup parlé de cela, oui mais ce n'était qu'une excuse. Le dernier document à ce sujet est une lettre du Père Kolvenbach d'il y a dix ans et, avant cela, un décret de la 32<sup>ème</sup> CG. D'autres sujets ont été discutés davantage et cela ne nous a pas empêché de rédiger un décret (sur l'obéissance par exemple). Je crois que notre tentation est de nous éloigner des pauvres et des frères, c'est-à-dire, de nous éloigner de Dieu. (Rafael Velasco)*

*De désolations, il n'y en a pas eu. Je crois que ce qui aurait pu causer une grande désolation est de contempler tant de millions de personnes qui subissent la marginalisation, la pauvreté et l'abandon partout dans le monde. D'où l'exhortation qu'un des délégués a adressée au Père Général : « **N'oublie pas les pauvres** » ; je crois qu'elle résonne très profondément en chacun de nous. Nous sommes sortis de la Congrégation conscients du fait qu'une grande tâche nous incombe. Mais que malgré tous les efforts et toutes les activités que nous pouvons avoir, le plus important est d'être proches des préférés de Dieu, pour les accompagner, les écouter et les servir. (René Cardozo)*



*On a pu vivre quelques moments de désolation dus à la tentation de séparer la foi et la justice, ce qui par la suite a été rectifié comme formant un tout intégré. Un autre moment déstabilisant pour moi a été l'accent excessif mis sur l'universel aux dépens du local, bien qu'on eût redit maintes fois notre respect de la diversité. (Joseph Marianus Kujur)*

*Il y a eu quelques tentatives de minimiser l'importance de la mission pour la foi et la justice. Ma désolation a augmenté quand j'ai encore été témoin de mauvaises interprétations de la mission et des ministères. La tentative de relativiser les structures de transparence et de comptabilité de façon à ne pas être responsables devant les jésuites et la vie communautaire et la mission a été également une source de désolation. Le manque de solide préparation aussi bien au niveau individuel que collectif à propos des sujets à discuter a été également un aspect décevant de la 35<sup>ème</sup> CG. (Prakash Louis)*

*J'ai pu voir nos fragilités plus clairement : alors que nous réaffirmions l'Afrique comme priorité apostolique de toute la Compagnie, nos réticences pour affronter les grands défis de ce continent étaient évidentes aux yeux de tous. (Paul Pace)*

### (3) Différences de points de vue

*Les désolations n'étaient pas nombreuses. Elles tournaient autour d'un **manque d'union des esprits** concernant une variété d'ecclésiologies dans le monde. Il est normal d'avoir plusieurs ecclésiologies et le fait mérite même d'être encouragé – jusqu'à un certain point. La difficulté surgit quand il faut articuler ce que nous avons en commun alors même que nous avons de multiples ecclésiologies. (David Schultenover)*

*Quant à la désolation, elle était surtout due aux **difficultés que nous avons eues face à certains contenus** de notre réponse à la lettre du Pape et à la manière d'organiser certains aspects du décret sur les défis pour notre mission aujourd'hui. (Geraldo De Mori)*

*La proximité géographique et le caractère récent de la lettre et de l'audience du Pape ont-ils trop influencé notre réflexion, plutôt que les véritables exigences de notre mission et les vrais défis des frontières, reflétés dans les sujets concernant le Gouvernement ordinaire ? Avons-nous si bien penché vers le centre que les frontières étaient éloignées de nos cartes mentales ? (George Pattery)*

## 2. CE QUI A ÉTÉ APPRIS AU SUJET DE LA COMPAGNIE

### (1) Une perspective d'ensemble

*Mon point de vue est celui d'une petite province de l'Europe post-communiste qui, quarante ans durant, était « exclue du jeu ». La CG a certainement été une grande occasion pour moi de faire l'expérience de la Compagnie comme corps religieux international composé d'une grande variété de personnes dévouées, profondément unies par un appel commun du Seigneur et par des liens d'une spiritualité, d'une amitié, d'une intuition apostolique, d'une expérience et d'un travail communs. J'ai pu connaître de manière personnelle beaucoup de jésuites et leur expérience et être connu d'eux. La 35<sup>ème</sup> CG a*

été une grande leçon sur ce qu'est la Compagnie de Jésus, notre manière de procéder, une leçon de sagesse humaine, de théologie, d'ecclésiologie, de discernement spirituel, de gouvernement et de diplomatie. Mon savoir, ma confiance en la Compagnie et son charisme ont énormément augmenté. J'étais capable de percevoir et de comprendre différentes sensibilités et différents « langages » conditionnés par différents contextes dans lesquels les jésuites vivent et travaillent. La 35<sup>ème</sup> CG a été une école de citoyenneté mondiale. Enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, j'ai aussi pris conscience de mes limitations personnelles. (Frantisek Hylmar)

## (2) La spiritualité ignatienne

Peut-être, le plus important a été de **voir la spiritualité ignatienne se manifester dans un grand corps concret en mission**. J'ai pu pratiquer l'élection ignatienne, le discernement, les mouvements des esprits, les deux étendards, le sentire cum Ecclesia, etc. C'est un véritable privilège de pouvoir faire cette expérience qui nous rapproche de l'Ignace des Exercices et des Constitutions. (René Cardozo)

J'ai appris que **la Compagnie est l'œuvre de l'Esprit** et que soit elle se laisse conduire par lui soit elle n'a aucune valeur. J'ai pu clairement voir que ce qui nous unit à Dieu est plus important pour la conduite de notre mission que toute autre chose. J'ai aussi appris que **la Compagnie est faite d'amour, d'affection, d'appréciation et de valorisation mutuelle**. (Patxi Alvarez)

Ce que j'ai appris à propos de la Compagnie se dit mieux à travers une image qu'un Directeur de noviciat, Isaac d'Afrique, a partagée avec moi le dernier jour de notre séjour à Rome. Dans sa tribu, si vous êtes un étranger et qu'une famille veut vous accueillir en son sein et au sein de la tribu, ils ont recours à une cérémonie du sang. L'étranger coupe son poignet, recueille du sang et en met quelques gouttes dans un grain de café. Ensuite chaque membre de la famille fait de même. **Après ce mélange du sang, le lien ne peut jamais être brisé** ; on devient membre de la famille. Ce que j'ai appris ? Comment une expérience de fraternité peut être forte lorsque nous, jésuites, mettons notre sang dans un grain de café, établissant entre nous un lien profond pour faire de grandes choses pour Dieu. (Michael Kennedy)

Plus qu'un apprentissage, cela a été une grande découverte existentielle au cours de ces journées : nous sommes appelés à vivre et à faire croître aujourd'hui dans la Compagnie la mystique qui naît de la mission. **La Compagnie est ferveur...** (Jesus M. Sariego)

J'ai vu à quel point le désir de mission est central dans la vie de la Compagnie. Comment telle ou telle décision affectera-t-elle notre mission, comment peut-elle nous aider à mieux servir le Seigneur ? Dans toutes nos réflexions et discernements cela était la première préoccupation. (Henry Pattarumadathil)

Plus globalement, il va sans dire qu'en ce qui concerne la richesse et le contenu même de la CG je me suis trouvé dans une nouvelle « **école du cœur** », une sorte de « troisième an » qui m'a recyclé en 60 jours sur notre identité jésuite et notre manière de procéder. (Augustin Kalubi)

### (3) *Une Compagnie de Jésus non européenne émergente*

*J'ai également pu voir que, pour la première fois dans son histoire, la Compagnie devient plus asiatique et beaucoup moins européenne et nord-américaine. J'ai aussi appris qu'avec la grâce de Dieu ainsi que le sacrifice consenti par tant de jésuites fidèles, les pauvres sont plus que jamais au centre de notre mission. Nous nous dirigeons vraiment vers une conception plus universelle de notre mission, et nous pouvons considérer le JRS comme un service très local qui est porté par l'ensemble de la Compagnie. (Paul Pace)*

*La leçon de cette CG est d'accepter et de vivre à la fois l'unité et la diversité. Une autre leçon à propos de la Compagnie est que sa nature euro-centrique est en train de changer et les jésuites d'Asie du Sud et de l'Est, d'Afrique et d'Amérique latine doivent se préparer non seulement à assumer des rôles de direction mais aussi à être missionnaires en Europe et aux États-Unis. (Prakash Louis)*

*Le constat du déplacement des forces jésuites d'Europe et des États-Unis vers l'Inde et l'Afrique, avant tout. Ce changement démographique affecte l'ensemble de la Compagnie, mais elle conserve sa créativité, que ce soit dans les pays en déclin que dans les pays en croissance, ce qui ne peut être qu'un motif d'espérance. (Geraldo De Mori)*

*Créer et définir l'internationalité dans et à travers la collaboration active entre les différentes conférences à différents niveaux. (George Pattery)*

### (4) *Une préoccupation : notre charisme dans le contexte post-moderne*

*Une de mes consolations durant cette 35<sup>ème</sup> CG, a été de voir que se confirme l'orientation ouverte par la 32<sup>ème</sup> CG – reconnaissance du lien intrinsèque entre service de la foi et promotion de la justice – complétée ensuite par la 33<sup>ème</sup> CG – option pour les pauvres – et de la 34<sup>ème</sup> CG – importance donnée au dialogue avec les cultures et les religions. En effet, je suis intimement convaincu que ces orientations représentent une fidèle reformulation pour aujourd'hui de la manière ignatienne de porter l'Évangile.*

*A cela, j'ajoute non pas une désolation, mais une question, une inquiétude : le contexte post-moderne fragilise considérablement la perspective que je viens de mentionner. En effet, celle-ci considère que la foi est appelée à se déployer pour toucher tous les domaines de l'existence, y compris le champ de l'action publique. Or, ce point, précisément, est de plus en plus difficile à tenir, dans des environnements culturels qui privilégient le court terme, le ressenti personnel, et sont très soucieuses de respecter la spécificité de chaque point de vue, au point de prendre le parti d'un certain relativisme.*

*Dans le champ religieux, ce changement de contexte se traduit par la multiplication de petites Églises permettant des expériences spirituelles fortes, mettant en valeur la subjectivité du croyant, mais très peu soucieuses d'une pertinence de la foi dans le champ social et culturel. Il se traduit aussi par le développement de nombreuses quêtes spirituelles personnelles menées loin des grandes institutions du croire. Enfin, dernière manifestation de ces évolutions : les grandes Églises historiques suscitent de plus en plus de réserves, on tend à n'y voir que des structures autoritaires et ombrageuses, peu accueillantes et peu respectueuses.*

*Les différents éléments que je viens d'énoncer nous mettent devant un défi : celui de communiquer avec joie et d'une manière qui soit captivante, notre manière propre de servir la mission du Christ aujourd'hui. Cela passe par une explicitation de ce qui se noue au plus profond entre foi et justice (justice comprise comme justice de l'Évangile, déployée dans ses différentes dimensions comme la 34<sup>ème</sup> CG l'a rappelé). Si nous ne le faisons pas, ce lien sera spontanément interprété en termes d'obligation morale : nous devons nous engager pour la justice, parce que les valeurs que notre foi porte nous y obligent. Cela n'est pas faux, mais me semble appauvrir considérablement la perspective que nous portons.*

*Nous sommes donc invités à un sérieux travail afin de rendre compte de la démarche qui est la nôtre : comment l'expérience spirituelle de l'école d'Ignace qui nous a travaillés dans notre intimité se déploie en une autre manière d'être au monde, de le voir et d'y agir ? L'agir, alors est compris non comme conséquence de la foi, effet secondaire de celle-ci, mais comme une manière de porter autrement le don reçu, de lui faire écho, retrouvant ainsi dans l'extériorité ce qui a été déployé dans l'intériorité.*

*Voilà une manière de penser l'engagement qui est fidèle à la dynamique des Exercices, et qui en même temps, est susceptible de parler aux contextes culturels actuels (et donc aussi, de les contester). Certains des textes que nous avons écrits vont dans ce sens ; je m'en réjouis. Mais nous n'avons pas eu suffisamment de temps pour véritablement poser la question que je viens de formuler, ni donc pour la travailler convenablement. Or, nous ne pouvons pas rester longtemps aussi démunis sur ce point sans mettre en danger notre capacité à partager notre vision avec d'autres personnes.*

*Voilà donc ce qui serait pour moi du côté de la désolation. Mais en même temps, je me dis qu'il faut sans doute du temps à la Compagnie pour que de telles questions puissent apparaître clairement et que nous puissions y répondre. Je crois en tout cas que nous sommes appelés à être vigilants sur ce point. Ce qui est en jeu, en effet, c'est à la fois la revitalisation de l'Église, par de véritables traditions spirituelles, profondément ancrées et capables de se déployer largement dans la vie des croyants, et en même temps, le maintien et le développement chez les Catholiques, d'une dynamique d'ouverture au monde, à la fois joyeuse et courageuse. (Étienne Grieu)*

### **3. LE CHEMIN À FAIRE**

La tentative de classer les réponses selon certains thèmes n'a été que partiellement fructueuse. Certaines réponses abordent en quelques lignes plus d'un thème à la fois. Nous avons préféré ne pas fragmenter la voix de l'interlocuteur et placer l'extrait dans une même section.

#### **(1) Un lien plus étroit avec le Pape**

*Pour moi le mouvement vers une plus étroite rencontre des esprits et des cœurs entre la Compagnie et le Pape Benoît donne beaucoup d'espérance et peut être le catalyseur de beaucoup d'énergies nouvelles pour la génération qui vient, si nous voulons*

*que notre travail aux frontières soit entrepris comme une véritable et forte expression de notre ancrage au centre de l'Église dans notre réponse à l'appel du Saint-Père. (Dominic Robinson)*

*Je ne peux m'empêcher de penser que la période difficile de la fébrile transition d'après la 31<sup>ème</sup> CG touche peu à peu à sa fin et qu'une **nouvelle période plutôt discrète et constructive de la vie de la Compagnie a peut-être commencé** [...] Nous sommes appelés au réalisme, à une coopération plus étroite au sein de la Compagnie, au sein de l'Église et avec tous les hommes de bonne volonté, à un gouvernement prudent et à des prises de décisions difficiles concernant nos apostolats et nos structures. Nous sommes appelés à une profonde réflexion sur notre monde contemporain qui soit porteuse (en dépit des nombreuses anxiétés) de confiance, de force et de courage. (Frantisek Hylmar)*

## **(2) Un retour vers les pauvres**

*Dieu nous invite à **retourner vers les pauvres**, pour apprendre d'eux et être avec eux témoins du Règne de Dieu. L'Esprit nous invite à être témoins en tant que communauté, non pas comme francs-tireurs mais comme compagnons et frères dans la Mission, en Jésus, avec Jésus et comme Jésus. (Rafael Velasco)*

*Le service de la foi et la promotion de la justice, le dialogue avec les religions et l'inculturation doivent être approfondis aujourd'hui, face aux nouvelles formes de pauvreté, d'injustice, d'intolérance et d'isolement présentes dans le monde globalisé, sur une terre menacée, dans une culture pluraliste, marquée par l'affirmation de l'individu en quête de sens et par l'affirmation des particularités d'ethnie, de genre et de religion. (Geraldo De Mori)*

*Je crois qu'en ce sens, l'Église attend de nous une collaboration sérieuse dans le dialogue interculturel et aussi d'être aux frontières idéologiques et aux côtés des pauvres. Ce sont beaucoup de défis dans un monde qui change rapidement. (René Cardozo)*

*L'appel à être prophétique dans notre mission est une part inséparable de l'identité jésuite. Dieu met la Compagnie au défi de ne pas verser des larmes de crocodile face aux forces de la mondialisation et au changement climatique mais d'engager une action sérieuse à cet égard, pour préserver l'humanité et la planète. (Joseph Marianus Kujur)*

*Il nous demande d'aimer l'Église et de le montrer à travers la générosité de notre service même en zones difficiles, et de ne pas toujours attendre des résultats immédiats. **Il nous invite à écouter encore davantage les pauvres**, et à placer de plus en plus leur service au centre de notre mission, tout en discernant toujours de nouvelles formes de pauvreté et les moyens les plus efficaces d'y arriver. (Paul Pace)*

## **(3) Appel à vivre notre spiritualité et notre charisme**

*À travers toutes les conclusions aux documents qui vont nous guider, Dieu veut confirmer aux jésuites que le discernement communautaire est vraiment possible et peut fonctionner convenablement pour un engagement apostolique plus efficace. (Augustin Kalubi)*

*Ce qui est nouveau c'est le contexte. La CG reconnaît dans le contexte « global » du monde avec ses « croissantes tensions et paradoxes » le nouveau défi auquel Dieu appelle la Compagnie à répondre. (Henry Pattarumadathil)*

*Dieu appelle cette compagnie en ce moment critique à adhérer à son charisme original d'être un corps religieux et apostolique et à ne pas céder à la tentation de devenir un ordre monastique. [...] Dieu nous appelle en ce moment critique à suivre le cycle pastoral de réflexion-action-réflexion ou, pour le dire avec les mots d'aujourd'hui, à évaluer notre vie et mission, à planifier, à mettre en œuvre et à s'engager. (Prakash Louis)*

#### **(4) Une réponse universelle aux défis mondiaux**

*J'espère que la Compagnie de Jésus pourra montrer un peu comment répondre à la mondialisation, en plaidant par exemple pour ceux qui sont exploités par elle. La bonne réponse jésuite à un tel phénomène serait fondée sur les Exercices spirituels et la méthode de discernement qu'ils proposent. Je crois que Dieu nous appelle à exercer le charisme de la Compagnie que Saint Ignace nous a légué pour le bien des autres, face à la mondialisation ainsi qu'à d'autres phénomènes. Je crois qu'une part de cet appel concerne la collaboration avec d'autres en les invitant à apprendre « notre manière de procéder », pour qu'ensemble nous puissions répondre aux besoins de notre monde, spécialement des pauvres et des marginalisés. (David Schultenover)*

*Cette congrégation est une invitation à raviver la vocation mondiale de la Compagnie, actualiser notre appel aux frontières, à penser à de nouveaux modes de présence dans un monde globalisé. C'est maintenant l'heure des nouvelles structures apostoliques mondiales qui tirent profit des potentialités de notre « transnationalité » ainsi que de la pluralité des points de vue de notre corps universel. J'aime à penser que chaque décret nous donne, à sa manière, des outils pour cette tâche. (Daniel Villanueva)*

*Les mots qui revenaient le plus souvent au cours de la Congrégation étaient « nouvelles frontières ». Il ne s'agit pas de mots romantiques, mais d'un défi à aller en des endroits où le territoire est nouveau et inexploré. Durant la Congrégation, un groupe de trente personnes parmi nous s'est réuni pour évoquer la manière dont le ministère en milieu carcéral a changé nos vies. Ce travail avec les prisonniers est un des moyens d'aller concrètement aux frontières. Partager nos expériences et nos engagements au service de ceux qui ont été privés de liberté m'a donné de l'espoir quant à l'orientation future de la Compagnie à mesure que nous essayons d'avancer dans et avec la liberté de l'Esprit. (Michael Kennedy)*

*Dieu nous appelle à sortir de nos provinces et à commencer à bouger de façon concertée, en tant qu'institution multinationale et mondiale. Dieu nous appelle à une plus grande efficacité dans l'usage des technologies et avec nos maigres ressources, tout en portant en même temps un témoignage authentique de notre pauvreté, chasteté et obéissance. Dieu appelle les jésuites, et ceux qui leur sont proches, à parler et à travailler davantage les uns avec les autres, à travers les pays et les continents, afin de répondre plus adéquatement aux cris de tant de personnes pauvres et marginalisées. Dieu nous demande de rester aux frontières, et de faire le travail que beaucoup d'autres ne peuvent pas faire ou ne feront pas – travail avec les scientifiques, les dirigeants politiques, les agents de développement*



*social, les artistes, les athées, et toute autre personne désireuse de faire advenir un monde plus paisible et plus viable. (Joe Magadia)*

*J'ai l'impression que le Seigneur nous demande aujourd'hui d'être un véritable corps universel au service d'une même mission. Et pour ce faire, nous sommes invités à une meilleure coordination et articulation et à nous défaire de nos visions courtes au sujet de nos œuvres et provinces. Le monde a besoin de nous en tant que corps au service de la foi et de la justice, en dialogue avec les autres cultures et religions. (Patxi Alvarez)*

*Dépasser le christianisme du premier millénaire (expert en formulations doctrinales), la chrétienté du deuxième millénaire (puissante en termes de pouvoir temporel), pour atteindre la christianité du troisième millénaire, vivant de manière pascale l'amour kénotique, humble et doux. À ce niveau, les religions, les cultures et les peuples peuvent se reconnaître comme enfants de la même famille/Père/Mère. (George Pattery)*

### (5) Il y a une nouvelle vie dans de nouvelles régions

*Il me semble aujourd'hui que nous sommes appelés à progresser dans cette identité avec une nouvelle équipe dirigeante et une organisation du corps de la Compagnie, avec la grande richesse des laïcs et collaborateurs et au sein d'une Église qui refuse de laisser l'identité de la personne humaine se perdre dans un monde sans horizons. À ce nouveau cheminement correspond le temps de la relève : beaucoup de régions qui, durant des siècles, ont constitué la périphérie de la Compagnie sont en train d'en occuper aujourd'hui le centre. L'Est, plus particulièrement. Nouvelles équipes dirigeantes, nouveaux épiscopats, et nouvelle vie avec le renouvellement général dont, au cours de la Congrégation générale, la direction de la Compagnie a fait l'expérience. (Jesús M. Sariego)*

## Liste des intervenants

**Patxi Álvarez** (LOY) travaille pour Alboan, l'ONG jésuite pour le développement, de la province de Loyola (Espagne). Alboan, Padre Lojendio 2, 2<sup>o</sup> - 48008 Bilbao, Espagne ; <patxialvarez@sjloyola.org>

**Kalubi Augustin** (ACE) est le Recteur du Collège Alfajiri. Collège Alfajiri, 259, Avenue P.E. Lumumba, B.P. 1612 Bukavu, Sud-Kivu, République Démocratique du Congo ; <c.stella@jesuits.net>

**Jean-Marc Biron** (GLC) est Maître des Novices. Villa St-Martin, 9451 boul. Gouin Ouest, Pierrefonds (Québec), Canada H8Y 1T2 ; <jmbiron@colba.net>

**René Cardozo** (BOL) vient d'être nommé Provincial de Bolivie. Curia Provincial de Bolivia, Casilla 283, La Paz, Bolivie ; <renecardozo@hotmail.com>

**Geraldo Luiz De Mori** (BNE) enseigne la théologie à la Faculté jésuite de Philosophie et Théologie (FAJE - Belo Horizonte). Residência S. Roberto Bellarmino, Av. Doutor Cristiano Guimarães, 2127 - Planalto, Belo Horizonte, MG 31720-300 Brésil ; <geraldodemori@faculdadejesuita.edu.br>



**Étienne Grieu** (GAL) enseigne la Théologie au Centre Sèvres. Communauté Alberto Hurtado, 39 rue Émile Zola, Appt 501, 93400 Saint Ouen, France ; <etienne.grieu@jesuites.com>

**Frantisek Hylmar** (BOH) est le Provincial de Bohème. Curie provinciale, Jecná 2, 120 00 Praha 2, République tchèque ; <provincie.boh@jesuit.cz>

**Michael Kennedy** (CFN) travaille dans l'aumônerie de prison, en Californie. Ignatius House, PO Box 5166, Culver City, CA 90231-5166, États-Unis ; <mkennedy@calprov.org>

**Joseph Marianus Kujur** (RAN) travaille à l'Institut Social Indien à Delhi sur les questions tribales. Indian Social Institute, 10 Institutional Area, Lodi Road, New Dehli 110 003, Inde ; <marianus@isidelhi.org.in>

**Prakash Louis** (PAT) est directeur de recherches à l'Institut Social de Bihar. Bihar Social Institute, Digha Ghat P.O., Patna 800 011, Inde ; <prakashlouis@gmail.com>

**Jose Cecilio J. Magadia** (PHI) est le Recteur de l'Université Ateneo de Davao. Ateneo de Davao University, P.O. Box 80113, 8000 Davao City, Philippines ; <jcm30@admu.edu.ph>

**Paul Pace** (MAL) vient d'être nommé Provincial de Malte. Curie provinciale jésuite, 78 Triq il-Markiz Scicluna, Naxxar NXR 2067, Malte ; <paul.pace@um.edu.mt>

**Henry Pattarumadathil** (KER) enseigne les Études bibliques au Théologat régional ; Sameeksha/RTC, Kalady 683 574, Ernakulam Dt. (Kerala), Inde.

**George Pattery** (CCU) est le Provincial de Calcutta. Xavier Sadan, Jesuit Provincial's Residence, 9/3 Middleton Row, Kolkata 700 071, Inde ; <gpattery@gmail.com>

**Dominic Robinson** (BRI) était traducteur à la 35<sup>ème</sup> CG et fait le Troisième An en Irlande. Manresa House, Dollymount, Dublin 3, Irlande ; <dtrs@hotmai.com>

**Jésus Manuel Sariego Rodriguez** (CAM) vient d'être nommé Provincial d'Amérique Centrale. Curia Provincial, Apartado (01)-34, San Salvador, El Salvador ; <jmsariego@gmail.com>

**David G. Schultenover** (WIS) enseigne la Théologie historique à l'Université de Marquette. Marquette University, 615 N. 11th St., Milwaukee, WI 53233-2305, États-Unis ; <dschultenover@jesuitwisprov.org>

**Luis Rafael Velasco** (ARG) est le Recteur de l'Université Catholique de Córdoba. Obispo Trejo 323, X5000IYG Córdoba, Argentine ; <rafavelascosj@yahoo.com.ar>

**Daniel Villanueva** (CAS) était directeur des communications pour la 35<sup>ème</sup> CG et termine actuellement sa thèse à la Weston School of Theology (Boston). Arrupe House, 6 Manassas Avenue. Cambridge MA 02138 États-Unis ; <danivillanueva@gmail.com>

*Original anglais, espagnol et français  
Traduit par Christian Uwe*

## **PARTAGER LES MEILLEURES PRATIQUES DE COLLECTE DE FONDS ATELIER INTERNATIONAL Rome, 28-30 Novembre 2007**

### **Ouverture Père Peter-Hans Kolvenbach SJ**

#### **Introduction**

**J**e voudrais commencer ce bref discours d'ouverture en vous remerciant d'être venus à Rome pour participer à cet atelier. Je sais à quel point les jésuites, partout dans le monde, sont occupés ! Je suis sûr que vous avez suspendu d'importantes responsabilités pour passer seulement trois jours ici à Rome. Permettez-moi de vous en remercier tous.

En ce temps où il est si courant, grâce à la communication électronique, de travailler en réseau, il nous faut reconnaître que le fait de se rencontrer face-à-face devient très important. L'impersonnalité de la communication électronique cède aux rencontres quand le face-à-face est nécessaire. Ce n'est que grâce à ces face-à-face que l'on peut nouer de véritables relations.

#### **Objectifs de l'atelier**

D'après le document présentant l'atelier, le principal objectif de l'atelier est de créer un espace critique qui vous permette de :

- (i) Partager librement la grande diversité de vos expériences de collecte de fonds
- (ii) Réfléchir sur la force et les limites de ces expériences, et enfin
- (iii) Discerner et proposer ensemble quelques mesures pratiques qui pourraient guider la Compagnie à l'avenir.

L'atelier est éminemment pratique : il envisage en même temps les pratiques actuelles de collecte de fonds et les priorités apostoliques de la Compagnie. Je me réjouis de ce que vous réfléchirez à ce qui se fait actuellement et aux défis que nous devons relever à l'avenir.

#### **La collecte de fonds apostolique aujourd'hui**

La collecte de fonds est devenue une importante activité pour toute organisation, particulièrement pour celles engagées dans des activités non lucratives. Si de nouvelles techniques et compétences ont été développées, la collecte

des fonds pour soutenir nos activités apostoliques est un art qu'Ignace et la Compagnie ont pratiqué avec succès. Pour ne donner qu'un exemple : la quantité et la qualité des donations faites à la Compagnie pour établir un réseau d'écoles et de collèges partout dans le monde a été considérable.

Comme vous le savez, la Compagnie a de plus en plus pris conscience de son caractère universel. Le FACSI a joué un rôle important, bien que limité, dans la collecte de fonds puisés aux sources jésuites afin de soutenir des projets. En cas d'urgence, les appels à l'aide financière ont toujours reçu des réponses favorables. Toutefois, aujourd'hui, dans un monde globalisé, la collecte des fonds a revêtu plus d'importance. Sans prétendre à l'exhaustivité, j'énumérerai quelques caractéristiques :

- La technologie de l'information et le développement, qui en est la conséquence, de divers moyens de communication ont fait que les campagnes de collecte de fonds sont des opérations de nature mondiale. Ces méga-événements atteignent un nombre jusque-là inimaginable de donateurs partout dans le monde.
- La compétition pour des montants limités de financements de la part d'un nombre croissant de chercheurs de fonds ont fait de la collecte de fonds une activité professionnelle. Les bonnes intentions et les bonnes causes ne garantissent pas que les fonds voulus seront accordés.
- Suite à plusieurs scandales administratifs qui ont impliqué des ONG, beaucoup de citoyens ordinaires se demandent si leur argent atteint l'objectif visé. La méfiance vis-à-vis des ONG a augmenté.
- La mondialisation a également poussé les gouvernements à déléguer les activités de bien-être, c'est-à-dire, confier à d'autres institutions et organisations la gestion des nombreuses activités de bien-être qui, autrefois, relevaient de la responsabilité des gouvernements. Par conséquent, il y a aujourd'hui à l'intérieur des pays de larges fonds publics destinés aux œuvres sociales (par exemple, pour le soin des handicapés mentaux et des enfants des rues), ou à l'aide extérieure (qui est généralement appelée « l'aide au développement »). Cela a permis à plusieurs ONG d'accéder à de larges fonds de la part de gouvernements locaux, nationaux et internationaux.

Je suis heureux de savoir que vous réfléchirez sur la collecte de fonds dans ce contexte.

## Envisager l'avenir

Les différentes expériences que vous partagerez également au cours de cet atelier constituent également une bonne illustration de la façon dont les pratiques jésuites de collecte de fonds ont évolué. Permettez-moi de mentionner certaines des principales évolutions.

- (i) Il y a une transformation en cours des bureaux de mission en Europe, aux États-Unis et au Canada.

- (ii) La direction et les flux des agences internationales de financement ont changé. Par exemple, plusieurs de nos œuvres en Amérique latine ont cessé de recevoir des financements de la part des agences européennes de financement.
  - (iii) Certaines provinces ont créé de nouvelles organisations et institutions de financement.
  - (iv) Nous avons une meilleure gestion de notre portefeuille d'investissement et, ainsi, nous générons plus de ressources.
- À la lumière de la 35<sup>ème</sup> CG, et d'une plus grande conscience de la mission universelle de la Compagnie, je vous encouragerais à réfléchir sur certains des défis qui nous guettent.
- (i) Comment conserver des rapports personnels avec nos bienfaiteurs et ne pas ternir la bonne image que nous ont valu nos efforts missionnaires ?
  - (ii) Comment nous servir de la technologie de communication moderne pour mieux faire connaître à la Compagnie le plus grand besoin universel ? Comment assurer la mise en place d'un système effectif et juste d'allocation des ressources ?
  - (iii) Comment concilier l'autonomie financière de chaque province avec un système plus universel d'allocation ?

Je voudrais encore une fois vous exprimer ma gratitude à vous tous et je serai heureux de recevoir le rapport de vos conclusions et propositions finales.

Je vous remercie.

Père Peter-Hans Kolvenbach SJ

*Original anglais  
Traduit par Christian Uwe*

## **Partager les meilleures pratiques de collecte de fonds**

### **Uta Sievers**

#### **Introduction**

**D**ans certaines assistances et conférences de la Compagnie de Jésus, la situation financière de l'apostolat social est pour le moins difficile. Les coordinateurs de l'apostolat social venus à Rome pour leur réunion annuelle l'ont souligné à plusieurs reprises<sup>1</sup>. Deux

<sup>1</sup> « Un autre motif de préoccupation dans certaines assistances de la Compagnie est le manque de ressources financières adéquates à l'apostolat social pour développer sa mission ». Actes de la réunion des Coordinateurs d'assistance du Secteur social, « L'Apostolat Social dans la Compagnie de Jésus - Défis et Situation », *Promotio Iustitiae* 80 (2003/4), p. 24.

autres facteurs ont renforcé la décision du Secrétariat de la Justice Sociale à organiser une rencontre autour de la question de collecte de fonds : la nomination de M. Chuck Duffy comme Responsable chargé de développement à la tête de l'Économat de la Curie et l'initiative prise par les provinces de Mexico et de Colombie (et peut-être d'autres encore) qui ont pris le taureau par les cornes et ont créé des fondations destinées à collecter les fonds nécessaires aux œuvres de leurs apostolats sociaux respectifs.

Cependant, tout au long de la rencontre du 28 au 30 novembre 2007, organisée pour se pencher à nouveau sur la situation des bureaux de la Curie jésuite à Rome, il est apparu que l'apostolat social n'est pas le seul à avoir besoin d'une collecte de fonds. Dans plusieurs cas, la difficile situation financière se manifeste dans les provinces et les assistances, ce qui entraîne une compétition pour les fonds.

Les participants ont été invités à considérer les pratiques actuelles de collecte de fonds ainsi que les priorités apostoliques de la Compagnie. Cela a été fait dans un esprit d'ouverture et d'« exploration », en cherchant à ouvrir avec créativité la situation et de trouver des solutions applicables à travers les provinces et les assistances. Les quatre objectifs principaux de la rencontre avaient été préalablement communiqués aux participants : partager les expériences concernant les meilleures pratiques ; réfléchir ensemble sur les difficultés qui fragilisent les activités de collecte de fonds ; trouver des moyens de développer les compétences en matière de collecte de fonds et les dispositifs utiles pour toutes les activités apostoliques ; et enfin établir une relation permanente entre le Bureau chargé du Développement, les réseaux de la Compagnie et les efforts locaux de collecte de fonds.

La réussite de la rencontre non seulement à établir un catalogue d'idées et de recommandations mais aussi à mettre en relation les participants et les divers contextes de leur travail pourrait être attribuée à la méthodologie mise en place par Chuck Duffy et le Secrétariat de la Justice Sociale. Si le gros de chaque journée était consacré aux interventions faites par les participants au sujet des questions relatives à la compétition en matière de collecte de fonds, au renforcement des capacités et des compétences, à la mise en place de fonds dans leurs assistances et la réponse aux défis auxquels ils sont confrontés, une assez grande partie du temps était chaque jour prévue pour le partage et le discernement. Cela se faisait souvent au cours de la dernière session de la journée sauf le jour où ce moment a été intégré de façon encore plus profitable à la messe.

## Les interventions

Gerardo Aste SJ, l'Économe de la Compagnie, a inauguré la rencontre avec une intervention sur la Pauvreté et le financement dans la Compagnie de Jésus. Ses remarques intéressantes se sont avérées utiles pour comprendre

de manière générale ces questions, particulièrement pour les collaborateurs laïcs présents. Une différence importante a été signalée entre la pauvreté relative dans laquelle les communautés jésuites sont invitées à vivre et les œuvres apostoliques de la Compagnie qui peuvent être propriétaires et sont autorisées à investir et à épargner. Par conséquent, les œuvres apostoliques sont encouragées à collecter des fonds afin de soutenir et étendre leur action. La même remarque vaut pour les provinces, où le trésorier provincial est responsable de la santé financière de sa province, ainsi que pour la Curie généralice de la Compagnie qui est également autorisée à collecter des fonds pour ses besoins, une activité qui, autrefois, était désignée par le terme « mendier ».

Chuck Duffy, le nouveau Responsable en charge du Développement à la Curie, a fait une présentation générale intitulée « Éléments de collecte de fonds » avec un accent particulier sur les principes ignatiens en matière de collecte de fonds. Il a encouragé les participants à entretenir de bonnes relations avec les donateurs et à impliquer les responsables provinciaux dans leurs efforts et coordination. Les jésuites sont encore réticents à reconnaître la valeur de leurs œuvres apostoliques ; M. Duffy a rappelé qu'il ne suffit pas d'insister sur les besoins des bénéficiaires, l'on doit également définir clairement le prestige qu'en retirent les donateurs. S'adressant à ceux qui estiment qu'ils n'ont pas les compétences « requises », il a affirmé qu'en matière de collecte de fonds la passion et l'enthousiasme sont certainement plus importants que l'expertise. La bonne nouvelle est qu'aux États-Unis une grande richesse s'est accumulée au cours de la dernière génération, les gens sont prêts à faire des dons à des organisations qui leur inspirent confiance, et la Compagnie de Jésus est connue et respectée pour ses œuvres. Alors, « Servez-vous de ce nom ! » a conclu M. Duffy.

Augustín Alonso SJ, directeur de l'ONG jésuite *Entreculturas* en Espagne, a présenté la situation qui prévaut en Europe, se basant sur les conclusions d'un sondage mené conjointement par nombre de procures et d'ONG jésuites. Les résultats sont encourageants : un grand nombre d'individus et d'organisations en Europe soutiennent financièrement les œuvres jésuites en Europe. Les projets qui sont financés par ces donations s'étendent sur plus de 50 pays, principalement dans le Sud. Malgré cette richesse d'activités, il y a encore beaucoup de place pour une meilleure collaboration entre les différentes procures nationales et ONG. Des pas significatifs dans la bonne direction ont été faits depuis la création en 2004 du Réseau Xavier (Red Xavier), qui rassemble les plus grandes ONG jésuites en Europe : ALBOAN (Espagne), Entreculturas (Espagne), Gonçalo da Silveira (Portugal), Jesuitenmission (Allemagne), Leigos para o Desenvolvimento (Portugal) et MAGIS (Italie). Ces organisations collaborent déjà dans plusieurs domaines, dont l'éducation et la formation, la production de revenus, la paix et les droits de l'homme, et les activités pastorales. Présentant sa propre organisation,



*Entreculturas*, Agustín Alonso a montré des exemples de collecte de fonds auprès d'entreprises et de sensibilisation dans les écoles qui ont contribué au succès des efforts d'*Entreculturas* dans le soutien apporté au grand réseau *Fe y Alegria* en Amérique latine et au Service Jésuite des Réfugiés en Afrique, pour ne nommer que deux de ses nombreux bénéficiaires.

La seconde journée a débuté avec une intervention de Jorge Eduardo Ordoñez Serrano SJ sur la *Fundación Amar y Servir* en Colombie. L'organisation collecte des fonds pour six centres sociaux jésuites colombiens et aussi, depuis 2007, pour quelques projets des paroisses jésuites en Colombie, en même temps qu'un certain nombre d'organisations jésuites partenaires à travers le monde sont associées au renforcement des capacités de la *Fundación*. Le Père Serrano a énuméré un certain nombre des « meilleures pratiques » que la *Fundación Amar y Servir* a développées au cours des années. Ces pratiques incluent l'encouragement de donations mensuelles, les remerciements réguliers à tous les donateurs et bénévoles, la comptabilité, un site Internet et un rapport annuel pour l'information et la transparence ainsi que les campagnes dans les églises. Le Père Serrano a mentionné un obstacle à la bonne collecte de fonds et qui était également connu des autres participants : les difficultés avec la comptabilité. « Nous sommes efficaces quand il s'agit de faire des choses mais nous le sommes moins quand il s'agit d'expliquer comment nous avons dépensé ce que nous avons reçu », a dit le Père Serrano.

Sergio Cobo SJ, directeur de l'ONG *Fomento Cultural y Educativo* (FCE) au Mexique a présenté les efforts en cours de collecte de fonds qui permettent à l'apostolat social de rester actif au Mexique. Quand les donateurs européens ont réduit leur aide aux ONG mexicaines de 95% en 1999 à 45% en 2007, le FCE et d'autres projets d'action sociale sont entrés en état de crise financière, ce qui a conduit à la clôture de trente projets. Les deux Centres sociaux restants, les deux missions indigènes et les trois paroisses emploient 80 laïcs et 32 jésuites. Ils sont au service de 250 communautés avec un total de 320 000 bénéficiaires. Sa réponse au problème de la baisse des financements provenant d'Europe – phénomène observé également dans d'autres pays d'Amérique latine à mesure que l'Afrique attire de plus en plus l'attention des donateurs – a été de « se diversifier », en trouvant des fonds auprès d'autres institutions jésuites et auprès d'agences nationales, plutôt qu'auprès d'agences internationales de soutien. Toutefois, la réponse la plus radicale, selon le Père Cobo, serait un renouveau spirituel de la dimension foi-justice au sein de la Compagnie de Jésus – les synergies qui en résulteraient redonneraient de l'énergie aux gens à la fois au sein et à l'extérieur de l'apostolat social.

Dans son intervention au sujet de la situation en Asie du Sud, Xavier Jeyaraj SJ a commencé par évoquer le développement historique de l'assistance qui est passée d'une situation financière « aisée » à une collecte de fonds « difficile » en termes de ressources étrangères et locales. Historiquement, les provinces d'Asie du Sud pouvaient compter sur le soutien des « provin-



ces mères » ainsi que sur les jésuites qui venaient comme missionnaires et étaient en mesure de collecter des fonds auprès des donateurs de leurs pays. Ces sources de revenus ayant tari tandis que les agences de soutien revoient leurs priorités, la situation financière des provinces et de leurs apostolats sociaux respectifs est sérieusement mise à mal. Les institutions et communautés de la Compagnie constituent une des nouvelles sources principales de revenus. Ces dernières sont encouragées (et parfois forcées) à s'ouvrir, notamment à travers des jumelages avec des œuvres de l'apostolat social, ou des projets communs avec des Centres sociaux. Certains des défis liés à ce processus sont : une formation adéquate des jésuites et laïcs impliqués dans des activités de collecte de fonds ; des collectes de fonds au niveau local plutôt que national ou international ; passer d'une approche centrée sur les institutions à une approche centrée sur les bénéficiaires et d'une approche missionnaire à une approche axée davantage sur la « justice sociale ».

Après un bref survol de la situation historique de la collecte de fonds dans l'assistance d'Asie orientale depuis les années 1980, Roberto Yap SJ a évoqué les nouvelles sources de financements. Il a pris l'exemple de l'*Institut des questions ecclésiales et sociales* dans sa propre province, les Philippines, pour montrer comment ce centre social s'autofinance grâce aux activités de conseils, aux projets commissionnés, à la recherche compétitive de dons et à l'entrepreneuriat social. Toutefois, les fonds collectés de cette façon sont destinés à des projets spécifiques, et le financement des coûts collatéraux (salaires, matériel, équipements) est difficile à réunir. Il est évident qu'il faut trouver d'autres sources. Roberto Yap estime que collecter des fonds auprès des Philippines mêmes, ceux qui sont dans le pays et surtout ceux qui vivent à l'étranger, pour des projets sociaux peut être utile tout comme la collecte de fonds auprès des entreprises grâce au « nom de marque » des jésuites qui est bien connu et respecté. La coopération interprovinciale pourrait aider à acquérir les compétences requises et à s'entre aider dans cette tâche.

La situation en Afrique est très particulière du fait que c'est un continent très « jeune » où, comme l'a indiqué Elias Omondi SJ, la plus ancienne province jésuite n'a que 100 ans. Historiquement, les Bureaux des missions jésuites ont pris la responsabilité de soutenir financièrement les provinces et les régions. Par exemple, le Zimbabwe était financé par les provinces de Grande-Bretagne et d'Allemagne, la Province d'Afrique centrale (Congo, Rwanda et Burundi) par la province de Belgique, et l'Afrique de l'Ouest et Madagascar par la province de France. Ainsi, chaque province d'Afrique avait une « province mère » et les missionnaires issus de ces provinces se joignaient aux trésoriers provinciaux pour collecter des fonds par le biais des procures à l'étranger. Il semblait alors y avoir beaucoup de financements et, par conséquent, les jésuites africains étaient rarement impliqués dans les activités de collecte de fonds. Au cours des dix dernières années, la situation a beaucoup changé : les « provinces mères » se lassent de leur rôle de

donateurs et les missionnaires sont moins nombreux que leurs confrères nés en Afrique. Ces derniers ont pris la relève dans les projets qui dépendent directement de financements étrangers ; ils font face à de nombreuses difficultés puisque la compétition pour obtenir les financements est au plus haut et que la viabilité même des projets est mise en jeu. Des mesures ont été prises depuis janvier 2008 afin d'affronter ces défis par : la mise en place d'un bureau de coordination basé à Nairobi et chargé de tout l'apostolat social en Afrique ; l'embauche d'un responsable chargé des programmes qui pourvoira un soutien technique, incluant la collecte de fonds, à l'apostolat social ; l'embauche d'un responsable chargé de la promotion qui coordonnera les activités de l'apostolat social et établira les liens nationaux, régionaux et internationaux ; la mise en place d'un bureau de développement pour la Conférence des jésuites d'Afrique et de Madagascar (JESAM).

### **Quelques remarques en conclusion**

Les conclusions que les participants ont tirées de leurs interventions peuvent être consultées à la page 54. En outre, les sessions de partage ont permis de remarquer davantage les différences et, plus encore, les ressemblances (qu'un des participants a qualifiées d'« effrayantes ») entre les assistances. Il a été mis en évidence qu'à tous les niveaux, la Compagnie de Jésus doit agir comme un corps pour faire face aux collectes de fonds dans l'avenir, particulièrement en matière de coopération entre les universités et l'apostolat social. Un pas dans la bonne direction a été franchi avec le recrutement d'un responsable chargé du développement à la Curie. De nouveaux liens doivent être établis et ceux qui existent déjà doivent être redécouverts. La Communauté de vie chrétienne (CVX), qui fait déjà un beau travail de collecte locale de fonds au Kenya, est un bon exemple. Dans les régions où les donateurs se « sont éloignés » suite à des changements de priorités, la recherche de nouveaux moyens de collecte de fonds a été lancée et donne déjà des résultats encourageants. Une autre brillante idée venue d'Amérique latine est que si nous n'intégrons pas le fait que nous sommes tous des « mendiants » comme St Ignace, nous n'y parviendrons pas. Une « spiritualité de collecte de fonds » (Henri Nouwen) inclut la reconnaissance du fait que nous avons tous besoin de quelque chose, les donateurs autant que les bénéficiaires. Cela est également vrai pour les personnes qui font la collecte de fonds – elles doivent travailler pour ce en quoi elles croient.

À la fin de la rencontre, le sentiment général était qu'il y avait une lumière au bout du tunnel, que la situation était difficile, et pourrait l'être davantage à l'avenir, que la Compagnie avait pris du retard pour répondre à ce problème de financements, mais que la coopération et la confiance mutuelle générées par la rencontre nous aideront à aller plus loin vers un avenir « mieux organisé ».

Uta Sievers  
Communications Officer  
Social Justice Secretariat  
C.P. 6139  
00195 Roma-Prati - ITALIE  
<uta@sjcuria.org>

*Original anglais*  
*Traduit par Christiane Uwe*

## Conclusions de la Rencontre sur la collecte de fonds

**A**près les présentations des situations dans les Conférences, le débat en larges et petits groupes, ainsi que les réflexions des participants également en groupes, les conclusions suivantes ont émergé de la rencontre :

Ceci est un moment particulier de la vie de la Compagnie, un moment d'inquiétudes financières, arrivant à la fin d'une époque où l'ensemble du Nord a soutenu l'ensemble du Sud. C'est également le moment de mettre de l'ordre, de planifier, et de fixer de nouvelles priorités apostoliques. Si nous ne saisissons pas ce moment, nous aurons manqué l'opportunité de contribuer à construire l'église locale, ce qui n'est pas seulement une question financière mais théologique également. Voici quelques suggestions pour l'ensemble de la Compagnie :

1. Renforcer la solidarité et la planification au sein de toute la Compagnie, particulièrement dans les assistances et les conférences ;
2. Réduire les inégalités de financement parmi les jésuites/provinces/œuvres ;
3. Rationaliser l'usage de l'image (marque) jésuite, non seulement pour la collecte de fonds mais aussi dans notre travail ;
4. Assurer la transparence et la comptabilité ;
5. Planifier la collecte de fonds au niveau régional/provincial – passer de la collecte de fonds traditionnelle à la collecte de fonds moderne ;
6. Les fondations gérées par des jésuites (Entreculturas, Alboan, Amar y Servir, etc.) devraient donner la priorité aux besoins des centres/provinces/assistances jésuites et aller au-delà des zones géographiques initialement visées ;

7. Les provinciaux devraient être vivement encouragés à soutenir toute activité de collecte de fonds.

Quelques idées soumises au Bureau de développement à la Curie

1. Fonctionner comme une cellule de réflexion dans un monde globalisé pour aider toute la Compagnie à avoir une vision globalisée ;
2. Aider à organiser les priorités apostoliques (planification), particulièrement au niveau de l'assistance et de la conférence ;
3. Étudier des manières d'intégrer nos missions traditionnelles dans la planification actuelle de développement ; les priorités sont différentes dans les hémisphères nord et sud ;
4. Savoir si un nouveau bureau de développement est nécessaire dans chaque province ;
5. Veiller à ce que le bureau provincial de développement soit rattaché à l'économe dans chaque province ; il nous faut une communication et une collaboration solides ;
6. Trouver le moyen de réduire la fracture entre les institutions riches et les institutions pauvres, non par la compétition mais par le partage ;
7. Organiser des programmes de formation à la collecte de fonds au niveau de l'assistance ;
8. Renforcer la collecte de fonds locale et l'encourager en étudiant et en s'inspirant des méthodes des autres ; nous devons étudier et comprendre le bon usage, l'usage le plus efficace des mass-média, des media électroniques et la collecte de fonds par Internet ;
9. Former une équipe de jeunes jésuites qui contribueront au renforcement de nos capacités et à la planification commune. Il serait raisonnable de commencer par l'Afrique, l'Inde et l'Asie de l'Est ;
10. Le Bureau de développement doit entretenir une bonne communication avec le reste de la Curie qui a besoin de savoir ce que les bureaux locaux envisagent de faire ;
11. Le Responsable chargé du développement doit être au courant des œuvres pour lesquelles les provinces et les institutions font de la collecte de fonds. Ceci permettrait de veiller à ce que les provinces les plus démunies soient les premières à être soutenues.

*Original anglais  
Traduit par Christian Uwe*

## Jésuites en Haïti – Déclaration

**N**ous, Jésuites qui travaillons en Haïti dans divers domaines, nous sommes témoins du drame quotidien que vivent des millions de nos frères et sœurs haïtiens. Comme Yahvé dans le désert, nous voyons la misère de notre peuple et nous entendons ses cris :  
*« Je suis Yahvé, ton Dieu. J'ai vu ta misère et entendu ton cri. Je connais tes angoisses. C'est la vie que je veux pour toi, et non la mort. Mais qui envoyer pour te libérer ? Dans le passé, Moïse a été mon messenger pour libérer mon peuple et le sortir de l'esclavage d'Égypte. En mon Nom, il l'avait conduit dans une terre qui ruisselle de lait et de miel (Ex 3,7-12) ».*

### La misère de notre peuple aujourd'hui ce sont :

- Ces millions d'Haïtiens et d'Haïtiennes qui sont victimes de la hausse vertigineuse et incessante des prix des produits de première nécessité et qui sont incapables de subvenir à leurs besoins les plus essentiels, même la nourriture
- La baisse de la production nationale dans tous les secteurs de l'économie qui conduit à la famine et au dénuement le plus total
- La paupérisation honteuse et insupportable de nos populations urbaines et rurales
- La montée de l'insécurité, spécialement la réapparition en force du phénomène du kidnapping et le désespoir des jeunes
- Notre nation qui est plongée dans la honte et la désespérance avec sa souveraineté foulée aux pieds et la majeure partie de sa population qui vit dans des conditions inhumaines

### La misère de notre peuple aujourd'hui ce sont également :

- L'incapacité totale de la majorité de nos gouvernants à faire face aux problèmes fondamentaux de la société
- L'absence totale d'une opposition politique constructive, susceptible de contrôler et de stimuler l'action gouvernementale au bénéfice de la nation
- L'annihilation totale de la fonction politique du Parlement au moyen de procédés malhonnêtes tels que les pots de vin, la corruption etc.
- L'irresponsabilité de la communauté internationale, notamment des pays dits amis d'Haïti, des institutions financières internationales (la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International, la Banque Interaméricaine de Développement etc.), qui n'ont pas tenu leur promesse vis-à-vis d'Haïti, assistant cyniquement à la descente aux enfers de la société haïtienne.

Le peuple haïtien, peuple courageux, s'il en est, n'en peut plus cette fois-

ci. Tenaillé par la misère, il crie. Son cri devient appel. Le cri du peuple aujourd’hui ce sont :

- Ces milliers de jeunes qui gagnent les rues pour dire qu’ils n’en peuvent plus et qui exigent des responsables politiques qu’ils assument leur responsabilité
- Ces millions de chômeurs, tenaillés par la faim, qui crient leur colère à travers les rues de Port-au-Prince et des villes de province.
- Ces pères et mères de famille qui passent plusieurs jours sans pouvoir se nourrir et qui sont en train de crier leur misère dans les manifestations de rue etc.
- Ces enfants décharnés des bidonvilles et des campagnes qui crient chaque jour parce qu’ils ne trouvent rien à manger et qui sont sans avenir

*Appelle, crie, ne baisse jamais les bras, ô toi, peuple, courage ! C’est à toi de m’aider à t’aider. Avec toi je peux faire beaucoup. Sans toi je ne réussirai pas. Tu as besoin de moi, je le sais. Je suis ton Allié irremplaçable. Mais j’ai aussi besoin de toi, de tes cris, de ton unité, de ton expérience de peuple souffrant, de ton courage. Allons, travaillons ensemble. La victoire sera de notre côté car nous luttons pour une cause juste. Tu connais mon nom : JE SUIS LE DIEU DE LA VIE ET NON DE LA MORT. Tu connais mon Projet. Jésus de Nazareth l’a bien exprimé dans le Quatrième Évangile : « Moi, je suis venu pour qu’on ait la vie et qu’on l’ait surabondante » (Jn 10,10).*

Nous sommes fortement interpellés par cette situation intolérable et révoltante qui menace de faire sombrer notre pays dans de nouveaux drames ; nous nous sentons profondément unis à ce peuple souffrant et sincèrement solidaires de ceux qui sont les plus victimes. C’est pourquoi, au nom de notre foi chrétienne et de notre engagement comme religieux jésuite, nous exhortons avec force les responsables politiques :

- Le Président de la République à prendre rapidement les décisions politiques qui s’imposent pour rétablir la confiance et la paix ; à engager une réforme en profondeur des institutions publiques pour mettre enfin le pays sur la voie du développement
- Les Hauts responsables de l’État (Premier Ministre, Ministres, Secrétaires d’État et Directeurs généraux, les Sénateurs, les Députés etc.) sur le court terme, à élaborer et à mettre en œuvre, dans le plus bref délai, un programme d’urgence (réel et efficace) pour alléger les souffrances de la population, sur le long terme à utiliser les ressources intellectuelles et les savoir faire tant nationaux qu’étrangers en vue d’élaborer et de mettre en œuvre un vrai plan de développement national.
- Les partis et organisations politiques à assumer leur responsabilité de critique et de contrôle de l’action gouvernementale, à aider dans la recherche de solutions adaptées au drame que vit notre société, à participer effectivement à la réforme de l’État pour sortir enfin notre pays de la honte et du marasme.
- Les commerçants, les industriels, les importateurs, les banquiers et autres forces vives de la nation à apporter leur contribution à l’allégement des souffrances de nos concitoyens (concitoyennes), à prendre conscience de la nécessité d’œuvrer ensemble pour aider Haïti à se mettre debout.

- Toutes les composantes de la société civile : cadres religieux, éducateurs, étudiants, responsables et membres d'associations, syndicalistes et ouvriers, artisans, petits commerçants, agriculteurs etc. à nous mettre debout, à chercher ensemble les solutions aux problèmes de notre peuple.
- La communauté internationale, notamment les pays dits amis d'Haïti, les institutions financières internationales etc. à respecter leurs engagements vis-à-vis d'Haïti, notamment leurs nombreuses promesses de coopération et à aider effectivement le pays à sortir de ce borbier.

*O Peuple haïtien ! Continue d'appeler, de crier et de convoquer ceux et celles que tu avais choisis pour te servir. Ta force sera la non-violence organisée et soutenue. La violence n'est jamais efficace. Tu m'appelles. Oui, je serai avec toi et en toi par la puissance de mon Esprit.*

***Pour les Jésuites d'Haïti :***

Père Pérard Monestime SJ  
 Père Kawas François SJ  
 Père Miller Lamothe SJ  
 Père Ramiro Pampols SJ  
 Père Gilles Beauchemin SJ  
 Frère Mathurin Charlot SJ  
 Père Godefroy Midi SJ

Père Derino Sainfariste SJ  
 Père André Charbonneau SJ  
 Père Claude Souffrant SJ  
 Père Kénel Sénatus SJ  
 Père Gontrand Décoste SJ  
 Thomas Dabady SJ

***À envoyer :***

- Aux médias de la capitale et des provinces (radio, journaux, presse électronique)
- Aux grandes agences de presse internationales (AFP, Reuters etc.)
- Aux ONG et organisations de défenses des droits humains
- Aux agences de l'Église catholique (CEH, CHR etc.)
- Aux médias dominicains
- À la CPAL (voir les adresses de la CPAL etc.)

## **Néolibéralisme en Amérique Latine - Après dix ans**

### **Michael J. Gent<sup>1</sup>**

**E**n novembre 1996, les provinciaux jésuites latino-américains tiraient la sonnette d'alarme sur tout le continent : un ensemble de politiques économiques idéologiquement motivées accompagnait la déferlante de la mondialisation et inondait la région. Les institutions financières internationales, comme la Banque mondiale, le FMI, la Banque interaméricaine



de développement (BID), qui représentent les intérêts des gouvernements et des entreprises les plus puissants et les plus riches du monde, imposaient leurs politiques néolibérales d'ajustement structurel aux pays en développement d'Amérique latine et Caraïbes. Le néolibéralisme ordonne le démantèlement radical des barrières régulant l'activité économique afin de favoriser la croissance ; les apologistes ont promis que, selon la théorie du ruissellement, les effets de la croissance économique bénéficieront à tous les segments de la société. Dans une lettre et une réflexion sur le régime néolibéral, les provinciaux jésuites ont élaboré leurs objections en termes théologiques : l'idéologie est idolâtre<sup>2</sup>, car elle place le marché au-dessus de la personne humaine et en fait quelque chose de plus qu'« un instrument utile voire nécessaire pour améliorer et augmenter l'offre et réduire les prix ». Les provinciaux ont affirmé qu'une idéologie qui condamne des millions de Latino-américains à la pauvreté comme prix inévitable pour la croissance économique, reflète une « culture fondée sur une conception de la personne humaine et de la société incompatible avec les valeurs de l'Évangile ». Leurs critiques se concentraient surtout sur les conséquences de l'application de cette idéologie sur le monde réel, c'est-à-dire l'impact économique que l'ajustement structurel a concrètement sur la population de la région, en particulier sur les couches les plus pauvres.

Au cours des années qui ont suivi la publication de la lettre, le régime néolibéral a conservé son emprise sur l'Amérique latine. Son succès en tant que système économique a été, en tous cas, arrangé au mieux. Comme l'ont indiqué les provinciaux en 1996, les économies ont connu une croissance (bien qu'irrégulière), l'inflation a été apparemment dominée et les comptes de nombreux pays ont commencé à montrer un excédent, dû en partie aux réductions des dépenses du gouvernement, aussi bien celles superflues que celles indispensables. Le coût associé aux indicateurs économiques positifs a été élevé.

La pauvreté est encore énorme en Amérique latine. Les derniers chiffres des Nations Unies indiquent que plus de 200 millions vivent dans la pauvreté, et près de 80 millions vivent dans l'extrême pauvreté.<sup>3</sup> La bonne nouvelle est que les pourcentages de pauvres ont en quelque sorte baissé (respectivement 39,8 pour cent et 15,4 pour cent en 2006). La mauvaise nouvelle est

<sup>1</sup> Département de gestion et marketing, Canisius College, Buffalo, New York. Le présent article est un extrait d'un article plus long disponible sur le site web du Secrétariat pour la Justice sociale <[http://www.sjweb.info/documents/sjs/docs/Gent\\_PJ98.pdf](http://www.sjweb.info/documents/sjs/docs/Gent_PJ98.pdf)>

<sup>2</sup> « Lettre et document d'étude sur le néolibéralisme en Amérique latine. » *Promotio Justitiae* 67, mai 1997, pp. 43-60.

<sup>3</sup> La plupart des données dans cet article sont tirées de deux rapports de la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies (ECLAC) : *Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2006-2007*, et *Social Panorama of Latin America 2006*. Les résultats des sondages découlent d'enquêtes menées par l'association à but non lucratif Chilean Corporación Latinobarómetro, en particulier *Informe Latinobarómetro 2005 et 2006*. Autre source particulièrement utile, l'article de Sarah Babb, « The social consequences of structural adjustment: Recent evidence and current debates », *Annual Review of Sociology*, n° 31, 2005. Une liste plus complète des sources est disponible dans l'article intégral. Des informations supplémentaires sur la résistance au néolibéralisme en Amérique latine sont disponibles dans l'article, « Undoing the Damage: The Growing Backlash to Neoliberalism in Latin America » dans *Delaware Review of Latin American Studies*.

que, en termes de pauvreté relationnelle (distribution de la richesse), rien n'a changé. Par exemple, selon le critère commun qui fixe le seuil à 60 pour cent du revenu médian, le pourcentage de Latino-américains qui vivent sous le seuil de pauvreté demeure constant depuis environ deux décennies. Un sondage récent mené dans toute la région confirme l'observation selon laquelle le néolibéralisme n'a pas réussi à réduire la pauvreté. Plus de 50 pour cent de Latino-américains indiquent que le revenu familial mensuel est insuffisant pour pourvoir à leurs besoins fondamentaux.

Dans leur lettre et leur réflexion, les provinciaux latino-américains décrivent et critiquent un menu de « mesures néolibérales » qui avait été imposé à leurs pays. Au début des années 80, la crise de la dette du Tiers-monde a exposé les gouvernements latino-américains à la discipline néolibérale confiée aux institutions financières internationales (par ex., FMI, Banque mondiale, BID). La discipline a été présentée sous forme d'« ajustement structurel », un terme employé pour la première fois par Robert McNamara, président de la Banque mondiale à la fin des années 70, qui désigne « un ensemble de pratiques de crédit par lesquels les gouvernements reçoivent des prêts s'ils acceptent de réaliser des réformes économiques spécifiques ».

Au cours de la décennie qui a suivi la publication de la lettre, ces mesures et leurs conséquences se sont poursuivies, avec toutefois d'importantes variations d'une région à l'autre. La situation en Amérique centrale a été la plus grave, celle en Amérique du Sud la moins grave. Voici un aperçu de l'impact continu que l'ajustement structurel a eu sur l'Amérique latine.

**Diminution de l'intervention de l'État dans l'économie.** Les provinciaux ont indiqué que dans certains cas l'État a été désinvesti de la responsabilité de pourvoir aux biens fondamentaux. Ce phénomène a avancé implacablement au cours de la dernière décennie et le mouvement des gouvernements nationaux vers la décentralisation en est un signe. Depuis 1996, les activités décentralisatrices ont visé notamment les transports urbains et régionaux, la distribution d'eau, les services de santé et l'éducation. La charge qui a pesé sur les gouvernements locaux à la suite de la décentralisation a mené à une privatisation accrue et à des partenariats public-privé. Dans de nombreux cas, ce type de services, dans la mesure où ils continuent à être fournis au niveau national, visent strictement les personnes les plus démunies. Dans le secteur des soins de santé, le remplacement du public par le privé, par un système d'assurances-maladie à but lucratif et de tickets modérateurs, a été encouragé.

**Privatisation des entreprises publiques.** Dans le cadre de cette pratique qui est un pivot du néolibéralisme, l'Amérique latine occupait la première place dans le monde. Au cours des années 90, l'activité économique des sociétés publiques d'Amérique latine a baissé de la moitié, alors que dans la région les revenus découlant de la privatisation représentent plus de la moitié du total mondial. Les pays ont vendu leurs sociétés aussi bien dans le secteur concurrentiel (par ex., industrie manufacturière et finances) que dans le secteur du

monopole et des services. En Amérique latine, nombreux sont les exemples d'un usage pervers de la privatisation. Le résultat final est une concentration non concurrentielle de biens. De plus, la privatisation des entreprises publiques conduit souvent à la réduction d'effectifs et aux licenciements. Un grand nombre de travailleurs déplacés finissent par faire un travail non déclaré, avec des emplois précaires, mal payés et moins productifs. D'après un sondage récent, seulement 30 pour cent des personnes interrogées sont satisfaites du prix et de la qualité des services privatisés, et de larges majorités s'opposent toujours à la privatisation des industries extractives (pétrole et gaz, mines).

**Suppression des restrictions douanières nationales sur les flux commerciaux, financiers et sur les capitaux.** Les tarifs douaniers en sont un bon exemple : leurs taux en Amérique latine ont baissé en passant d'une moyenne d'environ 50 pour cent avant les réformes néolibérales à 10 pour cent à peine dans les années 2000. Les restrictions sur les investissements étrangers, directs et de portefeuille ont été abolies, et les impôts sur les bénéfices étrangers découlant de dividendes, d'intérêts et de droits ont été réduits ou éliminés dans les années 90. Les provinciaux ont assisté à la crise du peso mexicain, au cours de laquelle, à cause de la dérégulation des marchés du capital, les « capitaux fébriles » ont entraîné la tombée à pic de la devise avec une dévaluation alarmante. Cinq ans plus tard, en 2001, la libéralisation du commerce promue par le néolibéralisme a connu un échec encore plus spectaculaire en Argentine, où plus de la moitié de la population est tombée sous le seuil de pauvreté. En 2005-2006, les États-Unis, cinq pays d'Amérique centrale et la République dominicaine ont signé l'Accord de libre-échange avec l'Amérique centrale (CAFTA), qui élimine les barrières aux échanges commerciaux. Les signes d'un « étouffement » des producteurs locaux aux É.-U., surtout dans l'agriculture, sont déjà évidents.

**Silence du programme néolibéral sur les problèmes de la dette extérieure.** En 2005, la dette extérieure latino-américaine s'élevait à \$720 milliards, environ l'équivalent de 38 pour cent du PIB de la région. Entre 1982 et 1996, l'Amérique latine a payé \$730 milliards aux crédateurs, principalement en intérêts. Les provinciaux jésuites ont fait remarquer que le service de la dette extérieure exige une réduction des dépenses sociales. En particulier si la dette est en devise étrangère, les pays sont forcés d'augmenter les dépenses en activités d'exportation et non pas en institutions sociales.

L'Amérique latine n'a pas été exclue du mouvement international pour l'allègement de la dette. Plusieurs pays ont été ciblés par la Banque mondiale et la BID pour l'annulation de la dette. Ils comptent parmi les « pays pauvres très endettés » (PPTÉ), ainsi désignés par les puissances du G-8 en 2005. Or, il est fort probable que le montant de l'allègement de la dette ne représentera que 20-30 pour cent de l'endettement latino-américain ! De plus, pour être qualifiés, ils doivent prouver leur performance sur des programmes d'ajustement structurel encore plus stricts, déterminés par le FMI, impliquant notamment une privatisation et une libéralisation du commerce accrues.

**Activités économiques et fiscales de l'État subordonnées aux questions macroéconomiques.** L'orthodoxie néolibérale stricte exige que les gouvernements nationaux équilibrent leurs budgets, réduisent l'inflation et stabilisent les paiements. Avec la privatisation et la dérégulation, ces mesures constituent les aspects fondamentaux de l'ajustement structurel néolibéral. Sur ce point, pour une grande partie de l'Amérique latine, c'est « mission accomplie ». Et les IFI ne semblent pas reculer face à la nécessité pour les emprunteurs du Tiers-monde d'adopter cet axe macroéconomique. Les investisseurs spéculateurs, en particulier les investisseurs de « portefeuille », continuent à demander aux gouvernements latino-américains de créer une ambiance de « grande attraction pour le marché » sinon ils risquent la fuite des capitaux.

**Élimination des barrières juridiques visant à protéger les travailleurs.** Il s'agit d'un autre ajustement structurel conçu pour offrir des primes d'incitation aux investissements privés. Les pays latino-américains suivent théoriquement une législation qui correspond exactement à ce que l'OIT recommande ou souhaite obtenir ; or, son application est perçue comme pratiquement inexistante. Un sondage d'opinion publique de 2005 montre que seulement 18 pour cent des Latino-américains pensent que les travailleurs sont protégés de façon adéquate par la législation du travail dans leurs pays. Les réformes structurelles relatives aux questions liées au lieu de travail ont impliqué une nouvelle législation qui rend le travail plus « flexible » et qui vise ostensiblement à « faire en sorte que les marchés du travail s'ajustent plus facilement à la structure de production qui change ». Or, les dispositions typiques prévoient l'élargissement des motifs de licenciement légal, la réduction des indemnités de licenciement, la favorisation du travail temporaire et contingent, et la limitation du droit de grève !

A propos de la protection des travailleurs, le spectre du chômage incombe sur l'Amérique latine. Dans la plupart des pays, le chômage est considéré comme « le problème le plus important ». D'après les résultats d'un sondage, 59 pour cent des familles indiquent qu'au moins un adulte a été au chômage au cours de l'année dernière. En outre, 75 pour cent des personnes qui ont répondu à l'enquête ont exprimé leur préoccupation de se retrouver au chômage dans les 12 mois qui suivent.

**Réduction des impôts pour les groupes puissants.** Selon les provinciaux jésuites, cette mesure, qui est censée stimuler l'économie, entraîne une plus grande concentration de richesse et de pouvoir. La réduction des impôts sur les puissants n'a pas conduit, cependant, les pays en développement à éviter la taxation. Un document de travail de la BID indique que « pour compenser la perte des recettes ... ils ont réformé leurs systèmes fiscaux pour soutirer les ressources de façon plus efficace, généralement en remplaçant les taxes sur les revenus et les richesses par des taxes sur la valeur ajoutée plus faciles à administrer (mais plus régressives) ».

## Résumé

En 1996, les supérieurs des provinces jésuites latino-américaines ont résumé leur évaluation du régime économique néolibéral en termes d'une « réputation croissante de l'orientation générale de l'économie qui, loin d'améliorer le bien commun, ancre plus profondément les causes traditionnelles du mécontentement public : inégalité, misère et corruption ». Les Latino-américains semblent réaffirmer les observations des provinciaux en indiquant leur mécontentement à l'égard du système. D'après un sondage récent, près de trois quarts des personnes interrogées pensent que leurs pays sont gouvernés pour le bien non pas de tous, mais de quelques groupes puissants. Dans le même style, seulement 27 pour cent sont satisfaites du fonctionnement de l'économie de marché dans leur pays.

Dans le présent document, il a été déjà souligné que la pauvreté relationnelle, un indicateur de l'inégalité des revenus, n'a pas changé dans la région depuis vingt-cinq ans. Les données des Nations Unies semblent indiquer que, ces dernières années, plusieurs pays d'Amérique latine ont fait des progrès en termes de distribution, « bien que de façon limitée » ; mais ils indiquent aussi que « la distribution des revenus en Amérique latine est devenue bien plus inéquitable et inflexible par rapport à d'autres régions du monde ». En reprenant cette évaluation, le Rapport sur les Objectifs de développement du Millénaire de 2007 déclare que, parmi toutes les régions en développement, l'Amérique latine reste celle où l'inégalité des revenus est la plus élevée et « où les dépenses des 20% de la population la plus pauvre ne représentent que 3% environ de la consommation nationale ». Les ajustements structurels, avec les avancées technologiques, ont promu le retour aux biens les plus productifs (par ex., éducation et capital), des biens que les pauvres n'ont pas.

En résumé, **le rapport montre qu'une bonne partie des questions sur lesquelles les provinciaux jésuites avaient tiré la sonnette d'alarme en 1996 se sont poursuivies au cours de la première décennie du nouveau siècle.** Néanmoins, depuis leur lettre, des forces multiples ont émergé ou se sont renforcées en Amérique latine pour défier l'hégémonie néolibérale, ou du moins pour modifier son orientation excessive vers le marché, en faveur d'une approche qui reconnaisse l'importance des critères sociaux.

## Résistance en hausse

Ces dix dernières années, une multitude de nouveaux dirigeants politiques ont été portés au pouvoir dans la région. Ils ont le mandat d'adopter des politiques économiques qui, tout en soutenant la croissance, donnent une attention égale ou plus grande au programme social. Les moteurs de l'ajustement structurel néolibéral, la Banque mondiale et le FMI, y perdent leur mordant. Un plus grand nombre d'emprunteurs paient d'avance et/ou défient leurs obligations pour



éviter la « juridiction » des IFI. Par exemple, en 2006, l'Uruguay, le troisième principal emprunteur du Fonds, a annoncé qu'il avait payé les créances dues au FMI, alors que le Venezuela continue de racheter la dette de l'Argentine.

Le marché commun sud-américain, Mercosur, sous la direction du Brésil, a effectivement 'éliminé' l'Association de libre-échange des Amériques (FTAA), une tentative des États-Unis, comme NAFTA/CAFTA, de faire de l'hémisphère un seul marché avec des règles néolibérales qui profiteraient de toute évidence au Nord. Or, en décembre 2007, sept gouvernements sud-américains ont inauguré la Banque du Sud, une institution visant à rivaliser avec, ou à remplacer la Banque mondiale, le FMI, la BID.

Les mouvements locaux et les organisations de la société civile ont critiqué irrémédiablement le régime néolibéral et les conditionnalités de l'ajustement structurel. Les protestations en Amérique latine ont visé notamment la privatisation, les menaces environnementales des sociétés multinationales, et le traitement des travailleurs. Les mouvements autochtones tendent à s'opposer fermement au néolibéralisme, et le Forum social mondial, la principale réunion mondiale d'opposition, a sa base en Amérique latine.

Une autre force institutionnelle qui résiste à la mondialisation économique néolibérale, ce sont les travailleurs organisés. Ils demandent principalement que, dans le système de commerce mondial, les droits des travailleurs aient le même poids que les droits de la propriété privée. Aux États-Unis, les syndicalistes ont mené avec succès une action de pression pour que, dans la législation du commerce, un langage qui respecte les droits des travailleurs soit une condition pour le libre accès aux marchés américains et pour l'aide au développement. En mai 2007, cédant à la pression des travailleurs et de l'opinion publique, l'administration Bush et le Congrès ont annoncé que les normes concernant les travailleurs et l'environnement seraient un élément substantiel de tous les accords commerciaux futurs. Ces dispositions ont concouru à inverser l'équilibre des forces au Congrès et à aboutir à l'approbation du récent accord de commerce bilatéral avec le Pérou.

Enfin, un nombre croissant d'économistes respectés rejettent la foi aveugle dans le libre marché et l'opposition doctrinaire à l'intervention du gouvernement sur les marchés. Les prix Nobel George Akerlof et Joseph Stiglitz ont analysé les échecs du fondamentalisme du marché sans brides inhérent au néolibéralisme. Stiglitz, premier conseiller économique du Président Clinton et ancien économiste en chef de la Banque mondiale, insiste sur le fait que les ajustements structurels néolibéraux risquent de déchirer le tissu social fragile des pays en développement. Il affirme que les marchés libres et sans contraintes s'écroulent souvent et qu'une action ciblée du gouvernement améliorera le fonctionnement des économies publiques.

A présent, l'ordre économique mondial est en ébullition, et il est peu probable que le régime néolibéral continuera à avoir l'emprise qu'il a depuis vingt-cinq ans sur la pensée et la pratique de la mondialisation économique.

L'Amérique latine échappe aux griffes de l'ajustement structurel nocif. Les accords économiques qui émergent dans la région incarneront, espérons-le, l'appel que les évêques latino-américains ont lancé à leur réunion l'année dernière pour une mondialisation de la solidarité dans laquelle « la justice dans le commerce doit être promue » avec « l'option préférentielle pour les pauvres ». Une mondialisation qui œuvre véritablement « pour le bien commun ».

Michael J. Gent, Ph.D.  
 Professor of Organization Studies  
 Canisius College  
 Buffalo, NY 14208 - ÉTATS-UNIS  
 <gent@canisius.edu>

*Original anglais*  
*Traduit par Barbara de Luzenberger*

## Pauvreté religieuse dans le contexte africain

Michel Kamanzi SJ

« Frère, allez-vous faire vœu de pauvreté ou dire adieu à la pauvreté ? » Telle était la question un peu ironique que me posait Clémence à la veille de mes premiers vœux dans la Compagnie de Jésus. C'était à Cyangugu, au sud du Rwanda. Clémence est une jeune orpheline, rescapée du génocide rwandais de 1994, elle a habité pendant presque dix ans dans le Centre pour Enfants non accompagnés (CENA) que la Compagnie de Jésus au Rwanda avait hébergé dans les bâtiments de son Noviciat après le génocide. La question de Clémence n'était pas un simple jeu de mot en Kinyarwanda<sup>1</sup> ou une taquinerie, elle disait bien quelque chose sur la sécurité matérielle qu'apporte l'appartenance à un ordre religieux en Afrique face à la précarité et à la pauvreté dans laquelle vivent la majorité de nos contemporains.

Pour beaucoup de nos frères et sœurs, la pauvreté n'est pas un idéal mais la dure réalité contre laquelle ils doivent lutter chaque jour sans toujours parvenir à trouver le pain quotidien. Dire qu'on fait vœu de pauvreté n'est pas alors compréhensible surtout quand beaucoup d'éléments de notre style de vie laissent penser le contraire. Combien de fois n'ai-je pas entendu dire : « Frère, vous faites le vœu de pauvreté, c'est vrai, mais c'est nous qui le vi-

<sup>1</sup> En Kinyarwanda, la langue parlée au Rwanda, Promettre et faire ses adieux sont deux mots très proches : « gusezerana » (promettre) et « gusezera » (faire ses adieux).



vons ! » L'aisance matérielle, nos moyens apostoliques (maisons, véhicules, etc.) et les différentes possibilités dont nous jouissons, comme par exemple la possibilité de voyager à l'extérieur du pays pour des études, nous placent souvent du côté des riches. Pouvons-nous encore nous dire pauvres ?

Il faut dire que face à la pauvreté et parfois même à la misère dans laquelle vivent beaucoup de nos concitoyens, notre style de vie, aussi modeste soit-il, nous place facilement du côté des privilégiés, des nantis de la société. Aussi, avons-nous certainement des efforts à fournir pour nous convertir et parvenir à un style de vie plus simple, plus évangélique si l'on préfère. Mais, nous faudrait-il pour cela renoncer aux différents moyens dont nous disposons, moyens par ailleurs indispensables à l'efficacité de nos apostolats ? Comment parvenir alors à vivre de manière pauvre tout en maintenant un train de vie acceptable et digne ? Il ne s'agit certainement pas de mimer la misère, cela sonnerait faux, très faux d'ailleurs.

Il est vrai aussi que le vœu de pauvreté ne peut pas être réduit à la seule dimension matérielle et qu'en bons disciples de St Ignace de Loyola nous savons qu'il y a aussi une pauvreté spirituelle à côté de la pauvreté effective que nous avons choisie à la suite du Christ pauvre. Comment vivre alors le vœu de pauvreté dans toute sa signification, aimer la pauvreté « *comme une mère et, selon la mesure d'un saint discernement, [en expérimenter] à certains moments quelques effets* »<sup>2</sup> ?

Parfois, nous-mêmes, religieux ou religieuses africains, provenons de familles modestes et certains d'entre-nous ont connu la grande pauvreté dans leur enfance ou leur jeunesse. Les guerres et les conflits de nos pays nous ont aussi traversés et marqués. En plus, nous sommes souvent sollicités par les membres de nos familles ou nos proches pour une aide matérielle. Est-il alors possible de rester sourds à l'appel de nos parents, nos frères, nos sœurs ou amis qui n'ont pas eu pour la journée, la soupe et le pain que nous avons eus à trois reprises ? Il ne s'agit pas ici de susciter une mauvaise culpabilité qui nous paralyserait par ailleurs. Notre style de vie est souvent réellement simple. Mais je pense que nous ne pouvons pas nous contenter de parler d'une simplicité de vie pour nous-mêmes sans exercer une certaine solidarité avec les nôtres et ceux qui nous entourent.

A mon avis, une piste possible pour incarner notre vœu de pauvreté dans le contexte africain actuel est le partage. C'est d'ailleurs une valeur que nous retrouvons dans notre culture africaine de solidarité et d'entraide communautaire. Je parlerais volontiers ici d'un impératif de solidarité comme exigence de notre vœu de pauvreté, une obligation de solidarité qui se traduit par l'exercice du partage. Dans beaucoup de nos familles, nous avons appris déjà tout petits à partager notre assiette, nos habits, nos livres, etc., avec nos frères, nos sœurs, nos cousins, nos amis et nos voisins. Pourquoi ne pas raviver, cultiver,

<sup>2</sup> Voir *Constitutions de la Compagnie de Jésus*, n. 287.

affiner et promouvoir cette culture du partage comme religieux et religieuses africains ? Le partage, je crois, comme l'amour selon Saint Ignace, « *consiste en une communication réciproque ; c'est-à-dire que celui qui aime donne et communique à celui qu'il aime ce qu'il a, ou une partie de ce qu'il a ou de ce qu'il peut ; et de même, à l'inverse, celui qui est aimé, à celui qui l'aime. De manière que si l'un a de la science, il la donne à celui qui ne l'a pas ; de même pour les honneurs et pour les richesses* »<sup>3</sup>.

Le Partage pourrait s'exercer aussi bien dans nos apostolats que dans le quotidien quand nous sommes sollicités pour venir en aide à telle ou telle autre personne ou famille. Dans cette solidarité avec nos contemporains comme expression personnelle et communautaire de notre vœu de pauvreté, une place de choix, je crois, doit être donnée à nos familles respectives. J'ai toujours pensé qu'il faudrait un jour arriver à créer des caisses de solidarité famille dans chacune des communautés religieuses en Afrique. Après tout, nous demeurons membres de nos familles et à ce titre nous avons une responsabilité envers les nôtres. Ne pas pouvoir aider sa famille dans le besoin est souvent le lieu d'un grand déchirement, on se demande parfois si notre engagement religieux a encore un sens quand nous ne pouvons même pas venir en aide à notre prochain le plus proche, à notre famille !

Faire vœu de pauvreté en Afrique dans le contexte actuel a-t-il alors encore un sens ? Certainement, mais à condition que cela nous place en situation de solidarité avec nos contemporains. Sinon, nous courons le risque de mener une vie inauthentique ou désincarnée de notre contexte. Pour moi, dans notre contexte africain contemporain, vivre pauvre comme religieux veut dire mener une vie à la fois modeste et digne en partageant ce que nous sommes, ce que nous avons ou pouvons avec nos contemporains, d'abord les plus proches et les plus pauvres. En d'autres mots, il s'agit de suivre le Christ pauvre en s'engageant pour que nous soyons de plus en plus nombreux à « dire au revoir » à la grande pauvreté, à quitter la précarité et la misère pour accéder à une vie digne d'être vécue, une vie qui nous donne le « pouvoir de partager ». Je crois que, bien que de manière limitée, une illustration de ce « pouvoir de partager » a été justement donnée par l'hébergement dans les bâtiments de notre Noviciat Jésuite de Cyanguu de près de 220 enfants orphelins après le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994. Nous avons pu ainsi partager quelque chose de ce que nous avons et de ce que nous sommes, vivre notre pauvreté religieuse en solidarité avec nos contemporains, plus dans les actes que dans les paroles. Faudrait-il attendre des situations extrêmes comme le génocide ou les guerres pour nous mobiliser et exercer notre solidarité avec nos contemporains en détresse ou y a-t-il moyen de vivre cette « pauvreté-partage » au quotidien ? « *Les pauvres mangeront et seront rassasiés. Ils loueront Yahvé, ceux qui le cherchent : 'Que vive votre cœur à jamais !* »<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Voir *Exercices Spirituels*, n. 231.

<sup>4</sup> Psaume 22, 27.

Michel Segatagara Kamanzi SJ  
Hekima College - Jesuit School of Theology  
Catholic University of Eastern Africa  
P.O. Box 21215  
00505 Nairobi - KENYA  
<michkasega@yahoo.fr>

## Le secteur minier et l'Église en République Démocratique du Congo

Muhigirwa R. Ferdinand SJ

**L**a République Démocratique du Congo (RDC) est « un scandale géologique » avec 2,3 millions km<sup>2</sup> du territoire national et plus de 1 100 différentes substances minérales<sup>1</sup>. La RDC possède des ressources forestières (avec 145 millions d'hectares, 56% des forêts d'Afrique, surface qui la place en seconde position après l'Amazonie, 46%), énergétiques (barrage d'Inga dont le potentiel hydro-électrique est estimé à 44 000 MW), pétrolières (271 milliers de barils par jour, gazeuses (dans le lac Kivu) et minières. Pour les ressources minières, à l'heure actuelle, on estime que la RDC dispose de 12% des réserves mondiales de cuivre et de près de la moitié des réserves de cobalt (56 millions de tonnes de cuivre sur un total de 480 millions et 3,4 millions de tonnes de cobalt sur un total de 7 millions. L'ancien directeur général de la Gécamines, Robert Crem, a estimé à \$330 milliards US la valeur actuelle des réserves minières connues du Katanga.

La RDC est scandaleusement pauvre : selon IDH du Rapport mondial du développement humain du PNUD, la RDC est classée au 167<sup>ème</sup> rang mondial. Un tiers des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition. L'espérance de vie est limitée à 40 ans. Les congolais survivent avec moins d'un dollar par jour. Les infrastructures de base nécessaires au redémarrage du pays doivent être presque entièrement reconstruites. Son poids commercial est presque nul car toute l'Afrique représente environ 1% du commerce mondial.

### 1. Un constat amer

Les évêques catholiques du Congo-Kinshasa, en faisant une lecture de l'exploitation des ressources naturelles de leur pays arrivent au constant sui-

<sup>1</sup> Document de la Banque mondiale, *République Démocratique du Congo. La bonne gouvernance dans le secteur minier comme facteur de croissance*, octobre 2007, p. 20. Au Katanga, principale province minière de la RDC, il existe 325 sociétés minières dont 10 qui sont cotées sur les bourses internationales.

vant : « au lieu de contribuer au développement de notre pays et profiter à notre peuple, les minerais, le pétrole et la forêt sont devenus des causes de notre malheur »<sup>2</sup>. Ce constat renvoie au **défi** majeur qui est celui de « l'exploitation bien ordonnée et contrôlée de nos ressources naturelles »<sup>3</sup>.

## 2. Les conséquences d'une mauvaise gestion (*mismanagement*)

Les conséquences d'une mauvaise gouvernance du secteur minier sont nombreuses sur les plans politico-juridique, économique, sécuritaire et socioculturel.

*Sur le plan politico-juridique*, en RDC, après les élections démocratiques de 2006, l'exploitation des ressources minières est devenue un enjeu national avec une commission du Gouvernement chargée de la révision des 63 contrats miniers, une commission permanente 'Environnement et ressources naturelles' du Parlement et du Sénat, une Commission épiscopale pour les ressources naturelles de la CENCO et des réseaux ressources naturelles de la Société Civile. Le nouveau Code minier et le Règlement minier ont été publiés en juillet 2005. Les récents États Généraux des Mines (12 au 14 mars 2008) ont procédé à l'évaluation de ce Code et de ses mesures d'application. On pense que le Code Minier, dans certaines de ses dispositions, est à la base du pillage des substances minérales du pays. Et par conséquent il ne favorise pas une gestion transparente et équitable des ressources minières de la RDC.

*Sur le plan sécuritaire*, « L'exploitation des ressources naturelles ne cesse de soulever de graves problèmes de souveraineté, d'équité, de légalité, de respect des populations locales et de l'environnement<sup>4</sup> ». La résolution 1756 du Conseil de Sécurité du 15 mai 2007 établit le lien direct entre l'exploitation illégale des ressources naturelles et les guerres et l'insécurité. Faits établis depuis 2002 par le Rapport du Groupe des experts de l'ONU de 2002-2003 et le Rapport Lutundula de juillet 2005. En RDC, la « première guerre mondiale africaine » de 1998 est intrinsèquement liée à l'exploitation illégale, au pillage systématique des ressources naturelles de notre pays. Cette première guerre mondiale a impliqué 9 pays africains dans la guerre : la RDC, le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, l'Angola, le Zimbabwe, le Tchad, la Namibie et l'Érythrée. Les guerres d'agression de la part du Rwanda et les guerres civiles entre différents groupes armés a fait 5,4 millions de morts selon les récentes statistiques (janvier 2008) de International Rescue Committee. C'est, à juste titre, que Jean Migabo soulève la question du génocide congolais<sup>5</sup>. Les guerres et l'insécurité continuent au Nord et Sud Kivu et dans la province

<sup>2</sup> *Message de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo, CENCO, 7 juillet 2007, n. 8.*

<sup>3</sup> *Ibid.*, n. 1. Voir aussi Pape Jean-Paul II, *Ecclesia in Africa*, n. 110.

<sup>4</sup> *Message du Comité permanent de la Conférence épiscopale nationale, 9 février 2008, n. 9.*

<sup>5</sup> Jean Migabo Kalere, *Génocide au Congo. Analyse des massacres de populations civiles*, Broederlijk Delen, Bruxelles, 2002 (216 pages).

orientale à cause de l'or, du diamant et du coltan. Les tensions sont perceptibles entre la RDC et l'Ouganda avec l'exploitation prochaine du pétrole dans le Lac Albert par Heritage Oil Compagny.

*Sur le plan économique*, alors que le prix actuel des métaux a connu une progression fulgurante<sup>6</sup>, la situation socio-économique du congolais se dégrade de plus en plus. Depuis l'époque coloniale, le secteur minier est la clé de voûte de l'économie de la RDC, fournissant entre 70 à 80% des recettes d'exportation et environ 8% du PIB. Les recettes fiscales en termes d'impôts miniers perçus des entreprises minières sont passées de \$26,7 millions US en 2005 à 11,7 millions USD en 2006<sup>7</sup>. La baisse des recettes fiscales dans le secteur minier est principalement liée au trafic illégal de matières précieuses, aux pratiques de fraude et de corruption des entreprises privées et des services publics, au manque de transparence dans la négociation et l'octroi des marchés, au manque d'études de faisabilité des gisements miniers, à la sous-évaluation des gisements documentés, au manque de mise en application du code et du règlement minier et à un déséquilibre dans la répartition des parts entre l'État congolais et les entreprises privées. Il faut signaler que sur le plan écologique, les nouveaux emplacements miniers entraînent la pollution de l'environnement, la déforestation massive contribue à la dégradation du sol, à la pollution des cours d'eau et des rivières et à la contamination croissante de l'air.

*Sur le plan socioculturel*, les entreprises n'assument pas leur responsabilité sociale. Car là où s'exercent les activités minières, règnent l'exploitation de l'homme par l'homme le déséquilibre familial, l'immoralité, la délocalisation de nombreux villages et cimetières<sup>8</sup>, la destruction des infrastructures existantes. Le code minier et ses mesures d'application y sont violés. Conformément à l'article 452 du Code minier, les sociétés minières doivent « améliorer le bien-être des populations locales en mettant en œuvre des programmes de développement économique et social et en prévoyant l'indemnisation des populations en cas de déplacement de leur lieu d'habitation ». Elles doivent, en consultant les communautés locales, « présenter une étude d'impact environnemental accompagné d'un plan de gestion environnemental du projet » (article 204) ; veiller aux mesures de sécurité, d'hygiène et de protection » (article 207), de « salubrité publique, de conservation des gisements, des sources et des voies publiques » (articles 208 et 209). Il leur est aussi demandé de « construire et de maintenir toutes les infrastructures nécessaires aux activités minières » (article 212) et « ouvertes au public » (article 213).

<sup>6</sup> Par exemple, une tonne de cuivre coûtait \$2 300 US en 2003. Elle coûte actuellement environ \$8 200 US ; une tonne de cobalt coûte environ \$115 000 US.

<sup>7</sup> Document de la Banque mondiale, *République Démocratique du Congo. Bonne gouvernance dans le secteur minier comme facteur de croissance*, octobre 2007, p. 32. Selon la même source, la valeur brute de la production minière variera entre \$ 2 milliards et \$2,7 milliards US par an ; et les recettes fiscales entre \$ 186 millions US et \$388 millions US par an, de 2008 et 2017.

<sup>8</sup> Mgr Gaston Ruvezi, Évêque de Sakania-Kipushi, *Note pastorale de Carême*, Février 2008.

### 3. Apport de la Société civile

Il existe en RDC des réseaux et des ONG qui militent en faveur d'une gestion équitable et transparente des ressources forestières et minières. Le CEPAS est membre observateur de la commission interministérielle chargée de la révision des contrats miniers de la RDC. Sur proposition de la Société civile congolaise, il a été nommé membre du comité de pilotage de l'ITIE (organe d'orientation stratégique et de supervision du processus de l'ITIE en RDC) et membre de la Commission épiscopale ad hoc pour les ressources naturelles (CERN).

Du 15 au 16 décembre 2006, le Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS) a organisé un atelier national de la Société civile sur la bonne gouvernance des ressources naturelles et minières de la RDC. De cet atelier est né le Forum de la Société civile congolaise composé de 53 ONG que coordonne le CEPAS. Une publication aux éditions du Cepas rassemble le fruit de cet atelier. Nous avons ensuite créé un site Web <[www.forumrdc.org](http://www.forumrdc.org)> comme miroir d'information pour les activités de la Société civile congolaise. Le 13 mars 2007, le CEPAS a participé à la conférence sur les partenariats public-privé dans le secteur minier de la RDC organisé à Bruxelles par le ministère des affaires étrangères belge et la Banque Mondiale. Nous avons co-signé un appel international dénommé « une part équitable pour le Congo » (*A fair share for Congo*).

Du 15 au 16 juin 2007, les journées sociales du CEPAS ont été organisées autour du thème « Le rapport de la Commission Lutundula et le contrat de bonne gouvernance du programme du gouvernement de la RDC. Les conférences et les échanges de ces journées ont été publiés comme numéro spécial de la revue Congo-Afrique en septembre 2007. Avec l'appui d'*Open Society Initiative for Southern Africa*, nous avons mis en place 4 groupes thématiques de travail de la Société civile devant travailler sur le cuivre, le diamant et l'or. Nous avons aussi demandé aux experts dans le secteur minier d'examiner les dimensions juridiques, économiques, fiscales, sociales et environnementales de 12 contrats parmi les 63 contrats sous révision par la Commission interministérielle. Deux mois plus tard, le 1<sup>er</sup> septembre 2007, les experts nous ont remis le rapport sur les 12 contrats. Ce rapport sur les 12 contrats est une contribution précieuse au processus gouvernemental de révision des contrats miniers. Nous avons remis ce rapport aux autorités des institutions politiques, concernées.

Du 16 au 17 octobre 2007 au CEPAS, nous avons organisé un atelier de consolidation des 12 contrats avec la participation des ONG internationales et nationales, des représentants des institutions publiques (Présidence de la République, Sénat, Assemblée Nationale, gouvernement), des représentants des entreprises minières et des responsables des médias. Le 9 novembre 2007, nous avons remis le rapport consolidé sur les 12 contrats aux Présidents de l'Assemblée et du Sénat, aux membres du gouvernement, aux ONG nationales et internationales et aux 12 entreprises privées. Ce rapport a fait l'objet d'une publication dans les éditions du CEPAS en novembre 2007. En décembre 2007,



la Commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale du Congo en collaboration avec le CEPAS a publié un bulletin intitulé « Révision des contrats miniers : l'espoir est-il permis ? » qui a été diffusé dans les 47 diocèses du Congo.

#### 4. Apport de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO)

Face à la mauvaise gestion du secteur minier, les évêques catholiques ont joué un rôle prophétique à travers leur message et leur engagement. En mars 2007, dans un *Message des évêques du Katanga*, ils affirment : « il est clair que nos mineurs ne profitent ni à notre population, ni à notre peuple. Alors que les bénéfices des investisseurs croissent sensiblement, les travailleurs, eux, s'appauvrissent davantage. Notre économie locale n'en tire apparemment pas de profit. Le peuple se demande à qui profite finalement l'exploitation minière au Katanga ».

En juillet 2007, un autre *Message des évêques de la CENCO* : « Comment comprendre que nos concitoyens se retrouvent, sans contrepartie ni dédommagements, dépouillés de leurs terres par le fait des superficies concédées ou vendues à tel ou tel exploitant minier ou forestier ? Est-il admissible que des travailleurs congolais<sup>9</sup> soient traités ici et là sans égard pour leurs droits et leurs dignités humaines ? (...) La CENCO s'engage, à travers ses structures, à suivre avec une attention particulière le processus de « revisitation » des contrats miniers et forestiers afin qu'il se fasse dans la plus grande transparence au profit du peuple congolais (...) La CENCO créera en son sein une Commission épiscopale ad hoc chargée de suivre la question de l'exploitation des ressources naturelles » (n. 11).

En janvier 2008, on peut lire dans le *Message du Comité permanent de la CENCO* : « L'exploitation des ressources naturelles ne cesse de soulever de graves problèmes de souveraineté, d'équité, de légalité, de respect des populations locales et de l'environnement. Nous demandons à notre gouvernement de donner des mesures et les conditions de renégociation, et de rendre ainsi clair et transparent le cadre juridique de la signature des contrats miniers et forestiers. Les entreprises minières et forestières devront respecter leurs obligations sociale et environnementale (n. 9).

En février 2008, dans une *Note pastorale, Carême 2008*, intitulée *Notre richesse est dans notre dignité et non dans le mining*, Mgr Gaston Ruvezi écrit que « Ce qui se passe dans notre diocèse est inacceptable. Les chrétiens catholiques et tous les citoyens doivent réfléchir sur ce phénomène (*mining*). Ils doivent *voir*, c'est-à-dire observer ce qui se fait autour d'eux ; *juger*, dans le sens de prendre en considération ce qui est digne de l'homme ; et *agir*, c'est-à-dire s'exprimer conséquemment, passer à l'action. Pour nous chrétiens, l'homme a une valeur inestimable : « Il a un prix au yeux de Dieu ». La *Commission Justice et Paix de la Commission épiscopale nationale du Congo* a effectué 3 en-

<sup>9</sup> Il y a environ 10 millions d'artisans qui travaillent dans le secteur minier en RDC et gagnent en moyenne \$ 30 US par mois.



quêtes en mettant en relief le lien direct entre l'exploitation minière et la recrudescence des guerres.

## 5. Perspectives d'avenir

- Faire des recherches, des enquêtes, former et informer ([www.forumrdc.org](http://www.forumrdc.org)) publier et vulgariser les recherches du secteur minier.
- Assurer des séminaires de formation avec et pour les acteurs des ONG congolaises, les membres du gouvernement national et provincial, les députés et les sénateurs membres de la Commission « Environnement et Ressources naturelles ».
- En collaboration avec la société civile, conscientiser par l'information et la sensibilisation la population sur « la responsabilité sociale » des entreprises publiques et privées engagées dans l'exploitation minière de la RDC.
- Développer et renforcer un réseau de plaidoirie et de promotion pour garantir à travers le Code minier congolais, les normes de l'ITIE et de l'OCDE, une bonne gouvernance du secteur minier. La promotion se fera *au niveau national* : avec la CERN de la CENCO, la Société Civile/Kinshasa, Publish what you pay/RDC, ITIE/RDC ; *au niveau africain* : avec les centres sociaux jésuites Hakimani Centre et Hekima Peace Studies and International Relations (Nairobi), Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR (Lusaka), le Centre de formation et développement, CEFOD (Djamena), Centre pour la paix (CERAP/Abidjan), Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA/Johannesburg) et South Africa Ressource Watch (SARW/Johannesburg) ; *au niveau international* (avec le Secrétariat de la Justice sociale (Rome), Office Catholique d'information et d'initiative pour l'Europe (OCI-PE/Bruxelles), US Jesuit Conference (Washington), International Jesuit Network for Development (IJND) et l'Entraide Missionnaire (Montréal),

Une gestion transparente et équitable des ressources minières est un facteur déterminant pour promouvoir la paix, réduire la pauvreté, lutter contre la corruption et l'impunité et contribuer ainsi au développement intégral de la personne humaine. Nous réaffirmons la position du Pape Benoît XVI qui demande aux G8 « de mettre en place des procédures pour une annulation rapide, entière et inconditionnelle de la dette extérieure des pays les plus lourdement endettés (...), d'établir et de promouvoir de façon fiable et durable des conditions commerciales favorables incluant un accès large et inconditionnel aux marchés, de poursuivre des efforts en matière de réduction des ventes d'armes – légales ou non –, de trafic illégal de matières précieuses, et de fuite des capitaux en provenance des pays pauvres »<sup>10</sup>.

Comme jésuites engagés dans une œuvre sociale de la Compagnie de Jésus en RDC, nous croyons que la bonne gouvernance dans le secteur minier

<sup>10</sup> Voir *Lettre de Sa Sainteté le Pape Benoît XVI au Chancelier de la République fédérale d'Allemagne*, dans *L'Osservatore Romano*, 1<sup>er</sup> mai 2007, p. 2.

renvoie à la seconde proposition<sup>11</sup> du JESAM faite à la réunion des Provinciaux à Loyola en septembre 2005 et constitue une expression actuelle de notre mission, celle du service de la foi et de promotion de la justice en RDC.

Professor Muhigirwa R. Ferdinand SJ  
 Director of Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS) - Kinshasa  
 a/s Procure des Missions SJ  
 141, Koninginnelaan  
 1030 Bruxelles - BELGIQUE  
 <muhigirwafsj@yahoo.fr>

## La Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction achève sa visite en inde

Nations Unies – Communiqué pour la presse<sup>1</sup>  
 20 mars 2008

**A**sma Jahangir, Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, en achevant sa visite en Inde, le 20 mars 2008 à Delhi, a fait la déclaration suivante :

« Je voudrais remercier le Gouvernement indien qui m'a invitée ici et m'a offert cette occasion unique d'étudier la situation de la liberté de religion ou de conviction. L'Inde est un pays varié, où les religions et les convictions abondent et sont respectées dans un cadre séculier. Ma mission a commencé le 3 mars 2008 à Amritsar ; ensuite, j'ai visité Delhi, Jammu, Srinagar, Ahmedabad, Mumbai, Thiruvananthapuram, Bhubaneswar et Lucknow. Maintenant, je suis de nouveau à Delhi et, par cette conférence de presse, j'achève ma mission en Inde.

Au cours de ma visite dans le pays, j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs représentants gouvernementaux, notamment les Ministres des affaires étrangères, des affaires des minorités et de la culture, ainsi que les Premiers Ministres de Delhi, du Jammu et Cachemire, du Gujarat, du Kerala et de l'Orissa. En plus, j'ai rencontré le représentant du gouvernement auprès de la Cour suprême, plusieurs juges de la Cour suprême et du Tribunal de grande instance, ainsi que les membres de plusieurs commissions pour les droits de l'homme et des minorités. J'ai également eu des rencontres avec des représentants de la so-

<sup>11</sup> La seconde proposition nous invite à travailler pour la justice sociale et économique en continuant « à faire pression pour l'effacement des dettes, pour l'abandon de la fabrication et de l'exportation des armes, et pour des échanges commerciaux plus justes entre les pays développement et les pays développés ».

<sup>1</sup> Le texte, publié par le journal indien The Indu, est disponible en <http://www.hindu.com/nic/asmajahangir.pdf>

ciété civile, notamment responsables et membres de communautés religieuses en Inde, intellectuels, journalistes, activistes des droits de l'homme, avocats et professionnels de l'industrie des arts visuels. Je voudrais remercier le gouvernement et les citoyens indiens pour la grande coopération qui m'a été offerte.

En effet, en raison de la diversité religieuse de l'Inde, cette visite du pays a été une expérience enrichissante pour le mandat que j'assume depuis 2004 et je soumettrai un rapport complet avec conclusions et recommandations au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Cette déclaration à la presse ne couvrira, en revanche, que quelques premières impressions que j'ai eues au cours de ces deux semaines et demi, car il serait impossible de faire ici une évaluation générale de la situation actuelle de la liberté de religion ou de conviction dans l'ensemble de l'Inde. En fait, celle-ci n'était pas la première visite du mandat, puisque mon prédécesseur a effectué une mission en Inde en 1996 (voir Doc. des Nations Unies E/CN.4/1997/91/Add.1). Par conséquent, mon prochain rapport comportera aussi un suivi des développements au cours des douze dernières années, afin d'analyser les changements qui ont eu lieu et les raisons de ces changements.

En ce qui concerne le cadre juridique, je suis bien consciente du fait que le système politique indien est de type fédéral et que les États ont de larges pouvoirs, notamment dans le domaine de la loi et de l'ordre. Ainsi, le degré d'action du gouvernement pour protéger ses citoyens en termes de liberté de religion ou de conviction varie selon les États concernés. Je suis également consciente du fait qu'il existe des sauvegardes démocratiques au sein du système et que les institutions ont accumulé une vaste expérience en matière de protection des droits de l'homme.

Un grand nombre de mes interlocuteurs ont souligné l'impact positif du sécularisme indien inscrit dans la Constitution. De façon générale, les Indiens tiennent fortement aux principes séculiers et plusieurs personnes m'ont dit que le terme « sécularisme » n'a pas forcément le même sens que dans d'autres pays. Historiquement, les croyants de religions et convictions nombreuses et diverses vivent en Inde. Le gouvernement central a élaboré une politique détaillée relative aux minorités, notamment les minorités religieuses. Dans ce contexte, je voudrais louer plusieurs rapports récents sur les minorités religieuses, par exemple ceux rédigés par les comités présidés par le juge Rajender Sachar en 2006 et par le juge Renganath Misra en 2007. Ces comités mandatés par le gouvernement sont un bon exemple de mécanismes mis en place pour analyser la situation et présenter au gouvernement des recommandations pour des mesures à prendre sur la question.

La Commission nationale pour les minorités a aussi relevé plusieurs défis. Leurs membres ont agi promptement et publié des rapports indépendants sur les accidents de violences communautaires en présentant des recommandations concrètes. Cependant, la performance de nombreuses commissions pour les droits de l'homme dépend fortement de la sélection des membres et de l'importance que les divers gouvernements attachent à leurs mandats. Il est vital que les

membres de ces commissions soient très sensibles aux questions des droits de l'homme et qu'ils reflètent la diversité, notamment en termes de représentation des femmes car ce sont elles qui subissent davantage l'intolérance religieuse. En même temps, j'ai remarqué que les groupes de femmes, indépendamment de leur religion, étaient ceux qui défendaient de la façon la plus active et la plus efficace les droits de l'homme dans les situations de tensions communautaires.

Toutes les personnes que j'ai rencontrées ont reconnu qu'il existe un cadre juridique complet pour protéger leurs droits, mais un grand nombre d'entre elles – en particulier parmi les membres de minorités religieuses – ne sont pas satisfaites de son application. De façon générale, les Indiens respectent la diversité de religion et de conviction. En même temps, des groupes organisés fondés sur des idéologies religieuses ont fomenté la peur de violences collectives dans de nombreuses régions du pays. La loi est souvent réticente à agir contre des individus ou groupes qui commettent des violences au nom d'une religion ou d'une conviction. Cette impunité institutionnalisée à l'égard de ceux qui exploitent la religion et imposent leur intolérance religieuse aux autres a rendu des citoyens pacifiques, en particulier les minorités, vulnérables et craintifs.

J'ai reçu un grand nombre de rapports sur des attaques contre les minorités religieuses et leurs lieux de culte et sur la discrimination à l'encontre de couches de la communauté hindoue qui n'ont pas les moyens de se prendre en charge. Voici juste quelques exemples dont on a beaucoup parlé.

Dans l'Uttar Pradesh, j'ai reçu des rapports concrets de violences et de viols commis en réaction à des cas de mariage mixte entre croyants de différentes religions ou castes. Les actes de violence se poursuivent alors que leurs auteurs sont traités avec une certaine compassion par les agents chargés de faire respecter la loi. Ce parti pris étant fortement ancré dans la société, la protection des victimes devient encore plus difficile. Sur certaines affaires dont j'ai été informée, l'enquête est encore ouverte, mais j'espère que la justice règnera.

Il y a moins de trois mois, dans le district de Kandhamal dans la région de l'Orissa, les violences visant principalement les chrétiens à Dalit et les communautés tribales étaient monnaie courante. J'ai reçu des rapports crédibles selon lesquels les membres de la communauté chrétienne avaient alerté les autorités avant les attaques prévues du 24 au 27 décembre 2007. La police avait elle aussi averti les responsables chrétiens des violences prévues. La Commission nationale pour les minorités a déclaré dans un rapport récent : « Une destruction à si grande échelle dans des lieux difficiles d'accès n'aurait pas pu avoir lieu sans une préparation et une planification préalables. » Même aujourd'hui, les tensions règnent et les lois anti-conversion sont utilisées pour calomnier les chrétiens en général.

Quant au massacre du Gujarat de 2002, j'ai lu de nombreux rapports, aussi bien d'organes officiels que d'organisations de la société et j'ai rencontré un grand nombre de témoins oculaires et de personnes qui ont visité le Gujarat lors des émeutes. Le gouvernement de l'État a indiqué que, avant l'accident de

Godhra, le Gujarat avait été témoin de 443 accidents communautaires importants entre 1970 et 2002. L'alerte avait été donc donnée. Or, le massacre qui a eu lieu après les morts tragiques à Godhra en 2002 est encore plus effroyable puisque, d'après ce que tout le monde dit, au moins un millier de personnes auraient été systématiquement tuées. Pire encore, des rapports crédibles indiquent que l'inaction des autorités était évidente et que la plupart des interlocuteurs ont allégué la complicité du gouvernement de l'État. Au cours de mes conversations avec les victimes, je voyais en elles une crainte constante doublée du tourment que la justice continue à être défaillante pour la plupart des victimes et des survivants. Aujourd'hui encore, la ghettoïsation et l'isolement des musulmans dans certaines zones augmentent. L'affirmation du gouvernement de l'État selon laquelle le développement guérira les blessures ne semble pas réaliste. Il est crucial de reconnaître que le développement sans une politique qui inclue toutes les communautés ne fera qu'aviver les ressentiments.

En outre, je suis inquiète parce que, à plusieurs réunions avec les membres de la société civile lors de ma visite dans le Gujarat, des agents du gouvernement en civil ont pris les noms de tous mes interlocuteurs des ONG et ont même fait sentir leur présence par la suite. A plusieurs occasions, j'ai insisté pour que les agents de la police quittent la pièce au cours de mes réunions avec les ONG. Le mandat des missions d'information des Rapporteurs spéciaux (voir document des Nations Unies E/CN.4/1998/45, Annexe V) est très clair sur ce point : il garantit un contact confidentiel et non surveillé avec des témoins et d'autres personnes et l'assurance de la part du gouvernement qu'aucune personne ayant eu un contact, à titre officiel ou personnel, avec le Rapporteur spécial dans le cadre du mandat ne subira pour cette raison des menaces, du harcèlement ou des peines, ni fera l'objet de poursuites judiciaires.

Je suis préoccupée aussi par la longueur des enquêtes dans des cas impliquant des émeutes, des violences et des massacres communautaires comme ceux qui ont eu lieu en 1984, en 1992 et en 2002. Tous ces accidents continuent de hanter les personnes qui les ont subis et l'impunité enhardit les forces de l'intolérance. Il est important de tirer des enseignements de ces événements afin de prévenir les violences communautaires futures. Si une enquête sur les violences communautaires à large échelle ne devrait pas être menée avec une précipitation déplacée, la commission d'enquête, la commission judiciaire et toute autre commission nommée pour étudier la situation devraient lui accorder la plus haute priorité. La longueur excessive de l'enquête ne fait que maintenir des tensions qui bouillonnent et diminuer la justice. J'ai été étonnée d'apprendre que juste avant mon arrivée en Inde, la Commission Liberhan – qui enquête sur les circonstances qui ont conduit à la destruction de la mosquée de Babri Masjid à Ayodhya en 1992 – a eu la 44<sup>ème</sup> prolongation pour achever son enquête.

*Original anglais  
Traduit par Barbara de Luzenberger*

## Rencontre internationale des prêtres ouvriers

Ramiro Pampols SJ<sup>1</sup>

### En guise d'introduction

**J**e vous écris pour vous faire connaître le document que les prêtres ouvriers allemands ont préparé pour la Rencontre internationale des P.O. (prêtres ouvriers), qui sera célébrée en France cette année pendant les jours de la Pentecôte. D'autres collectifs, français, espagnols ou italiens ont écrit des documents proches. Je le fais avec la claire intention de faire connaître l'existence, les voix et les inquiétudes de ces frères qui sont les nôtres, parmi lesquels il y a quelques jésuites, comme Christian Herwartz. Je suis inquiet de voir les énergies et les expériences spirituelles intenses être mises sous silence ou plutôt laissées de côté au moment où cette forme d'église est en train de disparaître. Elles ont un grand sens évangélisateur malgré des malentendus et des faiblesses propres, inhérentes aux groupes humains et ecclésiaux.

Plus encore, et cela serait plus grave, je pressens que la Compagnie elle-même tend à méconnaître les grands groupes de travailleurs, parmi lesquels beaucoup de jeunes, non seulement en Europe, mais aussi en Asie, en Amérique, qui continuent de lutter pour un monde plus juste. C'est comme si nous aidions dans une quasi-exclusivité les deux extrêmes de nos sociétés : les plus pauvres et les marginaux et les classes moyennes et sécularisées de nos pays. Il n'apparaît quasiment nulle part, même dans notre Semaine sociale de Bratislava, aucune mention de la classe travailleuse (je ne dis pas « ouvrière »).

Comme je suis un homme d'espérance, je maintiens la ferme conviction qu'un jour « justice sera faite » à cette réalité humaine et ecclésiale. Je pense que ce qui m'a amené à travailler ici, en Haïti, c'est précisément cette impulsion qui m'a saisi lors de mon travail en usine durant 30 ans. Toujours avec la franchise qui a distingué les syndicalistes de toujours, tu verras comme l'écrit que je te remets vaut la peine d'être connu.

Bien fraternellement,

Ramiro Pampols SJ  
a/s Solidarite Fwontalye / SJRM  
38, Rue Espagnole  
Ouanaminthe - HAÏTI  
<ramiropampols@gmail.com>

*Original espagnol  
Traduit par Antoine Paumard SJ*

<sup>1</sup> Prêtre ouvrier espagnol qui travaille aujourd'hui en Haïti [Note de l'Éditeur].



## Rencontre Pentecôte 2008 à Lyon

### Contribution de la délégation de langue allemande

Le monde en mutation pleine et rapide – Vivre une situation irréversible

Nous voyons l'évolution globale de l'humanité comme un processus de mutation rapide, pas toujours simultané, mais englobant tout avec des tendances claires vers le pire. Allons-nous vers une décadence totale ? Du nouveau est-il en train de naître ?

#### L'accumulation d'argent comme principe dominant. Quelques exemples.

1. Tous les domaines de la société – et pas seulement l'économie – sont soumis à ce principe.
2. Des services de l'université et des hôpitaux sont jugés suivant les principes de rentabilité comme la production et le transport des produits.
3. L'économie de l'énergie remplit ses caisses grâce à l'or noir (pétrole) auquel s'ajoute aujourd'hui l'or vert (agro combustible).
4. Des spéculations boursières poussent l'économie en avant, mais elles sont elles-mêmes déjà des sources privilégiées pour accumuler de l'argent.
5. La militarisation croissante offre des possibilités énormes pour gagner des sommes immenses par la fabrication d'armes.
6. Le principe destructif de « croissance » est en train de ruiner la nature et les hommes dans leur vie d'ensemble.

Ce principe d'accumulation d'argent se gère comme la drogue qui croît constamment, ou comme un ulcère cancéreux qui mange insatiablement tout le corps et qui meurt ensuite lui-même.

#### Des conséquences de cette évolution dramatique

1. **Les mécanismes de régularisation ne fonctionnent plus**, ni au niveau local et régional, ni au niveau national et international, et non plus au niveau d'une usine. Les relations de travail deviennent de plus en plus précaires. Esclavage, privatisation des droits, appropriation de temps, de force et d'espace, de la vie sociale par les patrons.
2. **Le sens de la collectivité dans son ensemble est en train de disparaître.** L'individualisme conçu comme philosophie dominante le remplace : « Ne pas vouloir partager » est inculqué comme attitude fondamentale. Il n'y a quasiment plus de décisions majoritaires démocratiques. La résistance collective dans les usines devient toujours plus difficile. Les représentants des intérêts ouvriers s'expriment de plus en plus dans une tension déchirante. Comme le dit Albert, une fois élu délégué principal : *« Mais cela est justement le changement de perspective : maintenant j'ai ce sentiment misérable*



*de porter une responsabilité pour 255 collègues. Je ne peux plus dire aussi simplement : 'nous risquons la ruine'. Ceci tu peux le faire une seule fois. Et puis, c'est peut-être trop tard. Mais malgré cela, le sentiment d'avoir glissé de l'autre côté sans l'avoir voulu, cause de grandes douleurs ».*

3. **La confiance dans les grandes organisations diminue.** Ceci vaut pour les partis, les syndicats, les parlements et gouvernements, l'église. Voir la participation aux élections en rapide baisse, l'abandon et les sorties de la grande organisation comme Églises, Syndicats, Partis politiques.
4. **L'appauvrissement** de grandes régions du globe croît avec l'extraction des matières premières et de l'énergie (Afrique, Brésil p.ex.). Appauvrissement croissant aussi des couches sociales de la population dans les pays industrialisés.
5. Ceci conduit à des **flux immenses de réfugiés** et à des mesures de défense de la part des pays d'immigration (Forteresse Europe), avec des tueries massives.
6. « **Être sans lieu** » caractérise de grandes parties de la population mondiale. Où est notre « chez nous » ? Voir le problème des ouvriers migrants (Europe, Chine p.ex.). Voir aussi la discussion récente en Allemagne sur « Intégration et Assimilation ».
7. L'homme est **morcelé et maintenu en état d'angoisse**. Les angoisses pour le futur, ne pas avoir de perspective domine beaucoup de gens, surtout la jeunesse.
8. **Criminalité et corruption** deviennent une habitude dans la société. Tout est permis, si cela ne se remarque pas et si on ne trouve pas un accusateur. Voir le scandale actuel de fraude fiscale en Allemagne (Argent des riches envoyé au Liechtenstein). En ceci on peut constater une **vie de conquête** dépourvue des valeurs de fond qui pourraient la freiner.
9. **L'exclusion structurelle** d'un grand nombre de populations partout dans le monde. Ici en Europe, cette exclusion est étayée par des mesures gouvernementales avec l'argument d'économiser.

### **Interprétation - Comparaison : La fin ou / et un commencement nouveau**

Parmi les interprétations de ces grands processus de mutation, on trouve des points de vue qui soulignent une catastrophe totale, d'autres qui en revanche voient ou espèrent plutôt un nouveau commencement. 3 exemples :

#### ***Dans le texte de Wuck***

*Je peux percevoir que le capitalisme, avec son principe destructeur « croissance » est en train de ruiner la nature et les hommes dans leur vie d'ensemble. Et c'est presque un espoir : Ce monstre/colosse aux pieds d'argile s'écroule, répand peur, terreur, guerres.. La nature repousse/riposte. **La finitude se refuse à l'excès démesuré.** 'Je suis convaincu, que le capitalisme ne peut pas périr par un déclin « endogène » ;*

mais seulement d'**un coup extérieur** d'une véhémence extrême en lien avec une **alternative crédible** qui pourrait effectuer son effondrement' (Fernand Braudel, historien français). Les coups extérieurs se sentent : la nature atteint ses limites ; manque d'énergie et en même temps hommage à la croissance ; répartition des aliments aux dépens des pauvres et en faveur des riches.

### **Dans le texte de Christian :**

Au fond il s'agit pour moi de continuer à espérer la vie dans une situation irréversible d'ébranlement et de perte. La situation mondiale et surtout notre situation européenne et nord-américaine me semble comparable à la situation individuelle de Jésus, quand il remarque qu'il ne peut plus éviter la mort sur la croix. Lui, dans sa solitude, s'unit à ses amis et au traître de la vie et partage avec eux. Il est jeté sur lui-même dans sa prière pour ne plus s'écarter, dans sa situation, du simulacre de procès et de la mort, parce que le temps était mûr pour cela. Longtemps il a pu retarder ce moment ; car déjà lors de son premier sermon à Nazareth, ils étaient nombreux à vouloir le tuer. Car sa vision de la vie avec tous ceux qui ont faim, les malades, les prisonniers et ceux auxquels on refuse le partage (Évocation de l'année de la grâce), leur semblait trop dangereuse. Ils étaient déjà perturbés dans leur intérieur et ils lui ont reproché sacrilège/blasphème.

Christian compare aussi ces événements au mouvement de résistance du « 3<sup>ème</sup> Reich » et il dit : *La mort et la capitulation devant les yeux, le Kreisauer Kreis (groupe de résistants) s'est posé la question des conséquences après la capitulation. Ils ont créé l'humus, le sol humain, dans lequel la vie peut recommencer à prospérer.*

Et il cite **Martin Luther** : « *Le jour avant la fin du monde je vais planter un petit arbre* ».

### **Dans le texte de Georg :**

« Résignation comme condition préalable de résistance ». C'est une vieille idée que je défends et qui remonte finalement à l'éthique d'Albert Schweitzer « Respect devant la vie ».

### **Transition vers la nouveauté, oui. Mais comment ?**

Voici quelques idées peu élaborées dans les différents textes :

1. « Dans le déclin apparent surgit souvent le neuf » (groupe PO de Berlin)
2. Surmonter l'isolement
3. Apprendre à partager la vie – Devenir semblable dans l'amour
4. Rassembler de l'humus d'humanité – Vivre des choses mémorables
5. Commémorer des moments où la dignité a été, et est respectée.
6. Les processus dans lesquels surgit de la nouveauté doivent être suffisamment visibles pour que l'on puisse échapper à l'évolution générale.
7. Au cœur de cette situation, il est demandé de trouver et de proclamer

l'espérance chrétienne. Dans une situation « irréversible », le mystère de l'incarnation nous appelle à la conversion.

8. Wuck parle dans son texte de la « creatio ex vetere ». Le monde nouveau peut seulement naître du vieux monde. Willibald souligne une autre vérité fondamentale de notre foi : « creatio ex nihilo ». Dieu sait créer des choses de rien.

### Seulement à espérer – ou déjà visible ?

Nous ne voulons pas nous contenter d'évoquer des vérités chrétiennes, des idées, des souhaits. Car ce monde nouveau est déjà en train de naître. Il se montre dans des figures nouvelles d'homme. Partout dans le monde où se réalise **l'incarnation de solidarité**. Voici quelques exemples :

1. Dans de multiples formes de coopératives qui produisent et repartissent les biens en suivant les idées de l'économie solidaire
2. Dans des millions de groupes et d'initiatives où les personnes concernées prennent leur sort en main et créent de nouvelles choses. Voir le livre de David Bornstein, « Die Welt verändern » : Il y décrit un grand nombre d'« Entrepreneurs Sociaux » et la force des idées nouvelles. Le « secteur civil » prend de plus en plus d'importance.
3. La maison des Jésuites à Berlin et l'hospitalité qui y règne.
4. Wuck donne un exemple récemment vécu chez lui où ils ont reçu des jeunes qui assistaient à une manifestation à Munich. « *Quelles figures d'hommes y sont apparues ? Des jeunes de différentes villes. Surtout quatre personnes du « Erzgebirge » (ex-RDA) nous ont beaucoup impressionnés. Ce qu'elles ont raconté de leur ville, de leur volonté de vouloir y rester, de faire une formation, de faire de la musique, de créer un groupe de gauche. Leurs paroles ne sonnaient pas comme celles qui parlent du travail à réaliser dans de grandes organisations, elles transmettaient plutôt un esprit de pionniers. Cela a à faire avec ma socialisation ecclésiale, disait l'un d'eux, avec le sermon sur la montagne et avec la solidarité avec ceux qui ont trébuché et ont été mis hors-la-loi. Les quatre visiteurs se sont rapidement adaptés chez nous, pendant le repas, le travail d'installation, en riant, en racontant, en écoutant... **Humus d'humanité** comme le dit Christian. Le royaume est puissant chez les faibles. Je suis convaincu que la construction d'un autre monde est possible (ou impossible ?), un monde sur lequel nous allons discuter à Lyon en relation avec la force qui habite les hommes faibles. Quelles figures d'hommes y apparaîtront, c'est donc la question centrale. Et comment se découvriront-ils et s'uniront-ils ? »*

### Vivre comme disciples de Jésus

Beaucoup de choses ont été dites dans ce qui précède. En résumé :

Avec Jésus, découvrir la vie du Dieu de Jésus, l'accueillir et la transmettre et puis rendre grâce pour cela.

## Envisager le conflit à partir des plus vulnérables

Mauricio Burbano A. SJ

J'ai suivi de près les nouvelles concernant le conflit généré par l'incursion de l'armée colombienne en territoire équatorien. J'ai lu aussi bien les journaux équatoriens que le quotidien *El tiempo* de Bogota, qui offre des espaces à ses lecteurs pour qu'ils expriment leur opinion.

Après avoir vécu quatre ans en Colombie, les réactions des lecteurs Colombiens ne me surprennent pas, quand ils appuient l'action militaire qu'a engagée Uribé, en envahissant le sol équatorien. Comment comprendre ces réactions ? D'un côté, nous, les Équatoriens, n'avons aucune idée de ce que peut signifier le fait de voyager avec la peur de se trouver soudain face à face avec un barrage et de se transformer en otage. Nous n'avons aucune idée de ce que représente le fait d'avoir un membre de la famille pris en otage qui chaque jour perd non seulement l'espoir et ses racines familiales, ni ce que c'est que d'avoir un membre de sa famille mort pour lequel il n'est pas possible de faire un deuil convenable car on ne sait pas où se trouve le corps. Malheureusement, cela implique qu'un secteur de la société colombienne en vient à justifier n'importe quel type d'action militaire.

D'autre part, la Colombie a un gouvernement possédé par un tel désir d'action armée qu'un mouvement de « représailles violentes », est apparu, comme le dénonce le politique et intellectuel colombien Anatas Mockus. Cette option pour la violence fait que l'on ne tient pas compte des dommages qu'un conflit cause en termes de droits de l'homme et de souveraineté territoriale.

En définitive, ce qui s'est passé est le reflet d'un conflit complexe, cause de douleurs pour la Colombie depuis des dizaines d'années. Plutôt que de continuer d'alimenter des accusations mutuelles entre l'Équateur et la Colombie, on devrait opter pour l'attention aux plus vulnérables.

Du côté colombien, des doutes surgissent quant à une sortie pacifique du conflit armé et au sort des séquestrés et déplacés, alors qu'en Équateur surgissent des questions quant à la situation des réfugiés et des nouveaux déplacés.

Mauricio Burbano A. SJ  
 Faculdade Jesuíta de Filosofia e Teologia  
 Av. Dr. Cristiano Guimaraes, 2127 - Planalto.  
 Belo Horizonte, MG  
 CEP: 31720-300 - BRÉSIL  
 <mburbano@jesuits.net>

*Original espagnol  
 Traduit par Guilhem Causse SJ*

Ce dimanche matin, je me suis arrêté à la page 65 du *PJ96* (2007/3) à l'article « Bétique (Espagne) » de JJ Romero SJ, et une fois de plus j'apprécie la forme directe et intelligente de présenter des thèmes si critiques qui sans aucun doute, heurtent la sensibilité d'un grand nombre de personnes. Il est clair que la société aujourd'hui est désorientée dans beaucoup de domaines, et que cette façon d'agir est considérée comme normale par une grande majorité de personnes. Il semble que l'homme est en train de perdre sa capacité d'étonnement face à des événements de grande ampleur. La théorie de « l'anarchisme individualiste » croît à pas de géant et les violations des droits de l'homme, la famine dans les pays du continent africain, la consommation démesurée de drogues et l'alcoolisme croissant dans de vastes secteurs de notre société n'intéressent personne.

Des articles comme celui-ci et d'autres que présente la ligne éditoriale de *Promotio Iustitiae*, devraient être discutés au sein des organisations politiques et corporatives, des entreprises et dans le monde de l'expression artistique et culturelle, dans les fameux Sommets des Pays Ibéro américains où sont présentés de honteux spectacles qui relèvent plus du cirque que de la haute politique internationale.

Savoir qu'il y a encore des chrétiens engagés selon les enseignements de Jésus, et capables de reconnaître que (je transcris la page 68) « nos communautés courent le risque de « s'embourgeoiser », de s'installer dans des modes de vie en accord avec leur environnement, avec des niveaux

de consommation élevés, un habitat confortable et éloigné des quartiers de plus grande précarité » est pour moi une consolation. Cette autocritique devrait être le fait non seulement des églises et des communautés chrétiennes, quelles que soient leurs orientations, mais aussi de nombre de gouvernants qui s'auto proclament défenseurs des pauvres et une fois installés au pouvoir se révèlent plus bourgeois que les bourgeois eux-mêmes.

Sans être un homme d'Église, mais bien un Chrétien par vocation, je trouve dans l'Ordre de Saint Ignace de Loyola une réponse claire et catégorique à beaucoup de mes inquiétudes spirituelles. Je rends grâce à cette « catharsis spirituelle » que j'ai vécue ce dimanche matin. J'espère que nombreux seront ceux qui voudront connaître la genèse des problèmes qui affligent notre société.

Un salut cordial d'amitié et de poésie.

Pablo Cassi  
Éditeur et Directeur de la  
*Gaceta Municipal* de San Felipe (Chili)  
<cassibardo@yahoo.com>  
www.pablocassi.cl

*Original espagnol  
Traduit par Guilhem Causse SJ*

Chers Pères de *Promotio Iustitiae*,  
J'ai découvert votre revue depuis quelque temps et je dois dire que cela a été une découverte importante. Je suis assistant social à Palerme depuis une dizaine d'années, je travaille à la mairie, plus précisément, je m'oc-

cupe de mineurs en situation difficile souvent grave, et de familles pauvres des périphéries (et combien il y en a, malheureusement !). J'ai envie de vous écrire parce que l'article du Père Molla en particulier, apparu dans le dernier numéro, m'a semblé très similaire à ce que je vis très souvent, et j'ai pensé, je dois le lui raconter, il est juste de partager ce que l'on vit, quand on vit des choses pareilles.

Cette histoire de la contemplation dans l'action m'a marqué. L'un des courts passages de l'évangile qui me plaît le plus, c'est le récit de Luc sur Marie et Marthe. Jésus se trouve chez elles, l'une d'elle se démène comme une forcenée pour préparer le repas, mettre la table et ainsi de suite. L'autre s'arrête pour écouter Jésus. Alors celle qui trime se fâche un peu, « et alors, je dois tout faire toute seule ? ». Et Jésus lui dit : « ta sœur a choisi la meilleure part ». Nous savons que c'est un discours sur la suprématie de la contemplation par rapport à l'intervention, je ne dis rien de nouveau là-dessus. Mais mon expérience me permet de dire qu'il s'agit d'un discours méthodologique, avant d'être un discours éthique ou spirituel. Je pense surtout que c'est le moyen de sauvegarder l'Autre d'invasions inopportunes dans sa vie, dictées par la bonne foi, sans aucun doute, par le désir de faire quelque chose pour lui, personne ne le nie ; oui, le contempler avant de faire n'importe quoi d'autre, c'est vraiment la bonne méthodologie. Et quand ensuite on fait quelque chose, il faut le faire comme complément à la contemplation de son mystère, de son unicité, de sa beauté. Comme cela seulement on peut éviter de devenir des directeurs existentiels non demandés,

des consolateurs obligatoires (comme les amis ineffables de Job), des policiers de l'âme d'autrui ; de vouloir à tout prix faire le bien de l'autre, ce qui est l'un des risques les plus terribles auquel on est exposé quand on fait un métier comme le mien.

Par rapport à cette beauté des personnes qui sont devant nous, qu'il semble souvent si difficile de trouver, une chose m'a fait réfléchir : il s'agit du mythe de la mystique hébraïque qui parle de la Shekhina en exil. La présence de Dieu qui, à cause de l'apparition du mal, s'est brisée en soixante-dix mille fragments qui sont tombés sur la terre. Et le devoir des justes est de reconstituer la Shekhina, chacun faisant sa part, et la reconstituer signifie aller en retrouver chaque fragment, et le reconnaître, et en contempler la beauté, et à la fin des temps rassembler tous les fragments.

Voilà, retrouver et re-contempler dans toutes les personnes chaque étincelle de beauté où qu'elle se trouve, c'est cela la mission. Et il faut avoir un esprit très entraîné à la contemplation, ainsi qu'une force d'action qui permet de ne jamais trop se fatiguer, de sortir, de créer les conditions de la contemplation.

En somme, Marie et Marthe, ensemble. Et aussi la longue citation du Père Gonzales Buelta sur la force de survie des pauvres. C'est vrai, je ne sais pas comment ils font, ils se relèvent chaque jour avec une force inexplicable, avec une capacité de vivre leur propre vie que nous moyennement « intellectuels » ne connaissons pas, nous l'avons oubliée, qui sait ce qui nous arriverait si nous nous retrouvions dans leur situation. Souvent, les choses se résolvent indépendamment de



nos interventions présomptueuses, et heureusement que c'est comme ça. Et elles me donnent des leçons incroyables, ces personnes à qui j'ai à faire, elles sont tellement habituées à marcher au bord d'un précipice que le fait d'être avec elles m'enseigne quelques rudiments de résistance à moi aussi. Maîtres de résistance ; jusqu'à cette résistance dont on parle dans l'article, qui est ainsi réinsufflée, après l'avoir reçue comme un don des personnes à qui ensuite on la donne. En cela, je crois que c'est vrai que notre action doit être gratuite, dans le sens où l'on ne doit rien attendre en retour. Mais il est vrai aussi que l'on expérimente souvent la surabondance en retour, justement dans la réciprocité (non déclarée, implicite, peut-être pas recherchée, mais non moins présente) des échanges. J'ai lu quelque part que l'étymologie de communauté est « mise en commun des dettes ». Je crois qu'il s'agit de quelque chose de ce genre. Nous nous aidons les uns les autres, voilà. Bien sûr, avec toutes les limites liées au fait qu'on le fait dans le contexte d'une institution bureaucratique...

Quand j'étais petit garçon, j'étais convaincu de devoir contribuer à transformer le monde, ou plutôt de faire évoluer l'humanité, à résoudre les problèmes des gens avec Dieu sait quelles interventions technologiques parfaites. Maintenant, ce n'est pas que j'aie beaucoup grandi, cependant chaque jour qui passe je me rends compte que tenter d'être vraiment utile à quelqu'un signifie en quelque sorte le connaître personnellement, en écouter la respiration et les silences, rire avec lui, bref devenir son ami, et puis l'aider comme un ami nous aiderait, quand nous en avons besoin. En

d'autres termes, cela signifie aimer. Quand j'étais petit garçon, je croyais qu'aimer voulait dire Dieu sait quelles terribles interventions sur le monde, quels battements de cœur, quelles constructions inénarrables. Je n'ai pas beaucoup grandi, mais je sais qu'aimer veut dire être présent à l'autre, être là ; et puis rester. Et cela, au-delà de la formation nécessaire, de l'entraînement, des connaissances et des compétences dans la gestion de soi-même en tant que ressources, la chance est une question de Grâce. Heureusement, l'omnipotence sur la vie des autres est une tentation terrible. Par la grâce de Dieu, nous sommes des serviteurs inutiles.

Merci pour votre service, vraiment très important pour nous anonymes de frontière.

Cordialement,

Antonio Coccia  
via Ungaretti 18  
Torretta (PA) - ITALIE  
<cocciant@hotmail.it>

*Original italien  
Traduit par Anne-Hélène Cauwel*

**J**e viens juste de lire dans *Promotio Iustitiae* 94 l'article « La collaboration entre jésuites et laïcs : un projet ou une nécessité ? »

Avant de commenter l'article, je voudrais féliciter l'auteur pour sa disponibilité et son honnêteté quand il décrit si sincèrement la situation dans les institutions jésuites alors qu'on parle d'avoir confiance et de collaborer avec les laïcs.

Dans votre article, vous avez évoqué une situation qui est fréquente dans la plupart des institutions catholiques et je partage absolument ce que



vous dites. Je pense que notre incapacité à travailler avec les laïcs vient de notre manque de formation par rapport au travail avec nos propres compagnons dans nos propres institutions. Le travail d'équipe n'est pas notre fort, et en outre, une confiance excessive et parfois faussée en nos propres compétences dans tous les domaines non seulement renforce notre suffisance de manière disproportionnée mais nous pousse aussi à considérer automatiquement que les autres sont incompetents et dépourvus d'initiatives, pour ne pas dire complètement inutiles. Dans ce domaine, notre société laïque a bien plus avancé que nous dans la collaboration dans le travail d'équipe.

Inconsciemment, ce type de leader unique et complet est transmis comme modèle à notre jeune génération de religieux qui n'ont pas développé les qualités que leurs aînés ont été forcés d'acquérir à cause des défis de leurs temps, et peut-être parce que les laïcs de leur époque étaient tenus dans l'ignorance et l'impréparation. Ce scénario est en train de changer et les laïcs sont nettement mieux préparés et plus compétents dans de nombreux domaines.

Merci d'avoir exprimé avec une telle clarté ce qui pose problème dans la plupart de nos institutions.

Mary DePenha MSCJ  
 General  
 Compañía Misionera del  
 Sagrado Corazón de Jesús  
 c/Estoclomo 9, Las Rosas  
 Madrid 28022 - ESPAGNE  
 <depenhamary@yahoo.com>

*original en anglais*

*Traduit par Anne-Hélène Cauwel*

## **République Démocratique du Congo : au-delà de l'espérance, la nécessité du pragmatisme ignatien.**

Réaction à l'article :

« République Démocratique du Congo, le temps de l'espérance », de Frank Turner SJ et Tanya Ziegler paru dans *Promotio Iustitiae* 95 (2007/2).

Tanya Ziegler et Frank Turner ont écrit une belle synthèse compréhensible et édifiante sur leur voyage en République démocratique du Congo. Leur passage en soi est une consolation pour les jésuites congolais et l'Église qui s'engagent quotidiennement dans la lutte pour la foi et la justice. Consolation parce que nous sommes désormais convaincus que nous ne sommes pas seuls dans la lutte contre toutes les formes d'injustices qui déshumanisent le peuple congolais et en font un Christ crucifié quotidiennement.

Je suis convaincu que le CEPAS, Centre social jésuite de Kinshasa, a vraiment besoin du partenariat non seulement de l'OCIPE (l'Office catholique d'information et d'initiative pour l'Europe) et du JRS (Service jésuite des réfugiés) mais de toute la compagnie universelle, pour renforcer la capacité de promotion et de recherche des solutions aux problèmes congolais, particulièrement en ce qui concerne la question minière. Les sociétés multinationales qui exploitent la RDC, le font de connivence avec certains acteurs politiques clés. L'action locale ne peut être efficace que si elle est amplifiée par un lobbying international. Les enjeux locaux négatifs trouvent en grande partie leurs sources dans les structures mafieuses internationales.

Il est évident que le contact avec

la réalité congolaise a pu convaincre Frank Turner SJ et Ziegler relativement aux enjeux économiques des conflits en R.D.Congo pour qu'ils puissent dire : « Nous qui nous sentons étrangers, sommes capables de reconnaître notre naïveté ». Tout en affirmant la responsabilité indéniable des congolais dans leur situation de sous-développement aux allures de maladie incurable, il sied de dénoncer les agents vecteurs et causaux qui trouvent leurs tanières dans une mondialisation mafieuse.

Historiquement, la R.D.C. à toutes les époques a toujours été considérée comme un *Far West*. L'origine même de la ville de Lubumbashi dont il est question à la page 78 de l'article de Frank Turner SJ et Ziegler est principalement liée à l'exploitation des matières premières dont le cuivre et le cobalt par des entreprises étrangères.

La ville de Lubumbashi, où j'effectue des études universitaires en sciences politiques et administratives, présente de l'époque coloniale à nos jours l'image d'un *Far West* : opulence de quelques uns et misère des nombreux autres même si tous sont tournés vers l'exploitation des matières minérales. A l'époque coloniale, on avait même transplanté des populations entières du Rwanda vers le Katanga.

Que la République Démocratique du Congo soit démocratique aujourd'hui, cela est le fruit conjugué des efforts internes (Société civile avec à sa tête la politique dynamique de l'Église catholique du Congo, et la rébellion armée) et surtout de la contribution internationale. Les Jésuites congolais ont eu une part active dans cet évènement. Contemplatif dans l'action, chacun d'eux dans son apostolat particulier a pris part à la lutte

politique. Avant le premier tour des élections présidentielles, par exemple, les Jésuites scolastiques membres du Groupe *Foi et justice* dont je faisais partie comme secrétaire, avaient sillonné les écoles secondaires environnantes en multipliant les conférences-débats sur la démocratie et les élections.

En même temps, le CEPAS (centre jésuite pour l'action sociale) organisait des Journées sociales sur le profil du président à élire et réunissait les représentants jésuites œuvrant dans les différentes contrées de la République. Le père Minani, chargé de l'animation socio-politique du CEPAS fut un acteur clé à chacune de ces étapes en vulgarisant notamment les brochures sur les élections et les procédures à suivre à travers le RODHECIC.

Au-delà de l'espoir, j'apprécierais davantage le pragmatisme dans notre lutte pour la Foi et la Justice. Mourir en défendant les faibles est une caractéristique de notre spiritualité. Ne pas forcer le martyr mais s'il le faut, donner sa vie pour notre compagnon véritable, le Christ crucifié à travers notre peuple. Mgr. Munzehirwa nous a montré le chemin. À nous de nous y engager avec en tête un seul calcul : sauver l'homme, image du christ crucifié au quotidien.

Jean-Luc Malango Kitungano SJ  
University of Lubumbashi  
Department of Political  
and Administrative Science  
République Démocratique du Congo  
<malangojeanluc@yahoo.fr>



**Secrétariat pour la Justice Sociale**

**C.P. 6139 – 00195 ROMA PRATI – ITALIE**

**+39 06689 77380 (fax)**

**[sjs@sjcuria.org](mailto:sjs@sjcuria.org)**